This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

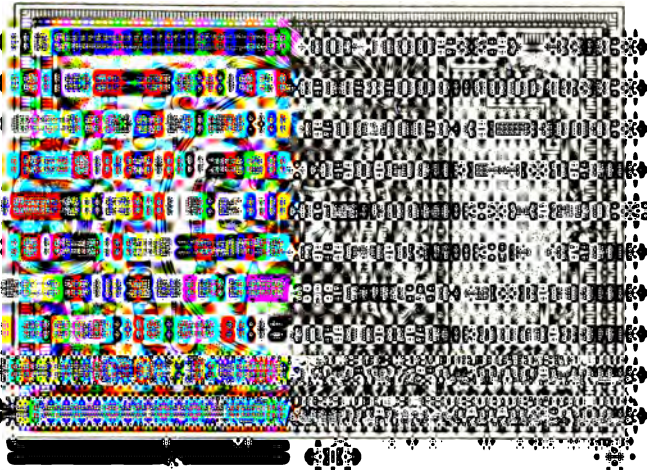
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



HJ
1206
.C974

TRADUCTION ET REPRODUCTION RÉSERVÉS

É.de DE CYON

OÙ LA DICTATURE DE M. WITTE

CONDUIT LA RUSSIE

TRADUIT DU RUSSE

PAR

VICTOR DERÉLY

AVEC UNE NOUVELLE PRÉFACE DE L'AUTEUR

PARIS

LIBRAIRIE HAAR ET STEINERT, EICHLER SUCCESSEUR

21, RUE JACOB, 21

1897

TOUS DROITS DE TRADUCTION ET DE REPRODUCTION RÉSERVÉS

Élie DE CYON

OÙ LA DICTATURE DE M. WITTE

CONDUIT LA RUSSIE

TRADUIT DU RUSSE

PAR

VICTOR DERÉLY

AVEC UNE NOUVELLE PRÉFACE DE L'AUTEUR

PARIS

LIBRAIRIE HAAR ET STEINERT, EICHLER SUCCESSEUR

21, RUE JACOB, 21

1897

PRINCIPAUX OUVRAGES POLITIQUES

DU MÊME AUTEUR

La France et la Russie. Paris 1891. Librairie de la *Nouvelle Revue*. 1 brochure.

La Guerre ou la Paix. Paris 1891. Lausanne, B. Benda. 1 brochure.

La Russie Contemporaine. Etudes politiques. Paris 1891. Calmann-Lévy. 1 volume.

Nihilisme et Anarchie. Etudes sociales. Paris 1892. Calmann-Lévy. 1 volume.

Bilan de la Gestion Financière de Wyschnegradski. 1892. Lausanne, B. Benda. 1 brochure (en russe).

M. Witte et les finances russes. 1895. 5e édition. Avec une nouvelle préface. Paris, A. Charles. Lausanne, B. Benda. 1 volume.

Les Finances russes et l'Épargne française. Réponse à M. Witte. 1895. 4e édition. Paris, A. Charles. Lausanne, B. Benda. 1 brochure.

Histoire de l'entente franco-russe. 1886-1894. Avec le portrait de Katkof. 3e édition. 1895. Paris, A Charles. Lausanne, B. Benda. 1 volume.

VIENT DE PARAITRE :

M. Witte et ses projets de faillite devant le Conseil de l'Empire. 1897. Paris, Librairie Haar et Steinert, traduit du russe. Avec une nouvelle Préface de l'Auteur.

PRÉFACE

POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

Deux années se sont écoulées depuis l'apparition de mon livre : « M. Witte et les finances russes ». Qu'il me soit permis de revenir sur l'émotion produite par cette publication. Un ouvrage où j'aurais critiqué la gestion financière de tout autre pays que la Russie n'eût vraisemblablement attiré que l'attention des spécialistes. Mais en Russie, la loi impose le silence sur les finances de l'Etat, et en France, où la nation est censée présider elle-même à la direction de ses affaires, journaux et gouvernants s'entendent pour cacher au public la vérité concernant la politique étrangère et les finances des peuples, à qui est confiée une partie considérable de l'épargne nationale. On en a déjà un exemple attristant dans l'habileté avec laquelle pendant deux ans la France a été tenue dans l'ignorance

241222

[illegible] s'est ému : le [illegible] niens.

[illegible] t des finances [illegible] érité atteint à [illegible] ne ferait pas [illegible], elle, à payer [illegible] par exemple, [illegible] te pas un seul [illegible] au sort duquel [illegible] fortune? Par [illegible] priver de tout [illegible] naux français [illegible] vincible aver- [illegible] autre côté les [illegible] ar certains en- [illegible] que la cécité [illegible] elle des organes [illegible] l'opinion pu-

[illegible] révélations sur [illegible] ère de M. Witte [illegible] ce comme en [illegible] r et d'indigna- [illegible] tres emprunts [illegible] à la France le [illegible] des « frais de [illegible] », ayant su se

créer la réputation d'un grand génie financier, d'un réformateur à nul autre pareil, un livre où étaient accumulées les preuves de son gaspillage, de son ignorance, de ses concussions et de sa connivence avec les ennemis de l'Etat russe, encore que ces preuves fussent d'une indiscutable authenticité officielle, devait à première vue provoquer chez des lecteurs prévenus une méfiance involontaire. Endormie pendant des années par des mensonges systématiquement rassurants, l'opinion ne pouvait que se rebiffer contre l'audacieux qui entreprenait de dissiper ses illusions.

En Allemagne, en Angleterre et dans d'autres pays qui depuis longtemps s'étaient défaits de leurs fonds russes, l'indignation, pour des raisons toutes différentes, il est vrai, ne fut pas moins vive. Là mes révélations ne causèrent aucune surprise, quantité de personnes connaissaient de longue date le véritable état des choses. Mais on était trop heureux de voir la France et la Russie courir de graves dangers; en Allemagne surtout on savait trop de gré à M. Witte des services déjà rendus et on en attendait encore trop de lui pour que l'inopportune tentative de dessiller les yeux du public ne fût pas sévèrement condamnée dans ces pays.

Ainsi s'explique la réprobation unanime que mon livre rencontra tout d'abord dans la presse européenne. Du reste, cet accueil fut loin de m'étonner. Dans les circonstances graves de ma vie, chaque fois que j'ai eu à choisir entre plusieurs résolutions, je me suis toujours décidé pour celle qui avait chance de heurter ce qu'on est convenu d'appeler l'opinion publique. La certitude d'être maltraité par la presse de toute l'Europe me garantissait d'avance que de mon côté se trouvaient la vérité et la justice, à qui reste tôt ou tard le dernier mot.

La vérité n'a pas encore triomphé, mais elle s'est fait jour plus vite que je n'osais l'espérer. En France, la conscience publique commence à se réveiller et, malgré la persistante indifférence du gouvernement (1) et de la presse, l'indigne exploitation de l'épargne française est bien près de prendre fin.

En Russie M. Witte qui, il y a deux ans encore,

(1) Je dois pourtant reconnaître que le gouvernement manifeste parfois quelque faible velléité de servir les intérêts de ses nationaux. Ainsi, par exemple, il y a quelque temps M. de Montebello a appelé l'attention de M. Witte sur le traitement de faveur que son ministère accorde aux industries allemande, belge et autres, alors que les concessions, les commandes de l'Etat sont systématiquement refusées aux industriels français. Il y aura bientôt quatre ans que j'ai adressé le même reproche à M. Witte (Voir la *Nouvelle Revue,* n° du 1er mars 1893). Si à

était considéré comme un sauveur providentiel, est à présent le personnage le plus détesté, le plus méprisé et le plus attaqué qu'il y ait dans tout l'Empire. Il faudrait remonter à l'époque où l'ancien palefrenier Biron exerçait sa honteuse dictature pour trouver l'exemple d'un haut dignitaire aussi cordialement exécré que l'est en ce moment M. Witte. Et, résultat tout à fait inespéré de ma campagne contre les agissements de cet homme funeste, pour la première fois en Russie la société tout entière a pris un vif intérêt aux questions financières et économiques qui jusqu'alors se décidaient mystérieusement dans l'ombre des bureaux. *Il appartient à celui qui paye l'impôt d'en contrôler l'emploi.* Ce droit que toutes les nations civilisées ont conquis, souvent à la suite de violentes crises intérieures, de perturbations révolutionnaires, le peuple russe seul ne le possédait pas. La loi lui interdisait tout contrôle sur le maniement des deniers qu'il verse si péniblement au Trésor toujours

cette époque l'ambassadeur français avait fait les démarches nécessaires, il aurait assuré à ses compatriotes pour plus d'un milliard de travaux, dont ont profité l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et même la Belgique. Faute d'avoir produit sa réclamation en temps utile, M. de Montebello n'a obtenu qu'une réponse à peine polie de l'homme qu'il a fait nommer grand-croix de la Légion d'honneur au lendemain de la signature du traité de commerce russo-allemand !

[illegible] ivait ni discuter
[illegible] m doute la pro-
[illegible] de la fortune
[illegible] e droit de sou-
[illegible] ante la véracité
[illegible] Ministres des
[illegible] in. Si absolue
[illegible] il y a quelques
[illegible] courageux que
[illegible] ier la vérité sur
[illegible] adski, le Comité
[illegible] on de son livre !
[illegible] nais — non sans
[illegible] ies contre tout
[illegible] mémoire sur la
[illegible] Vyschnegradski,
[illegible] exemplaire au
[illegible] onneur à tenir
[illegible] e. La disgrâce
[illegible] n fondé de mes
[illegible] à cet engage-
[illegible] e par la mort

[illegible] faction que dut
[illegible] r M. Witte. Mes
[illegible] fondement ; on
[illegible] ment réduites à

néant par la réponse que le Ministre faisait annoncer avec une feinte sérénité. Aussi, quand parut, sous la signature de l'ineffable Barbet, cette prétendue réfutation où les gros mots et les injures dissimulaient mal l'absence des arguments, la désillusion fut complète. Ma riposte : « Les Finances russes et l'Epargne française », acheva la défaite du Ministre. Vainement il obtint la prohibition de mes ouvrages, vainement il chercha à enrayer le mouvement de l'esprit public en faisant signer par l'Empereur, au mépris de toute justice et de toute légalité, un oukase déclarant criminel mon livre sur M. Witte. Cet acte inouï d'arbitraire n'eut pour effet que d'accentuer l'importance de ma campagne. Il me manquait la consécration suprême de la persécution : l'oukase du 26 juillet 1895 me la donna (1). Ce fut déjà un symptôme significatif que le silence absolu gardé sur cet incident par la presse russe, naguère si ardente à soutenir le Ministre des Finances. La Russie autocratique ne professe pas pour les édits impériaux la vénération superstitieuse dont les entoure la France républicaine. Ce qui devait arriver arriva. L'expérience ne tarda pas à me donner raison. Les désastreuses conséquences de la gestion

(1) Voir l'Appendice.

financière de M. Witte se développent tous les jours telles que je les avais prédites; le mécontentement commença à devenir général. Au début le Ministre, payant d'audace, s'était adressé à l'opinion : il ne pouvait plus décemment lui fermer la bouche. Après avoir d'abord trouvé des organes parmi les corps institués tels que le Conseil de l'Empire, l'opposition gagna bientôt d'autres institutions, se manifesta dans les sociétés savantes et dans la presse tout entière. M. Witte, se sentant submergé par cette marée montante de méfiance hostile, tenta un dernier effort pour reconquérir la faveur du public et peut-être aussi celle du Tsar : par une dérogation à tous les usages officiels qui était en même temps la plus éclatante reconnaissance de la valeur de mes critiques, il entreprit une réfutation en règle de mon livre dans son rapport à l'Empereur, sur le budget de l'Empire pour l'année 1896! Vaine tentative qui ne fit que souligner sa défaite. Bien avant qu'ait paru en Russie cette brochure — avec ma réponse au rapport du Ministre — ce dernier a pu s'en convaincre.

Je ne citerai que trois faits.

Au Conseil de l'Empire même, le projet de réforme monétaire, présenté par M. Witte, a rencontré une opposition énergique et, chose

sans exemple dans ce premier corps de l'État, le Ministre y a recueilli des témoignages de dédain, de méfiance, de suspicion, dépassant presque en violence mes ouvrages (1).

Au commencement de l'année, s'est tenue à Moscou une assemblée générale des Sociétés agricoles sous la présidence du prince Stscherbatof. Dans ce congrès, réuni en vue de défendre les intérêts de l'agriculture russe ruinée par les agissements de M. Witte, les principaux griefs articulés par moi à la charge de ce ministre ennemi des classes rurales, ont été confirmés et étayés de nouveaux faits (Voir Chapitre III).

Enfin en mars 1896, la prétendue réforme monétaire du Ministre des Finances, a été l'objet d'une discussion approfondie au sein de la Société Impériale Économique. Inauguré par un rapport du professeur Chodsky, les débats ont rempli quatre séances publiques qui se sont prolongées fort avant dans la nuit. On vient d'en publier le compte rendu en un gros volume (2).

Dans aucun pays parlementaire, les faits et gestes d'un ministre, ne furent jamais soumis à

(1) Je les expose d'une façon détaillée dans une brochure : *M. Witte et ses projets de faillite devant le Conseil de l'Empire,* dont une traduction française, vient de paraître.

(2) *La réforme monétaire.* Discussion dans la Société Impériale Économique (Saint-Pétersbourg, 1896).

si impitoyable
nte que l'a été
la Société Éco-
conomique du
l. sur les effets
re de M. Witte.
idgets, sur la
fer, rachetés
ur la situation
tat, en un mot,
mes études, la
confirmer les
y a ajouté de

ans ce congrès
é à Nijni-Now-
e lui-même et
e de son départ-
a-t-il pas dû
onne et ouver-
es du Ministre
ment, ont été
e par le congrès.
usses et sans
is le droit de
financière de

Bien entendu, de tout ce mouvement, rien n'a transpiré en France. Le gouvernement et la presse font trop bonne garde pour cela!

Il ne s'est même pas trouvé un seul journal français pour signaler l'oukase du 3/15 janvier 1897, qui décide arbitrairement que l'impériale russe dont la valeur était de 10 roubles, doit désormais être acceptée en paiement pour 15 roubles. Cet oukase, par lequel, en réalité le gouvernement se déclare insolvable, hors d'état de payer ainsi qu'il s'y engage un rouble d'or pour un rouble de crédit, a été soigneusement passé sous silence en France. Il s'agit cependant d'une faillite de quatorze cents millions de roubles, qui atteint gravement les intérêts des porteurs de la rente russe du service 4 0/0, et qui n'est que la préface obligée d'une banqueroute plus complète, annoncée par M. Witte dans l'assemblée plénière du Conseil de l'Empire, le 28 décembre 1895 (1).

Si, cédant aux instances de quelques amis, j'ai donné mon consentement à la publication en français de mes dernières brochures dont le retentissement a été si considérable en Russie, ce n'est nullement dans le vain espoir de modifier l'attitude du gouvernement français et

(1) Voir la préface de : *M. Witte et ses projets de faillite devant le Conseil de l'Empire*, édition française.

[illegible] quelques puissants [illegible] une nouvelle [illegible] de M. Witte le [illegible] injures.

[illegible] plus longuement [illegible] ion française de [illegible] accessibles à ceux [illegible] trompés par les [illegible] que M. Witte [illegible] favorablement [illegible] monétaires et [illegible] financière. Le [illegible] demandé comment il [illegible] par le Conseil [illegible] collègues du Conseil [illegible] sommités et la [illegible] par les représen- [illegible] noblesse russe, des [illegible] industriels, en [illegible] entier, M. Witte [illegible] pouvoir, et après [illegible] continuer son [illegible] destruction. Il y [illegible] chute paraissait [illegible] il paraît plus [illegible]

[illegible] lever le voile sur

toutes les raisons occultes de ce fait étrange. Notons seulement que ses protecteurs de la camarilla allemande, qui le soutiennent (un peu comme la corde soutient le pendu), seraient impuissants de le sauver de la ruine, — s'ils ne pouvaient pas faire valoir en haut lieu les témoignages flatteurs de plusieurs économistes étrangers de grande autorité en faveur de leur protégé.

C'est donc en premier lieu afin d'éclairer ces derniers que mes études russes viennent d'être traduites. Voilà pourquoi je place à la tête de cette traduction le résumé d'un ouvrage de statistique extrêmement documenté sur les finances russes, publié récemment aux frais de notre Ministère des Finances par M. Kaschkarof, haut fonctionnaire de cette administration.

Le lecteur verra de quelle saisissante manière cet ouvrage confirme les principales accusations de nos écrits sur la gestion financière des deux derniers ministres des finances russes. Dans une autre publication qui paraît en même temps que celle-ci, je reproduis les aveux faits officiellement au Conseil de l'Empire par M. Witte lui-même dans un discours non destiné à la publicité. Ces aveux justifient, eux aussi, la plupart de mes allégations que le Ministre a osé contester dans son rapport à l'Empereur.

**

Il me reste quelques mots à ajouter au sujet du rapport que M. Witte vient de publier sur le budget de l'Empire, pour l'exercice 1897. De même que pour l'année 1896, M. Witte prévoit un déficit assez notable : 91.795.936 roubles, et cette fois encore comme en 1896, il se propose de le combler à l'aide « des disponibilités du trésor » c'est-à-dire, ainsi que nous le prouvons plus loin (page 19), à l'aide de sommes provenant d'anciens emprunts, dont il n'a pas été fait emploi. A ces reliquats vient se joindre encore le produit du dernier emprunt 3 pour 100, conclu dans le courant de l'année passée.

Le rapport actuel est, comme le précédent, rempli de dissertations banales sur les principes économiques, légèrement teintés de socialisme, qui constituent le fond ordinaire de la littérature ministérielle. Çà et là, M. Witte tente bien de défendre sa gestion, contre les accusations courantes, mais ces timides essais d'apologie ne valent pas qu'on s'y arrête; retenons seulement quelques aveux précieux.

Les déficits croissent dans la rentrée des impôts directs et des droits fiscaux prouvent indubitablement que le bien-être de la population subit une baisse parallèle. Faisant de nécessité vertu, le gouvernement russe a dû, par une série

de décrets rendus à l'occasion de l'avénement du nouveau Tsar, de son couronnement et d'autres fêtes publiques, ordonner « toute une série de dégrévements et d'abrogations de taxes, en même temps qu'étaient accordés d'importants délais de paiement et prononcées des radiations d'arriéré » (page 8 du Rapport). Toutes ces mesures prises « à l'effet de soulager les contribuables » démontrent clairement qu'ils devaient être de plus en plus hors d'état de satisfaire aux exigences croissantes du fisc. Pour combattre cette impression qui s'impose, M. Witte s'évertue à expliquer dans une longue et obscure dissertation comme quoi les impôts indirects seuls, peuvent fournir des indications exactes sur le développement de la richesse nationale (pages 11 et 15). Et comme, selon son affirmation, le produit des impôts indirects ne fait que croître, tout est pour le mieux dans le plus heureux des empires. Cette thèse mérite à peine d'être réfutée.

« Il en est ainsi » continue le Ministre, « surtout pour notre budget qui est basé, pour sa presque totalité, sur l'imposition indirecte d'objets de consommation *dont aucun n'est de première nécessité* (*sic*) et sur l'exploitation des chemins de fer, des postes et des télégraphes » (page 13). Pour ce qui est des objets de consommation,

WITTE

cipaux revenus

par les boissons.

bé, les allumet-

urées qui sont

ère nécessité ».

pent aussi une

npôts indirects.

etc., pèsent en

pour environ

l'accroissement

emins de fer, il

s de 20.000 kilo-

me, par suite de

ccrues dans une

n'y a pas lieu

ration. Ajoutons

M. Chodsky dans

ale Économique.

e par les impôts

n accroissement

ement de l'aug-

au fisc. Pour

écessité, la con-

nalgré l'accrois-

0 et suivantes.

Cueillons quelques citations dans le rapport de M. Witte, qui elles, disent la vérité : « L'immense majorité de notre population n'est arrivée qu'à un niveau très bas d'aisance et elle ne dispose ni d'un grand avoir, ni d'économies..... » « L'immense majorité de la population se trouve dans un état économique *qui exclut toute possibilité de consommer régulièrement, d'une manière prolongée, des objets imposés* sur le produit de la vente de son avoir ou sur ses économies..... » « On peut arriver à cette conclusion que *le bien-être de la Russie a décliné*, quoique absolument parlant il n'ait subi aucune diminution (*sic*). » (Pages 13 et 14.)

Et c'est cette malheureuse population que M. Witte accable chaque année de nouveaux impôts; c'est son budget de dépenses qu'en quatre ans il a porté de 900 millions de roubles à 1.413.971.058 roubles; c'est elle que pendant la même période il a endettée d'environ quatre milliards de francs!

Le Ministre lui-même constate (à la page 17 de son Rapport) que « le total général des produits de notre agriculture ne représente pas une valeur annuelle de plus d'un milliard et demi de roubles », tandis que la production industrielle (mines, hauts-fourneaux, fabriques, etc.) atteint

« une valeur de plus de deux milliards de roubles ». Ces chiffres sont considérablement exagérés, surtout celui de la production industrielle. L'organe officiel du ministère des finances, le *Bulletin russe* de décembre 1896, lui-même le démontre, preuves en main, (page 635) : « Nous aurions ainsi un *capital industriel* de deux milliards de francs au plus. Serait-ce avec ce capital que pourrait être produite une valeur annuelle de plus quarante-cinq milliards de francs ? Il suffit d'en poser la question. » Mais acceptons ces chiffres pour exacts : c'est sur cette misérable production d'une population de 120 millions d'âmes, occupant la septième partie du globe, que M. Witte prélève un milliard et demi de roubles pour les dépenses de l'Etat ! C'est ce peuple qu'il croit capable de supporter une dette de 7 milliards de roubles ! Une population qui produit annuellement par tête la somme piteuse de 29 roubles, est obligée d'en abandonner 12 1/2 (plus de 40 pour 100) au budget de M. Witte et de subsister sur 16 1/2 roubles, soit une quarantaine de francs environ !

Si on attribue aux 76 millions des paysans même les deux tiers de la production agricole, — ce qui est certainement exagéré, — on trouve

un revenu annuel moyen par an et par tête de 13 roubles; sur ces 13 roubles, il doit payer au fisc 12 1/2 roubles!

Mais il existe des preuves bien plus alarmantes encore, de la misère du paysan russe. Depuis quelques années, ce dernier commence à abandonner sa terre et se remet à vagabonder. Sait-on vers quel pays le malheureux dirige ses pas? Vers la Sibérie, ce pays de renom sinistre jusqu'à présent réservé aux pires criminels! L'exil en Sibérie constitue encore, en droit et en fait, le châtiment le plus cruel de notre Code pénal, — et c'est dans cet exil que le malheureux paysan russe, ruiné par le fisc et abruti par la misère, cherche son salut! Il abandonne sa misérable chaumière, vend pour quelques roubles ses bêtes et ses ustensiles, et se dirige avec les siens à 8 ou 10.000 kilomètres de distance, vers cette Sibérie devenue, grâce aux mensonges officiels, l'Eldorado (1) rêvé! Il sème sur la route les cadavres des siens, et quand, par miracle, moitié crevé de faim et dépouillé par une police tracassière de ses derniers kopecks, il parvient au but, c'est pour trouver un désert glacé, des

(1) Eldorado, pour le ingénieurs d'Etat chargés de la construction du Transsibérien et pour les fonctionnaires du Contrôle chargés de la vérification des comptes.

marais empestés, au milieu des forêts sauvages et des fonctionnaires stupides pour lui déclarer qu'il est arrivé trop tard ou trop tôt! Rien qu'en 1896, plus de deux cent mille paysans sont *arrivés* en Sibérie dans ces conditions; la statistique officielle garde le silence sur le nombre de *partis*. Pendant ce temps, Witte jongle avec des milliards d'assignats, enfle le budget et son ministère jusqu'à la grosseur du ministère de la guerre, tout en réduisant les maigres ressources destinées à l'instruction primaire, prive les écoles de leurs instituteurs en les transformant en cabaretiers (1) du gouvernement, et dépense des millions pour faire chanter par la presse dans toutes les langues des hymnes à la prospérité de ses budgets et à l'immensité de son génie. Veut-on à ce sujet quelques chiffres instructifs des derniers rapports de M. Witte?

Pour l'année 1897 :

Le budget de la guerre est porté à...	284.379.994 r.
Le budget du ministère des finances à	204.135.429
Le budget du ministère des voies et communications à.....	226.910.346

(1) L'introduction du monopole d'alcool dans les gouvernements de l'Ouest a eu pour résultat inattendu la fermeture de nombreuses écoles primaires, faute de maîtres d'école. Ces derniers avaient préféré les grosses rétributions de cabaretiers du gouvernement aux maigres appointements de l'instituteur.

Le budget du ministère de l'instruction publique à..... ...	25.495.487
Le budget du ministère d'agriculture à	33.431.000

Sur les 25 millions de l'instruction publique, *4 millions seulement sont destinés à l'instruction primaire*; sur les 33 millions du ministère de l'agriculture, *500.000 roubles seulement aux prêts pour l'amélioration agricole, le reste est absorbé par l'administration, les dotations, etc.*

Pour en finir avec les vantardises du dernier rapport de M. Witte, encore quelques mots sur le Transsibérien. Je parle plus loin du chemin de fer sibérien, qu'un consortium français avait offert de construire en six ans, pour l'Etat, au prix de 300 millions de roubles. M. Witte a décliné cette offre et s'est chargé lui-même de la construction. « De 1891 à 1896 inclusivement » dit-il dans son rapport, « les crédits ouverts pour cette entreprise et pour les mesures auxiliaires qui s'y rattachent, se sont élevés à un total de 236.9 millions de roubles. Au budget de 1897, il est assigné 65 millions de roubles pour la continuation des travaux. Aussi, depuis qu'a été commencée la ligne, il a été ouvert plus de la moitié des crédits nécessaires pour l'achèvement de cette grandiose entreprise ». Ceci revient à dire que le chemin de fer coûtera à

l'Etat 600 millions de roubles, soit le double de la somme demandée par une entreprise privée. Mais ce n'est pas tout.

Dans son rapport, M. Witte se vante d'avoir obtenu pour la Banque Russo-Chinoise, l'autorisation de construire en Mandchourie un chemin de fer qui reliant « par la voie la plus directe la section du Transbaïkal à celle de l'Oussouri méridional » permet de réduire le Transsibérien de 550 kilomètres : « On dépensera, dit-il, moins de temps et d'argent pour se rendre d'une extrémité à l'autre de la grande voie ».

Depuis longtemps déjà les reptiles ordinaires de M. Witte avaient annoncé ce nouveau triomphe de sa politique. En réalité, s'il y a ici un triomphe, c'est pour la Banque Russo-Chinoise (Rothstein-Nothaft) laquelle, ayant souscrit des actions pour cinq millions de roubles, acquiert une ligne de chemin de fer qui parcourt la Mandchourie et dont la construction mise à la charge du trésor russe, coûtera environ 100 millions de roubles. L'affaire est bonne aussi pour le gouvernement chinois, car au bout d'un temps plus ou moins long, il deviendra propriétaire de cette voie ferrée sans avoir eu à débourser un taël. Mais les avantages que la Russie retirera de l'opération sont des plus

problématiques; en revanche les inconvénients sautent aux yeux et ils ont été très vivement relevés par tous les Russes qui connaissent le pays, entre autres par le célèbre sinologue Wassilief.

D'abord, ce raccourcissement du Transsibérien laisse complètement en dehors de la voie ferrée toute la riche région de l'Amour, y compris les villes, si importantes au point de vue de l'exploitation minière, de Srêtensk, Nertschinsk, Blagowiestchensk, etc., et cela pour traverser une partie presque déserte de la Mandchourie, où ne se trouvent que deux villes sans importance : Tsitsikar et Niugutu. Mais, ce qui est le plus grave encore, par ce changement de tracé, le Transsibérien perd le *seul* intérêt qu'il pouvait avoir pour la Russie, notamment l'intérêt stratégique.

En effet, si le gouvernement russe n'a pas reculé devant la grosse dépense qu'entraînait la construction de ce chemin de fer, c'est uniquement à cause de son importance pour la défense de l'Amour et de Wladiwostok en cas de conflit dans l'Asie orientale. Pour ce qui est du transport des marchandises d'Europe dans l'Extrême-Orient et vice versa, la ligne de Tchelabinsk-Wladiwostok ne pourra jamais faire concurrence

[illegible] courte et moins [illegible] trafic s'applique [illegible] rt des voyageurs. [illegible] rvice de Londres [illegible] vitesse, qu'ils la [illegible] gale à celle des [illegible] sée deviendra au [illegible] et par le Trans- [illegible] de trente-huit [illegible] ment être réduite [illegible] près la durée du [illegible] (vingt-six jours). [illegible] et Wladiwostok, [illegible] es; un train mar- [illegible] par heure, vitesse [illegible] Perm-Orenbourg, [illegible] rs pour franchir [illegible], sur les sections [illegible] la circulation, la [illegible] 12 kilomètres par [illegible]

[illegible] la ligne au point [illegible] menaçait cette voie [illegible] la Chine sur un [illegible] stes, elle était tou- [illegible] des Célestes, qui [illegible] traverser pour la

détruire. Or, M. Witte vient de parer à ce danger à la manière de Gribouille : il a transporté la ligne en Mandchourie afin d'épargner aux irréguliers chinois la peine de franchir la frontière. Voit-on l'Allemagne faisant passer par la Pologne russe les lignes stratégiques qui mettent Breslau en communication avec Kœnisberg, ou la France reliant Verdun à Belfort à travers l'Alsace-Lorraine? C'est exactement la même folie que la Russie a commise en confiant à la Chine la garde du chemin de fer stratégique destiné à défendre Wladiwostok. Ce serait de l'aliénation mentale pure et simple de la part de M. Witte, n'était l'excellente affaire financière que ses amis de la Banque Russo-Chinoise, ont faite en s'assurant la possession de cette ligne, grâce à une souscription dérisoire.

Il est vrai aussi qu'on évitait ainsi la construction de la ligne autour du lac de Baïkal, dont les ingénieurs de l'Etat ne seraient jamais venus à bout de vaincre les difficultés, même en dépensant 300.000 roubles par verste, au lieu de 120.000 que comptaient dépenser les ingénieurs français. (Voir plus loin page 63.)

Le Ministre des Finances n'avait vraiment pas lieu de célébrer un pareil succès dans son Rapport à l'Empereur.

Il va de soi qu'une grande partie de ce docucument est consacrée à la fameuse réforme monétaire. Nous en parlons longuement dans la préface de la brochure *M. Witte et ses projets de faillite*, qui traite spécialement de cette réforme.

E. C.

Villa Mont-Riant
Territet (canton de Vaud)
Février 1897.

P.-S. — L'édition russe de cette brochure contient sous forme de Préface un long exposé de circonstances qui avaient abouti à l'acte arbitraire du 26 Juillet 1896; cet exposé est accompagné de plusieurs documents officiels. Il m'a paru que la reproduction de cet exposé d'une affaire toute personnelle, serait sans grand intérêt pour le lecteur étranger.

Je me suis donc contenté de donner plus loin en Appendice, un court résumé de l'affaire, accompagné de la correspondance officielle échangée entre la Légation Impériale de Russie à Berne et moi à propos de l'Oukase du 26 juillet 1895. Le lecteur verra que là aussi les reptiles ordinaires et extraordinaires de M. Witte avaient dénaturé les faits de la manière la plus impudente.

AVANT-PROPOS

L'ouvrage de M. Kaschkarof, Membre du Comité scientifique du Ministère des Finances, et intitulé : ***Principaux résultats de la gestion des finances de l'Etat pendant les dix dernières années*** (en russe), a été publié par le Ministère des Finances de Russie, à Saint-Pétersbourg, en 1895. Comme l'auteur le déclare, il a puisé les matériaux, pour son étude statistique, en dehors des rapports imprimés du Contrôle de l'Empire, dans les Archives du Conseil de l'Empire, du Ministère des Finances, du Contrôle et dans plusieurs publications officielles.

Le lecteur se convaincra aisément que M. Kaschkarof, sur tous les points principaux, confirme d'une façon éclatante les faits sur lesquels est fondée notre critique de la gestion financière des deux derniers ministres des finances. Ces recherches serviront de meilleure introduction à cette nouvelle étude sur nos finances, tant est frappante l'identité de nos résultats.

I. — Nos Budgets

Dans mes études, je prouve qu'en réalité tous les budgets de MM. Wyschnegradski et Witte se sont

(1) *Principaux résultats de la gestion des finances de l'État pendant les dix dernières années.* Recherche statistique de Michel Kachkarof, Membre du Comité scientifique du Ministère des Finances. Publication du Ministère des Finances, 1895.

réglés par des déficits chroniques comblés par des emprunts. Si ces ministres et après eux le Contrôle de l'Empire lui-même, ont pu parler des prétendus excédents de ces budgets, c'est seulement parce qu'en portant le produit des emprunts à la rubrique des ressources ou recettes extraordinaires, ils dissimulaient le véritable état des choses. Comme nous le montrons dans le premier chapitre du présent travail, les importantes *disponibilités libres* que M. Witte fait tant mousser dans ses rapports ne sont autre chose que des reliquats d'emprunts.

Un pareil jeu de chiffres n'est possible que grâce à la classification fort peu satisfaisante de nos inventaires d'Etat. « La nécessité de modifier l'ancienne classification du budget des recettes », écrit M. Kaschkarof, « a été signalée dès 1886 par I.-I. Wilson, dans sa monographie *Revue statistique du budget de l'Etat russe pour les dix années 1875-1885* (publication de la Chancellerie de l'Etat). M. Wilson proposait avec beaucoup de raison de séparer complètement les revenus et recettes de l'Etat des ressources dues aux opérations de crédit. D'une façon analogue, les dépenses devaient aussi former deux divisions : 1° Dépenses de l'Etat et 2° Amortissement des dettes de l'Etat ».

« Cette manière d'inscrire les sommes dans les inventaires, dit M. Wilson, ferait cesser divers malentendus et incertitudes qui se rencontrent aujourd'hui à ce sujet, elle correspondrait aux fondements logiques des recettes et des dépenses de l'Etat et présenterait les principaux résultats financiers sous un aspect plus clair ». Ajoutons encore qu'elle rendrait impossibles les tromperies criminelles que les deux derniers ministres des finances se sont permises envers l'Empereur et le public.

Comme nous l'avons dit plusieurs fois, le 4 juin 1894,

l'autorité impériale a sanctionné, concernant la subdivision des recettes et des dépenses en ordinaires et extraordinaires, de nouvelles règles élaborées par le Conseil de l'Empire, qui ont supprimé, du moins en partie, les abus si clairement révélés par nous dans notre mémoire sur la gestion financière de I.-A. Wyschnegradski. La première application de ce nouveau règlement a été faite au budget de 1895.

Afin de rétablir la vérité dans nos budgets, nous nous sommes, en étudiant ceux de MM. Wyschnegradski et Witte, inspirés surtout des principes que le Conseil de l'Empire a plus tard rendus obligatoires. ***Grâce à cela, nous avons pu prouver que tous les budgets, de ces ministres, se sont sans exception, réglés par des déficits énormes.***

Voyons à quelle conclusion arrive M. Kachkarof, après avoir, dans son cinquième chapitre, rectifié les budgets pour les dix années 1885-1894, « conformément à l'avis du Conseil de l'Empire, sanctionné le 4 juin 1894 par l'autorité impériale :

« ***Les chiffres cités montrent que si le nouveau classement avait été appliqué en réalité aux budgets des dix années examinées, pas un d'eux ne se serait réglé sans déficit*** » (Page 130).

Rappelons que le travail de M. Kachkarof a été publié par notre Ministère des Finances, en même temps que le rapport de M. Witte où il assurait que, depuis 1888, ***tous nos budgets sans exception s'étaient réglés par des excédents !!***

« Si le nouveau mode de classement avait été appliqué au budget de 1894, au lieu d'un surplus de 23.600.327 roubles, ***il aurait accusé un déficit de 27.727.734 roubles*** (1) », écrit M. Kachkarof (page 38).

(1) Ces mots sont en italiques dans le texte.

***

Quand, plus loin, nous prouvons que le budget de 1894 s'était clôturé sans aucun excédent, nous étions donc encore trop indulgents.

M. Kachkarof s'est donné la peine de rechercher en détail, année par année, les causes de l'accroissement des revenus du Trésor. Le deuxième chapitre de son livre est entièrement consacré à cette question. Ici encore, dans les détails aussi bien que dans le résultat général, ses conclusions sont identiques aux miennes. Ainsi, par exemple, il voit la cause de l'augmentation des revenus pendant les premières années de la gestion de I.-A. Wyschnegradski, « dans des mesures législatives prises déjà les années précédentes..... en second lieu dans l'aggravation des impôts existants et l'établissement de nouvelles taxes », etc. (page 25).

Nous avons dit presque textuellement la même chose dans notre *Bilan* de la gestion de ce Ministre. (Voir page 27 et suivantes). Que les récoltes exceptionnellement brillantes des années 1888 et 1893 ont joué un rôle incontestable dans l'augmentation des revenus, cela va de soi; de même que la reprise par l'Etat de 15.000 werstes de voies ferrées appartenant à des Compagnies, a considérablement accru les recettes du Trésor. Mais il est vrai aussi, comme nous l'allons voir, que, parallèlement à l'accroissement de revenus résultant de ces lignes, les dépenses ont presque doublé.

Ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes plus d'une fois, M. Kachkarof critique les artifices de comptabilité, le fait de calculer le rouble or sur le pied tantôt de 1 r. 80 kop. ou 1 r. 70 kop., tantôt de 1 r. 50 kop., ce qui comporte dans la balance des comptes les résultats les plus arbitraires (page 30). Dans le *Bilan* de la gestion de Wyschnegradski (page 2), nous avons énergiquement protesté contre cet abus.

Les lecteurs ont vu, dans le chapitre premier de la présente étude, quels déficits donnent les budgets de M. Witte, si on défalque des revenus les ressources extraordinaires obtenues par les emprunts. Dans le *Bilan* de la gestion financière de Ivan-Alexiévich Wyschnegradski, nous avons aussi indiqué les déficits de certains budgets de ce Ministre.

M. Kachkarof procède de la même manière pour les *budgets réglés* pendant toute une période de dix ans, c'est-à-dire qu'il place les *recettes réelles* en regard des *réelles dépenses*.

Les ressources provenant des emprunts n'entrent pas en ligne de compte et les dépenses faussement dénommées extraordinaires sont classées parmi les dépenses ordinaires.

Les différences entre les recettes et les dépenses, c'est-à-dire les déficits, d'après le tableau de M. Kachkarof (page 185), étaient :

Pour 1885.....	— 150.855.327	roubles
— 1886.....	— 174.477.172	—
— 1887.....	— 101.281.189	—
— 1888.....	— 28.735.404	—
— 1889.....	— 35.803.420	—
— 1890.....	— 112.825.908	—
— 1891.....	— 224.052.382	—
— 1892.....	— 155.291.166	—
— 1893.....	— 14.850.380	—
— 1894.....	+ 4.313.243	—

Pour 1891, nous avons calculé un déficit de 186 millions de roubles; pour 1892, de 139 millions de roubles; pour 1893, de 15 millions de roubles; pour 1894, le déficit, suivant notre calcul, approximait zéro. Comme le lecteur le voit, nous avions, pour les deux premières années, indiqué des déficits inférieurs à ceux que M. Kachkarof a calculés! Il est vrai qu'à la page 58 et

suivantes de notre livre : *M. Witte,* etc., nous exprimions la conviction que les chiffres donnés par nous étaient au-dessous de la réalité. Pour les années 1893 et 1894, les résultats de nos calculs sont presque identiques à ceux de M. Kachkarof.

Après cela, nous avons le droit de demander à M. Witte, *qui* répand systématiquement le mensonge sur nos finances : Le Ministre affirmant gratuitement dans son rapport à l'Empereur que, depuis 1888, les budgets de la Russie ne connaissent plus le déficit, ou nos études qui démontrent le contraire?

II. — La Dette du Trésor

Ces déficits de centaines de millions ne pouvaient être couverts qu'à l'aide d'emprunts annuels. La dette de notre Trésor, d'après nos assertions, s'explique surtout par cette nécessité. Afin de couvrir les déficits calculés pour les dix dernières années, il aurait fallu emprunter un milliard de roubles. En réalité, la dette de la Russie durant cette période s'est grossie de près d'un milliard et demi de roubles (1.410.669.478 roubles, suivant le calcul de M. Kachkarof, page 147).

C'est depuis trois ans, c'est-à-dire depuis la gestion de M. Witte, que la dette s'est le plus accrue. « D'après le dernier rapport du Ministre des Finances, depuis le 1er janvier 1895, la dette publique s'est accrue de 316.446.932 roubles or et de 197.465.300 roubles papier, c'est-à-dire de presque deux milliards de francs en deux années », écrivions-nous dans notre livre sur M. Witte (pages 61 et 62). On sait que cette assertion a déchaîné une tempête d'indignation dans notre presse et provoqué les démentis les plus catégoriques de la part des défenseurs officiels de M. Witte.

Voyons ce que dit sur le même sujet le travail officiel de M. Kachkarof. A la page 146, nous trouvons

un tableau donnant l'état de notre dette publique pour les dix années comprises entre le 1er janvier 1886 et le 1er janvier 1895. La dette métallique s'est accrue, d'après ce tableau, pour 1893, de 56.743.297 roubles; pour 1894, de 297.205.835 roubles; en tout pour les deux années, de 353.949.132 roubles métalliques.

L'accroissement de la dette papier a été pour 1893 de 87.170.107 roubles; pour 1894, de 316.269.232 roubles; pour les deux années ensemble, de 403.439.339 roubles papier!

Le lecteur voit que nos chiffres empruntés aux rapports du Ministre restaient fort au-dessous de la réalité : l'écart était de 37 1/2 millions de roubles or (353.9 — 316.4) et de 206 millions de roubles papier (403 — 197)!

M. Kachkarof fait le calcul de ce que représente en roubles papier l'accroissement de la dette métallique et il obtient pour les deux années (1893 et 1894) le chiffre de 949.759.940 roubles papier, c'est-à-dire qu'au lieu de deux milliards de francs, l'augmentation de la dette publique pour deux années atteint près de trois milliards!

Le rachat des chemins de fer n'a pas coûté, à beaucoup près, la moitié de ce milliard de roubles (1). M. Witte a donc emprunté un demi-milliard de roubles pendant deux années qui, à l'en croire, ont donné d'énormes excédents budgétaires! Tandis que le pour 100 de l'accroissement de la dette publique égalait en 1886 1.13, en 1887 0.79, en 1888 0.38, en 1889 3.25, en 1890 6.46, en 1892 4.26, ce pour 100, dans les trois dernières années (1892 à 1894) s'est élevé à 8.19, 11.50 et 26.21! (même tableau de M. Kachkarof.)

(1) Voir plus loin, page 7, et aussi *M. Witte*, etc., page 63 et autres.

III. — Payements annuels nécessités par les emprunts de l'Etat.

Dans nos études précédentes, de même que dans l'examen du dernier rapport présenté à l'Empereur par M. Witte, nous avons prouvé que la réduction des sommes exigées annuellement pour le service des emprunts, réduction dont se prévalent tant les derniers ministres des finances, résulte de causes où ils ne sont absolument pour rien. Depuis dix ans, l'abondance des capitaux dans l'Europe occidentale en a abaissé le revenu à près de 2 pour 100. Comme nous l'avons déjà montré dans le *Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski* (page 12 et suivantes), notre Trésor a beaucoup moins profité que d'autres nations de ce bas prix de l'argent. Si nous avons pu réduire considérablement les sommes consacrées chaque année au payement des intérêts de nos emprunts, c'est parce que le marché français a été acquis à nos fonds.

Le Trésor même aurait dû faire, sur les seuls emprunts métalliques convertis, *une économie annuelle d'environ 20 millions de roubles or.*

Grâce aux fautes commises et à l'avidité de ceux qui dirigèrent la plupart des conversions, l'économie atteignit à peine les deux tiers de cette somme (environ 14 millions). En fait, l'économie obtenue par M. Witte et par son prédécesseur n'est qu'apparente, car elle repose tout entière sur la *suppression de l'amortissement,* comme nous le prouvons encore une fois plus loin (pages 11-14).

Sous ce rapport aussi les calculs de M. Kachkarof sont absolument identiques aux nôtres, comme le prouvent ses tableaux (pages 159 et 160). Le pour 100 moyen de l'amortissement atteignait en 1886 0.72 pour

les dettes métalliques et 1.11 pour les dettes papier. En 1894, il est tombé pour les premières à 0.38 et pour les secondes à 0.93. Le pour 100 moyen de l'intérêt était en 1886 de 4.62 pour les dettes métalliques et de 5.09 pour les dettes papier ; le premier est tombé en 1894 à 3.61, le second à 4.60. « A supposer qu'en 1894 les payements pour les emprunts aient dû être effectués dans les mêmes conditions moyennes qu'en 1886, c'est-à-dire représenter 5.08 pour 100 de tout le capital emprunté à la fin de l'année, les payements réels de cette année auraient été grossis de 61.000.000 de roubles ». (Page 160.)

A la page 187, l'auteur évalue les économies sur l'intérêt « approximativement à 13.6 millions de roubles papier et 14.5 millions de roubles métalliques », c'est-à-dire en tout à 35 millions de roubles papier. Si de 61 millions de roubles papier on défalque 35 millions, on obtient une économie de 26 millions de roubles papier sur les amortissements au 1er janvier 1895. Suivant notre calcul (voir plus loin page 12), l'amortissement en 1894 a été diminué de 10 1/2 millions de roubles crédit comparativement à l'année 1885. L'apparent désaccord entre notre chiffre et ceux de M. Kachkarof vient de ce que ce dernier a reporté à l'année 1894 16 millions gagnés sur la suppression de l'*amortissement* des billets de banque 5 pour 100 et des emprunts d'Orient, convertis cette année-là. Nous, au contraire, à l'exemple du Contrôle de l'Empire, nous avons attribué ce chiffre à l'année 1895. En 1895, nous avons aussi évalué (voir page 12) les économies sur les amortissements à 26 1/2 millions de roubles papier, *c'est-à-dire que notre calcul est de tout point conforme à celui de M. Kachkarof.*

IV — Arrières

La partie de mon livre consacrée à l'état désespéré de notre agriculture n'a valu des attaques particulièrement violentes de la part des défenseurs attitrés de M. Witte. Sans se souvenir aucunement qu'eux-mêmes dans leurs journaux donnent chaque jour, sur notre situation agricole des informations dix fois plus affligeantes que celles publiées par moi, nos véridiques gazetiers ont gratuitement nié l'exactitude de mes données, puisées exclusivement à des sources authentiques. J'ai été surtout maltraité pour avoir signalé les effroyants arrières qui s'accumulent dans quelques provinces du centre. Parmi elles, j'indiquais comme donnant les plus gros chiffres d'arrières « les quatre gouvernements : Nijni-Novgorod, Samara, Kasan et, si nous ne nous trompons, Simbirsk. Le gouvernement de Samara, un des plus riches en terre fertile, traversé par un chemin de fer, a un arrière de 32 millions de roubles » (*M. Witte et les Finances russes*, page [illegible]).

Voyons un peu ce que dit sur ce point M. Kachkarof, qui a eu à sa disposition des documents officiels dont je ne pouvais faire usage. Ses tableaux des arrières se rapportant aux diverses constatations, sont instructifs au plus haut degré et montrent la désorganisation économique de la plupart des gouvernements sous un jour beaucoup plus sombre que je ne l'ai fait. Je me bornerai à citer parmi ces tableaux celui qui concerne les arrières des contributions foncières, lesquelles pèsent de tout leur poids principalement sur la partie la moins aisée de la population, les classes rurales (page [illegible]). Le tableau qu'on trouve à la page [illegible] donne le pour [illegible] des arrières par rapport au [illegible] pour tous les gouvernements de

la Russie d'Europe à la fin de 1848 et à la fin de 1892.

Les gouvernements qui ont les plus forts arriérés se classent de la manière suivante :

Pour cent des arriérés par rapport au chiffre de l'impôt

	A la fin de 1884	A la fin de 1892
Samara	80.0	473.4
Orembourg	32.0	428.0
Kasan	102.0	366.0
Oufa	66.5	339.0
Nijni-Nowgorod	27.4	223.8
Simbirsk	15.7	191.2

Viennent ensuite les autres gouvernements avec des arriérés moindres.

Ainsi que le lecteur le voit, *les quatre gouvernements cités plus haut par moi figurent parmi les six que M. Kachkarof signale comme les plus endettés de toute la Russie.*

On lira plus loin (page 6) une citation du Mémoire explicatif du Contrôle de l'Empire pour 1894, d'où il résulte qu'en cette année le total des arriérés dans seize gouvernements s'est encore accru de 15 millions de roubles!

En ce qui concerne les arriérés, tous les chiffres officiels pèchent chez nous par une inexactitude extraordinaire et il est incontestable qu'ils sont fort au-dessous de la réalité. L'ancien adjoint du Ministre des Finances, aujourd'hui membre du Conseil de l'Empire, F.-G. Thörner, s'exprime à cet égard comme il suit : « Beaucoup pensent sans doute que les arriérés accusés par les administrations compétentes représentent le chiffre réel des divers impôts en retard, ainsi que l'indiquent les comptes rendus.

Mais les recherches locales de Trirogof ont révélé que ni le peuple à qui on fait payer des redevances de dénominations diverses, représentées impôts directs, ni les receveurs eux-mêmes, ni les scribes de village qui font les listes et les cahiers des contributions, ni les scribes de canton et les baillis, — ne peuvent déterminer le chiffre exact des arriérés ni dans le passé, ni dans le présent... *Le caprice du bureau de la trésorerie locale et plus souvent encore celui d'un scribe de village est l'unique fondement de l'édifice de papier sur les arriérés* ».

« A combien s'élèvent les arriérés d'impôts et de charges ? C'est ce que ne savent ni le Ministère des Finances, ni le Contrôle, et ce qu'il serait absolument impossible de déterminer d'une manière presque approximative », écrivais-je, il y a deux ans, dans mon livre sur les exploits financiers de M. Witte.

Entre les assertions d'un économiste aussi considéré que F.-G. Thörner et les mensonges impudents de M. Witte, le lecteur ne peut hésiter.

V. — Rachat des chemins de fer.

M. Kachkarof fait une étude assez détaillée des revenus et dépenses des chemins de fer de l'Etat. Ici comme dans les autres parties de son livre l'auteur se contente de citer des données arithmétiques et d'en exprimer les conclusions également par chiffres. Sa position officielle, aussi bien que le caractère même d'un travail publié par le Ministère des Finances, interdisait toute possibilité de critique directe. Mais en matière de finances il n'y a rien de plus éloquent que les chiffres. S'ils sont, comme chez notre auteur, groupés consciencieusement, les conclusions ressortent d'elles-mêmes.

« L'étendue du réseau de l'Etat était, en 1885, de

1924 werstes et, au milieu de l'année courante, de 23.058 werstes ». Les recettes du Trésor, provenant des voies ferrées, ont dû par conséquent subir une augmentation considérable. Mais « quand on examine ce que rapportent les chemins de fer de l'Etat, *le plus intéressant n'est pas, à proprement parler, le chiffre même de leur revenu, c'est la comparaison de ce chiffre avec toutes les dépenses occasionnées au Trésor tant par l'exploitation que par la possession en général des lignes qu'il exploite*, et la recherche de l'influence que cette possession exerce sur la balance du budget » dit très justement notre auteur (page 93). Une semblable comparaison nous a permis de prouver entre autres choses que les chemins de fer rachetés par M. Witte, avec tant de précipitation et dans des conditions si abusives, sont ruineux pour le Trésor (voir plus loin pages 7 et 8).

Les tableaux que M. Kachkarof donne aux pages 94 et 95 conduisent absolument aux mêmes conclusions. En 1893 les dépenses des chemins de fer ont dépassé les recettes de 35.612,422 roubles papier. Le revenu s'est élevé à 85 millions et les frais à 120 millions, dont 52 1/2 millions de roubles papier absorbés par le service des obligations émises pour la construction et l'achat de ces lignes. En 1894, les frais d'exploitation, d'après le tableau de M. Kachkarof, se sont accrus de 21 millions de roubles papier (80 millions au lieu de 59 millions). L'auteur ne donne encore ni la somme affectée au service des obligations pour 1894, ni le chiffre des débours nécessités par l'entretien et l'amélioration des chemins de fer de l'Etat.

La première, comme nous l'avons vu plus haut d'après le compte rendu du Contrôle, atteint *au moins* le chiffre de 80 millions de roubles. M. Kachkarof évalue la recette à près de 116 millions. Donc, suivant

son calcul, en 1894 les dépenses ont excédé les revenus de 44 millions (80 + 80 — 116), *chiffre identique à celui que nous indiquons plus loin, page 8*. En fait, cette évaluation reste au-dessous de la vérité, car nous n'avons pas pour l'année 1894 la somme consacrée à la réparation des lignes. En 1893, il a été dépensé de ce chef, d'après le tableau de M. Kachkarof, 5.179.850 roubles. En 1894, ces frais ont été au moins doublés (voir plus loin, page 8). La perte réelle du Trésor, par suite des *opérations de rachat de M. Witte, dépasse maintenant la somme annuelle de 50 millions de roubles papier!* Les commentaires sont superflus.

Ajoutons pour compléter ce tableau, que dernièrement le *Messager* du Ministère des Voies et Communications a signalé la nécessité de commander pour les lignes rachetées, cent cinquante locomotives et trois mille wagons!

VI. — Conséquences des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche

La conclusion de ces ruineux traités constitue, comme on sait, l'une des charges les plus graves contre M. Witte. Dans notre livre et dans notre brochure, nous avons consacré plusieurs chapitres à cette question. Rappelons encore que, dès la fin de 1892, nous avons commencé dans la *Nouvelle Revue* une campagne contre M. Witte, après avoir appris qu'il s'était engagé vis-à-vis des représentants de l'industrie métallurgique silésienne, à conclure coûte que coûte un traité de commerce avec l'Allemagne (1) Nous avons prédit alors toutes les funestes conséquences de ce futur traité.

(1) Voir la *Nouvelle Revue* du 1er mars 1893, *M. Witte et les finances russes*, chapitre II et IX.

M. Kachkarof laisse la conclusion de ce traité en dehors du cercle de ses recherches. Seulement dans une note, à la page 89, il observe que « l'augmentation considérable de l'importation de la fonte, comparativement à l'année 1893, résulte de l'accroissement de l'importation par suite de l'abaissement des droits de douane dû au traité avec l'Allemagne ».

En revanche, à la page 90, l'auteur donne le tableau de l'exportation et de l'importation, c'est-à-dire de la balance de notre commerce extérieur, à toutes les frontières pour les vingt-trois dernières années, et il en ressort une condamnation sans appel portée contre les traités de commerce de M. Witte. Empruntons seulement à ce tableau les chiffres des huit dernières années *en milliers de roubles papier :*

BALANCE DE NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR

Excédent de l'exportation sur l'importation en millions de roubles

1887.....	+ 223.325 r.	1891.....	+ 423.272 r.
1888.....	+ 407.722 r.	1892.....	+ 85.530 r.
1889.....	+ 334.031 r.	1893.....	+ 150.156 r.
1890.....	+ 297.285 r.	1894.....	+ 124.902 r.

Rappelons qu'en 1892, année de disette, le gouvernement russe défendit l'exportation du blé et que cette interdiction fut maintenue pendant une partie de l'année 1893. A la fin de cette dernière année, éclata, grâce à M. Witte, la guerre douanière.

Si l'on compare l'année 1891 avec l'année 1894, la première qui a suivi la conclusion du traité de commerce, on constate que la balance de nos échanges avec l'étranger, qui jusqu'à l'année 1891 avait suivi une progression constante en notre faveur, a baissé de 300 millions de roubles depuis la conclusion des traités de commerce avec l'Autriche et l'Allemagne.

Cette chute soudaine de 423 millions à 124 millions a été provoquée tant par la diminution de l'exportation russe que par une importation subitement accrue de près de 200 millions de roubles!

En résumant les recherches de M. Kachkarof sur les résultats financiers des dix dernières années, *travail publié par le Ministère des Finances,* nous trouvons qu'elles conduisent aux conclusions suivantes :

1° Tous nos budgets depuis dix ans se sont clôturés par d'énormes déficits. L'accroissement des revenus de l'Etat résulte exclusivement des nouveaux impôts et de la tension démesurée des forces contributives de la population;

2° Ces déficits ont été couverts par des emprunts; depuis dix ans la dette du Trésor s'est ainsi accrue de 1 1/2 milliard de roubles. Pour les deux premières années (1893 et 1894) de la gestion de M. Witte, les engagements du Trésor ont subi une augmentation de 995 millions de roubles papier.

Ajoutons encore que si, en 1895, M. Witte n'a réussi à faire que pour 300 millions de roubles de nouvelles dettes, c'est seulement grâce aux révélations de mon livre.

3° Si les sommes nécessitées par le service des intérêts ne se sont pas élevées proportionnellement à l'augmentation de la dette, cela vient surtout de ce que l'amortissement a été supprimé ou réduit;

4° Les arriérés, surtout en ce qui concerne les impôts fonciers, se sont accrus depuis dix ans dans des proportions extraordinaires, et cela particulièrement dans les provinces du centre, ce qui prouve d'une façon incontestable la désorganisation croissante de notre agriculture;

5° Le rachat des chemins de fer par l'Etat a eu pour le Trésor des conséquences funestes : les dépenses de

ces lignes dépassent les recettes de plus de 50 millions de roubles par an;

6° Les traités de commerce conclus par M. Witte ont eu la répercussion la plus désastreuse sur la balance de notre commerce extérieur : cette balance a baissé en 1894 des trois quarts de la somme de 1891 !

Le lecteur s'est convaincu, je l'espère, que si le Ministère des Finances avait voulu publier des recherches expressément destinées à prouver combien mes études critiques sont irréfutables, il n'aurait pu le faire avec plus de succès que par la publication du travail de M. Kachkarof.

Avril 1896.

E. C.

OU LA DICTATURE DE M. WITTE

MÈNE LA RUSSIE

CHAPITRE I

BUDGET FANTAISISTE ; COMMENT ON CACHE UN DÉFICIT DE 120 MILLIONS. — LE CONTRÔLE FERME LES YEUX SUR LA DISSIMULATION DE LA VÉRITÉ. — LES EXCÉDENTS IMAGINAIRES DE 1894. — L'ACCROISSEMENT DE LA PROSPÉRITÉ PUBLIQUE DÉMONTRÉ PAR UNE AUGMENTATION DE 36 1/2 MILLIONS DE ROUBLES SUR LE RENDEMENT DES BOISSONS, ET DE 200 MILLIONS DE ROUBLES SUR CELUI DE L'IMPORTATION ÉTRANGÈRE. — LA DETTE DU TRÉSOR POUR 1894 S'EST ACCRUE DE 762 MILLIONS ; SON ACTIF A DIMINUÉ DE 852 MILLIONS ; RACHAT RUINEUX. — POUDRE JETÉE AUX YEUX PAR LA SUPPRESSION DE L'AMORTISSEMENT. — COMMENT L'ENCAISSE LIBRE DU TRÉSOR, FORMÉE AVEC DES RELIQUATS D'EMPRUNTS, PROUVE DES DÉFICITS CHRONIQUES. — AVEUX DE M. WITTE AU SUJET DES CAISSES D'ÉPARGNE. — PROGRESSION DES DÉPENSES DÉPASSANT LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES.

Le budget de l'Etat, dressé par le Ministre des finances pour 1896, se clôture de la façon suivante :

Recettes ordinaires et extraordinaires...	1.241.671.695 r.
Dépenses ordinaires et extraordinaires...	1.361.547.994 r.

Pour tout le monde, les chiffres comparés des recettes et des dépenses font ressortir un déficit de

119.8 millions de roubles. Pour M. Witte, pas du tout : il incorpore aux recettes 119.876.299 roubles « à prélever sur les disponibilités du Trésor », c'est-à-dire qu'il comble ce déficit à l'aide de ressources dont nous parlerons plus bas, — et il assure que dans son budget pour 1896, les recettes contrebalançent les dépenses ! Cela lui permet d'expliquer pourquoi il a encore augmenté en 1896 les dépenses ordinaires de plus de 100 millions, dont 43 millions de roubles pour frais imprévus du Ministère des finances, c'est-à-dire pour de nouveaux traitements aux employés de ce département, et autant de millions pour le Ministère des Voies de communications, afin de combler l'abîme sans fond creusé dans notre Trésor par le rachat des chemins de fer.

Le 4 juin 1894, a été sanctionné par l'Empereur l'avis du Conseil de l'Empire proposant de mettre fin à l'abus des prétendues recettes extraordinaires pour masquer les déficits, abus que j'avais signalé d'une façon détaillée dans mon mémoire, remis à Alexandre III, sur les budgets de I. A. Wyschnegradski (1).

M. Witte a trouvé un moyen bien simple d'éluder cette décision : au lieu de combler ses déficits par des « recettes extraordinaires », autrement dit par des emprunts, il les comble maintenant avec les « disponibilités du Trésor ! »

« Ce n'est pas plus difficile que cela », disions-nous dans notre livre (2) à propos du déficit de 69 millions de roubles prévu par lui pour 1895. En 1896, M. Witte prévoit un déficit de 119.876.299 roubles et il le comble de la même manière ! Les disponibilités du Trésor, avance légèrement M. Witte dans le même rapport,

(1) *Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski.* Lausanne, 1892.

(2) *M. Witte et les finances russes,* page 151.

ont été formées, entre autres, avec les 138.3 millions de roubles du dernier emprunt 3 1/2 pour 100 !

Cela n'est pas tout à fait exact. L'emprunt 3 1/2 pour 100, conclu en décembre 1894, a donné en réalité 138.3 millions de roubles, c'est-à-dire 368.694.057 francs au lieu de 400 millions, ce qui prouve notamment que c'était, en fait, un emprunt à 4 pour 100 : le type 3 1/2 pour 100 n'a été choisi que pour jeter de la poudre aux yeux du public et en même temps grossir les bénéfices du syndicat émetteur. Mais sur ces 368 millions, 278 ont été immédiatement employés au rachat des obligations 5 pour 100 de chemins de fer, conformément aux dispositions qui accompagnaient l'oukase décrétant l'émission de l'emprunt (1) ! Après ce prélèvement, il ne restait donc plus de disponible que 90 millions de francs, comme d'ailleurs l'atteste lui-même l'organe officiel du Ministère des finances (2). 90 millions de francs équivalent à 36 millions de roubles papier; trouver dans cette somme 119.7 millions est impossible, même à un thaumaturge tel que M. Witte. En réalité, comme le lecteur s'en convaincra plus bas, ces 119.7 millions de roubles nécessaires pour couvrir le déficit que le ministre prévoit en 1896, seront pris sur les reliquats des emprunts antérieurs qui *seuls ont servi à former l'encaisse libre de notre Trésor.*

Sachant très bien cela, M. Witte n'en a pas moins l'audace d'affirmer dans son rapport que depuis 1888 les budgets de la Russie ne connaissent plus les déficits ! « Depuis 1888, tous les exercices, sans exception, ont abouti à des résultats favorables pour le Trésor. » Le Ministre des finances assure même que « les gros excédents de recettes des budgets russes

(1) *M. Witte et les finances russes.* Avant-propos, page XII.
(2) *Bulletin russe de statistique.* Décembre 1895, page 318.

sont aujourd'hui un fait avéré, un fait que personne ne nie plus ni ne met en doute. » Cette confiance, suivant lui, s'est fortifiée quand on a su « que le Contrôle de l'Empire est un vigilant gardien de la vérité et de la sincérité budgétaires ». Il donne même en note le relevé, année par année, de tous ces prétendus excédents ! Nous laisserons de côté les budgets antérieurs à 1891, attendu que dans notre mémoire à Alexandre III, *Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski* (1), nous avons déjà démontré, documents officiels en mains, que depuis 1887 jusqu'en 1890 les budgets, au lieu des excédents prétendus, ont donné d'énormes déficits. Mais en 1891, le Contrôle de l'Empire lui-même n'a pas eu recours à des « artifices de comptabilité » pour masquer le découvert : « La balance générale du budget, a-t-il carrément déclaré, s'établit par une augmentation des dépenses sur les recettes s'élevant à 180.977.383 roubles (2).

En 1892, toujours d'après le compte rendu du Contrôle de l'Empire, les dépenses ont dépassé les recettes de 139 millions de roubles, et en 1893, de 34 millions, si l'on déduit des recettes le produit des emprunts, conformément à la décision prise par le Conseil de l'Empire le 4 juin 1894 (3).

Mais si des revenus extraordinaires sont défalquées toutes les recettes extraordinaires, en dehors même des emprunts, le déficit pour l'année 1892 s'accroît encore d'une dizaine de millions, et pour 1893 de 20 millions de roubles. (Voir dans le *Mémoire explicatif* pour les années 1892 et 1893 les totaux des recettes extraordinaires.)

Mais quel besoin d'aller si loin pour convaincre M. Witte d'imposture ? Nous avons sous les yeux le

(1) Librairie B. Benda. Lausanne, 1892.
(2) *Mémoire explicatif*, etc., pour 1891, page 71.
(3) *Mémoire explicatif*, etc., sur le budget de 1894, page 69.

Mémoire explicatif du Contrôle de l'Empire pour 1894. Avec une amabilité qui fait plus d'honneur à l'esprit de camaraderie de M. Filipof qu'à son amour de la vérité, le contrôleur de l'Empire nous assure que le budget de cet exercice s'est clôturé par un excédent de recettes de 92.207.850 roubles (1). Parmi les revenus sont comptés comme recettes extraordinaires 44.542.571 roubles qui composent le portefeuille d'un établissement en déconfiture, la Banque centrale du Crédit Foncier russe. Ce n'est même pas une recette. Ce portefeuille constitue la contre-partie, très insuffisante, du reste, du scandaleux deuxième emprunt 3 pour 100 ou de 41.621.250 roubles, fait par M. Witte pour sauver cette banque (2).

Ces valeurs doivent figurer sous la rubrique : *Fonds appartenant au Trésor*, mais ne peuvent nullement être considérées comme un revenu. Plus loin nous trouvons 2.410.041 roubles de dépôts perpétuels à 4 et 5 pour 100 faits à la *Banque d'Etat*, ce qui n'est pas un revenu, mais un emprunt; 21.835.272 roubles de créances recouvrées (somme qui devait être consacrée à l'amortissement d'un nombre correspondant d'obligations de ces chemins de fer); 5.669.093 roubles restant de la réalisation du sixième emprunt 4 pour 100 or, et 80.000 roubles reliquat des quatre cents obligations de l'emprunt 3 pour 100 or de 1891 !

En un mot, les 79 millions de recettes extraordinaires se réduisent à 3 millions produits par les contributions de guerre de la Turquie et de Boukhara.

Au lieu d'un excédent de 92 millions, nous avons donc en tout et pour tout un excédent de 92 — 76, c'est-à-dire de 16 millions de roubles. Mais cet

(1) *Mémoire explicatif*, etc., sur le budget de 1894, page 69.
(2) *M. Witte et les finances russes*, page 91.

excédent même disparaît si l'on défalque de la somme précitée 5.126.756 roubles + 9.507.570 roubles (1). reliquats « d'exercices précédents », qui ne sont nullement des revenus de l'année 1894.

M. Witte ne lit évidemment que les journaux achetés par lui; autrement il comprendrait pourquoi on se montre si incrédule à l'égard de ses budgets et pourquoi toute sa jactance dans les documents officiels n'améliore pas d'un kopek le crédit de la Russie. Et. se fondant sur ces prétendus excédents par lesquels se clôturaient ses budgets, d'année en année il augmente les dépenses dans des proportions insensées; de 898.889.021 roubles en 1891, elles se sont élevées au chiffre effrayant de 1.361.547.994 roubles en 1896.

Emporté par l'ardeur de la polémique, M. Witte gourmande dans le même rapport les « malveillants » et les « pessimistes » aux yeux de qui « notre excellente situation budgétaire *(sic)* ne repose pas sur la prospérité du pays et n'est pas en relation avec son état économique »..... Tandis qu'en réalité ses budgets prouvent l'existence de « conjonctures favorables au développement de la richesse générale ».

En est-il ainsi? Reportons-nous encore au ***Mémoire explicatif*** de Contrôle de l'Empire pour l'année 1894. Nous avons déjà vu que l'excédent (?) de 92 millions. est une pure fantaisie imaginée pour fournir un prétexte à l'accroissement ultérieur des dépenses dans les budgets futurs. Mais l'équilibre même, en supposant qu'il ait été réellement obtenu (ce dont il est permis de douter, vu la fausseté générale de tout le système). comment s'explique-t-il suivant le Contrôle de l'Empire? Les ***boissons*** ont donné un excédent de 36.551.828 roubles (le rendement total est de 279 millions de

(1) *Mémoire explicatif*, etc., pages 32 et 33.

roubles!) comparativement au budget de 1893; ensuite les douanes ont rapporté en tout 183 millions, soit une plus-value de 50 millions de roubles sur les prévisions budgétaires; enfin le produit des droits sur le sucre, a progressé d'environ 11 millions (1) de roubles. Ces divers excédents représentent 100 millions de roubles, sans lesquels le budget de 1894 se serait réglé par un déficit d'égal chiffre.

La consommation de l'eau-de-vie qui s'est accrue de ***24 millions de vedros en une seule année***, est, aux yeux de M. Witte, une des « conjonctures favorables au développement de la richesse générale ». Les produits étrangers importés en Russie ont payé, rien qu'en frais de douane, 183 millions de roubles et leur valeur, suivant l'assertion de contrôle de l'Empire, « a été de 515 millions de roubles, au lieu de 422 millions en 1893 et 383 millions, moyenne des cinq années précédentes ».

Le contrôle ajoute en guise de consolation (!) que « par rapport au prix des marchandises visitées, le pour cent du rendement des douanes a considérablement baissé sur les années précédentes, à cause des conventions commerciales conclues avec les Etats étrangers ». Ici, en effet, il y a un indice de « conditions favorables à la prospérité publique », mais seulement à celle de *l'Allemagne* et de *l'Autriche*, qui, grâce *l'abaissement du tarif*, ont introduit en Russie pour 515 millions de roubles de marchandises. Mais dans un rapport adressé au Tsar russe, il devait évidemment être question de la prospérité du peuple russe!...

De l'aveu même du Contrôle, l'excédent de 11 millions donné par le sucre, vient de ce que l'accise sur la cassonade a été porté de 1 rouble à 1 r. 75 kop. Le

(1) *Mémoire explicatif*, etc., pages 20 et 22.

peuple qui, par suite de cette augmentation d'impôt, paie trois fois plus cher un si nécessaire objet de consommation quotidienne, voit-il là une « conjoncture favorable au développement de sa richesse? » (1)

Le même Contrôle de l'Empire nous fournit des preuves plus directes encore de cette prospérité à la façon de M. Witte : la rentrée des impôts fonciers a été inférieure de 2 millions aux évaluations; les payements de rachat ont baissé de 6 millions sur l'année 1893; par contre, le chiffre des *arriérés* dans seize provinces seulement, s'est accru de 15 millions de roubles (pages 36, etc.).

A la vérité, c'est encore aux yeux de M. Witte un signe incontestable de la prospérité croissante des paysans russes, que l'apparition parmi eux des accapareurs, des « capitalistes heureux » comme il les nomme avec tendresse. Il est douteux que la population rurale qui paye à ces sangsues jusqu'à 1200 pour 100 d'intérêt annuel, partage la manière de voir du ministre des finances. M. Witte a encore trouvé une conjoncture favorable au développement de la richesse des paysans : c'est « la baisse considérable du prix des grains, baisse qui, en soi, n'a rien de contraire aux intérêts généraux de l'Etat, ni à ceux des classes agricoles! » Dans un pays agricole, où quatre-vingt-dix millions de la population vivent de l'agriculture la baisse des prix est favorable aux intérêts du pays et de ces quatre-vingt-dix millions de paysans producteurs de blé. Voilà ce qu'affirme un ministre russe dans un rapport au souverain! Pourquoi l'avilissement des prix du blé est avantageux aux paysans, notre savant économiste ne le dit pas; il faut supposer qu'il le trouve tel, parce que cette dépréciation réagit lourdement sur les propriétaires fonciers et que par suite

(1) Voir le troisième chapitre.

« cette classe *(sic)* de la population, éprouve de réels embarras ».

Tandis que le ministre parlait avec un tel dédain de « cette classe » dont la ruine, à son avis, « n'a rien de contraire aux intérêts généraux de l'Etat, ni à ceux des classes agricoles », six cents représentants de cette « classe » qui n'en est pas une, mais un corps et même le premier de la Russie, se réunissaient au Congrès agricole de Moscou (1), sous la présidence du prince Stscherbatof, pour arriver au moyen de sauver la propriété foncière surtout de « bienfaiteurs » comme M. Witte, ce qui — soit dit sans reproche pour le ministre ami des accapareurs — peut seul préserver la Russie elle-même de la pire catastrophe historique.....

« La Russie n'a pas besoin de conclure des emprunts pour faire face à des déficits budgétaires... Par le fonctionnement normal de l'amortissement et par des remboursements en bloc, nous avons, pendant les huit dernières années, payé à l'étranger juste autant de capitaux que nous en avons reçu au moyen d'émissions nouvelles » assure le véridique rapport de M. Witte, ce même rapport qui propose de couvrir 119 millions de déficit dans le budget de 1896, avec les 138 millions de roubles restant de l'emprunt de 3 1/2 pour 100 or fait en décembre 1894. Comment après cela M. Witte ne s'élèverait-il pas contre les « pessimistes » et les « malveillants » qui ont l'audace d'accueillir avec scepticisme, ses affirmations? Dans

(1) Au cours de ce congrès, MM. F. Romer et Koroline, entre autres faits démontrant que M. Witte ruine systématiquement les *propriétaires fonciers*, ont cité celui-ci qui est significatif : au mois d'août 1893, au plus fort de la guerre douanière avec l'Allemagne, le ministre des finances élève à 65 pour 100 les tarifs d'exportation sur le blé provenant des gouvernements du centre, afin d'empêcher absolument le blé de sortir de la Russie ! N'avais-je pas raison quand dans mon livre : *M. Witte, etc.*, j'affirmais que M. Witte avait trahi la Russie et mené cette guerre douanière dans le seul intérêt de l'Allemagne.

notre livre, nous avons prouvé par des chiffres empruntés aux comptes rendus du Contrôle de l'Empire que pendant les trois années de la gestion de M. Witte, notre dette publique s'est accrue de trois milliards de francs. M. Witte n'a même pas songé à nier l'exactitude de ces chiffres dans sa réponse (1), mais en revanche, dans son rapport à l'Empereur, il émet purement et simplement une contre-vérité. En même temps que ce rapport, a été publié le mémoire explicatif du Contrôle de l'Empire pour l'année 1894. Voyons un peu comment l'adjoint de M. Witte, confirme ses assertions. Au chapitre VI, dans le mouvement de la dette publique de la Russie pour 1894, nous trouvons que la ***dette métallique de l'Etat***, a subi une augmentation de 412 millions de roubles or et une diminution de 115 millions, c'est-à-dire qu'en somme elle s'est accrue de 412 — 115 = 297 millions de roubles et que la dette en roubles crédit s'est grossie de 317 millions.

« Si l'on calcule ensuite la dette métallique en roubles crédit », dit le Contrôle de l'Empire (page 114), « ***la dette publique pour 1894 s'est accrue de 762.247.570 roubles*** ».

Et cela pour une année où le budget se serait réglé par un excédent! Jugez un peu, s'il n'y avait pas eu cet excédent fantastique! Il est vrai que le Contrôle s'empresse d'ajouter : « Une augmentation aussi considérable (de la dette) a principalement pour cause le rachat des chemins de fer (le coût total de l'opération s'est élevé à 467.667.978 roubles); à cet accroissement du passif, correspond l'accroissement de l'actif matériel du trésor, car les capitaux de fondation des lignes rachetées, représentent une valeur de construction *(sic)* de 779.500.254 roubles.....

(1) Voir *les Finances Russes et l'Epargne Française, etc.*, pages 21-28.

D'abord, l'augmentation de la dette, même d'après les chiffres du Contrôle, a dépassé de 300 millions la somme dépensée pour l'achat des chemins de fer. Ensuite le Contrôle oublie que si les frais d'établissement de ces lignes se sont élevés à 779 millions (1), cette somme a été couverte au moment même de leur construction par des obligations du Trésor ! Quant au prétendu accroissement d'actif qui résulterait pour le Trésor de l'acquisition de ces voies ferrées, il est démenti par le Contrôle lui-même à la page 125; en calculant le mouvement de l'actif du Trésor le Contrôle assure que « une forte diminution de cet actif s'est produite principalement dans la section des dettes des chemins de fer grâce à une défalcation s'élevant à 852.757.918 roubles et s'explique par le fait que, durant cette période, un vaste réseau de lignes privées est passé entre les mains de l'Etat ».

Ainsi, le rachat des chemins de fer, s'il a accru de *467 millions* le passif du Trésor, en a par contre réduit l'actif de 852 millions de roubles! Du moins, cette opération a-t-elle augmenté les revenus du Trésor? Je crois bien! En 1894, les recettes ont haussé de 30 millions de roubles (115 millions au lieu de 85 millions en 1893), assure le Contrôle (page 19). Il est vrai qu'aussitôt après il ajoute : « Toutefois cet accroissement est absorbé par l'augmentation des dépenses d'exploitation (environ 79 millions de roubles) ainsi que par la rémunération des capitaux de fondation et le service des obligations émises par l'État pour le rachat des lignes privées (environ 80 millions de roubles) (2). 79 + 80 = 159 millions

(1) Le prix de construction des lignes est calculé par le Contrôle de la façon la plus fantastique.
(2) Le calcul de ces payements à échéance est tout à fait arbitraire

[illegible] hat des chemins de [illegible] r le Trésor, qu'il a [illegible] troubles !

[illegible] Witte prévoit encore [illegible] s pour les chemins [illegible] e augmentation de [illegible] u'on peut en juger [illegible] spéciaux, il faut au [illegible] accroissement des [illegible] car il a été reconnu [illegible] rachetées, surtout [illegible] es, ne vaut absolu- [illegible] lement complet (1).

[illegible] publiées tant par le [illegible] que par le Contrôle [illegible] rmes déficits et un [illegible] te publique, il existe [illegible] notant d'une façon [illegible] qu'embarrassée du

[illegible] n organisées affecte [illegible] e de ses revenus à [illegible] n'est pas seulement [illegible] cré envers les géné- [illegible] de sage prévoyance

[illegible] e que reçoivent tou-

[illegible] l'Empire ; il est très diffi-

[illegible] *oie Delo* de septembre et [illegible] 95, etc., le *Novoie Vremia*

[illegible] née des sommes énormes [illegible] s d'amortissement comme [illegible] alourdir aucunement son [illegible] ule suppression de l'amor- [illegible] omie réalisée sur l'amor- [illegible] nouveaux emprunts.

jours les excédents budgétaires. La réduction de l'amortissement atteste forcément des déficits; sa suppression, sauf quand elle a lieu en temps de guerre, est la preuve incontestable d'une banqueroute imminente. En Portugal, en Grèce et en Serbie, nous avons assisté dans ces dernières années à un semblable phénomène. L'Italie, qui a fait il y a deux ans une banqueroute partielle de 3/4 pour 100, a eu recours aussi à la suppression de l'amortissement, malgré les avertissements et les protestations d'anciens ministres des finances comme Colombo et Luzzati.

En Russie l'amortissement était de règle avant MM. Wyschnegradski et Witte. Le premier exécuta la plupart de ses prétendues conversions de telle sorte qu'il prorogea seulement de plusieurs dizaines d'années l'échéance des dettes et en accrût même le montant pour faire une économie sur les amortissements annuels. M. Witte, comme nous l'avons montré dans le chapitre IV de notre livre, a fait des pseudo-conversions du même genre, mais sous une forme encore plus blâmable; tandis que M. Wyschnegradski se bornait à réduire l'amortissement en le prorogeant, M. Witte supprime tout amortissement, comme par exemple dans la conversion en rente 4 pour 100 du milliard, des billets de Banque 5 pour 100 et des emprunts d'Orient, opération où il trouva encore moyen d'accroître de 106 millions de roubles la dette de l'Etat. Mais cela ne lui suffit pas. Etouffé par les excédents croissants du budget, il en vint l'année dernière à un mode de conversion tout nouveau : la conversion des emprunts intérieurs 4 pour 100 en rente 4 pour 100! Ici on ne pouvait même plus prétexter l'économie, il s'agissait simplement de supprimer l'amortissement. Je me trompe ; ici encore un prétexte fut imaginé — la nécessité d'unifier la dette. Mais l'unification n'exclut nullement

l'amortissement obligatoire. La dette anglaise est absolument unifiée et l'Angleterre emploie chaque année à l'amortissement, si je ne m'abuse, une somme de 150 millions de francs. Les emprunts intérieurs 4 pour 100 émis par M. Wyschnegradski s'élevaient à 554 millions de roubles; pour les amortir en un laps de quatre-vingts ans il fallait chaque année environ 6 millions. C'est pour profiter de cette somme que M. Witte entreprit en mars 1895 une conversion facultative ! Malgré ses appels réitérés dans les journaux, le public ne se prêta pas à cette conversion, alors même que le Ministre des Finances élevait artificiellement au pair le cours de la rente, tandis que l'emprunt 4 pour 100 se tenait à 99 1/4 — 99 1/2. Le public cette fois éventa le piège et préféra garder un emprunt qui, à la faveur des tirages, comporte la chance d'un remboursement au pair. En présence de cet entêtement, M. Witte, pendant toute une année, imagina presque chaque mois de nouvelles réductions pour allécher le public; la nouvelle rente obtint le privilège d'être acceptée par le Trésor pour son prix nominal dans les entreprises, on émit des titres nominatifs, on décida que les coupons seraient payés d'avance; enfin le Trésor s'engagea même jusqu'au 2 juillet 1896 à avancer sur des dépôts de rentes 4 pour 100 une somme strictement égale à la valeur nominale de ces titres — c'est à dire 100 roubles pour 100 roubles ! Cette mesure souverainement imprudente peut, en cas de guerre ou d'autre crise, coûter au Trésor plusieurs dizaines de millions (1). Mais peu importe à M. Witte; il est tellement gêné par les excédents budgétaires que, pour réaliser une économie annuelle de 6 millions, il risque d'en perdre

(1) Dans la presse allemande, elle-même, plusieurs organes, comme par exemple la *Frankfurter Zeitung*, n'ont pu s'empêcher de signaler au ministre la gravité de pareilles jongleries.

une centaine, ou plutôt de la faire perdre au Trésor (1).

Du reste, il ne s'agit pas seulement ici d'économie; tout le système de M. Witte ne peut se soutenir qu'à la condition de tromper constamment l'Empereur et de jeter de la poudre aux yeux du public. Le ministre doit donc cacher autant que possible le danger qu'offre l'accroissement annuel de la dette publique dans des proportions effrayantes. Et la suppression de l'amortissement permet de déclarer dans les rapports et les comptes rendus que, malgré l'augmentation du capital de la dette, les dépenses nécessitées par les payements annuels aux créanciers de l'Etat suivent une progression beaucoup plus lente. Dans le rapport dont nous nous occupons en ce moment, le Ministre a déclaré avec orgueil que le service de la dette publique en 1896 réclame 269 millions au lieu de 297 millions (2) en 1895. Un certain Alexander Constantinowitsch s'est même empressé de publier dans le *Berliner Tageblatt,* organe officieux de M. Witte, que cette communication avait été accueillie avec transport par le Conseil de l'Empire et que pour un peu on aurait embrassé le ministre en séance. Ne croyons pas ces sornettes! Quelque rares que soient dans le Conseil de l'Empire les hommes compétents en matière de finances, les membres du Conseil ne peuvent pas ignorer que ce résultat n'est obtenu que grâce à la suppression de l'amortissement. Il est dit dans le même rapport que pour l'emprunt intérieur 4 pour 100 il faut en 1896 14 millions au lieu de 27 millions en 1894; par contre la rente 4 pour 100 exige 62 millions

(1) Malgré toutes ces invites, le public a refusé la conversion; cela résulte évidemment de l'oukase décrétant une nouvelle émission de rente 4 pour 100 pour une somme de 140 millions de roubles.

(2) Ce chiffre en soi est inexact; les coupons de la rente 4 pour 100 sont reçus dans les caisses du Trésor trois mois avant l'échéance; le ministère a ainsi payé en 1895 un coupon trimestriel afférent à l'année 1896.

au lieu de 58 millions. Il n'y a nullement lieu de s'enthousiasmer pour une pareille déclaration d'insolvabilité. Nous le répétons, la suppression de l'amortissement n'est rien moins qu'une forme adoucie de la banqueroute ; c'est quelque chose dans le genre du moratorium qu'on admet en temps de guerre, comme *mesure transitoire,* dans l'intérêt des commerçants. Se peut-il que le Contrôleur de l'Empire ne comprenne pas le danger de la suppression de l'amortissement ? Du moins dans ses comptes rendus il garde un silence absolu sur cette délicate question. Mais dans le *Mémoire explicatif* pour le budget de 1894, nous trouvons les tableaux comparatifs des sommes dépensées chaque année pour le payement des intérêts et pour l'amortissement des dettes de l'Etat — et ces tableaux indiquent clairement ce que nous venons de dire. Cependant, non seulement le Contrôleur de l'Empire n'en tire pas la conclusion qui saute aux yeux, mais il semble au contraire triompher de l'insignifiante augmentation des engagements annuels. Citons le texte même du *Mémoire explicatif* (page 116) : « On voit par cet annexe (1) que dans les dix années 1885-1894 l'ensemble de la dette publique s'est accru de 639.254.783 roubles or et 383.861.824 roubles papier... »

« Le même relevé montre que l'accroissement considérable (de 21 pour 100) de la dette publique, signalé plus haut, n'a pas eu cependant pour corollaire une augmentation équivalente des payements annuels qu'elle nécessite » (page 117) soit un tableau d'où nous nous bornerons à extraire ce qui concerne l'amortissement :

(b) Service de l'amortissement	Or	Papier
en 1885	9.759.946	28.018.817
en 1894	7.651.150	26.235.886

(1) Annexe 5, sur le mouvement de la dette publique, etc.

Ainsi la dette métallique a progressé de 1/3 (de 1.357 millions à 1.998 millions) (1) et l'amortissement a été réduit de 2.1 millions! La dette papier a subi une augmentation de 383 millions (de 1/4) et l'amortissement une diminution de 2.2 millions!

Ajoutons que le Contrôle lui-même constate (p. 118) que dans le budget pour l'année 1894 ne figure pas encore le résultat de la conversion des billets de banque 5 pour 100 et des emprunts d'Orient, c'est-à-dire un gain de 16 millions par an; naturellement il n'est pas encore fait état non plus des 6 millions gagnés sur la suppression de l'amortissement à la fin de l'année 1895, par suite de la conversion des emprunts intérieurs 4 pour 100.

La conclusion est évidente : si en 1894 l'amortissement avait été aussi considérable qu'en 1895, pour amortir les emprunts métalliques il aurait fallu 1/3 de plus, c'est-à-dire environ 14 millions or, et pour les emprunts papier environ 31 millions (2). En calculant, à l'exemple du Contrôle, les roubles or au change de 1 rouble or = 1 r. 50 kop. papier, nous trouvons que l'amortissement en 1894 aurait dû coûter 10 1/2 millions plus cher, en 1895 (10 1/2 + 16) 26 1/2 millions et en 1896 (10 1/2 + 16 + 6) 32 1/2 millions de roubles plus cher.

Si donc M. Witte se fait honneur de ce qu'en 1896 les payements annuels des intérêts de la dette sont de 6 millions moins élevés que par le passé, il *oublie* d'ajouter qu'il n'a obtenu ce résultat qu'en réduisant l'amortissement de 36 millions par an!

Cela nous mènerait trop loin si à l'occasion de ces tableaux du Contrôle de l'Empire, nous voulions

(1) *Mémoire explicatif*, page 118.

(2) 14 millions or au lieu de 9,7 millions et 31 millions papier au lieu de 28 millions; 5 millions or + 3 millions papier = 10 1/2 roubles papier.

encore montrer que les 639 millions de roubles dont s'est accrue la dette métallique ne s'expliquent en réalité par aucune entrée de pareille somme dans les caisses du Trésor. Un sixième environ de ces 639 millions vient du simple accroissement de la dette auquel ont donné lieu les pseudo-conversions. La satisfaction que le Contrôle de l'Empire manifeste à la page 118 au sujet de l'abaissement de l'intérêt annuel de la dette est donc tout aussi fausse que cet abaissement lui-même. Surtout si l'on considère que les échéances mêmes de ces dettes ont dû être en même temps reculées de trente, cinquante, quatre-vingts ans et même — pour la rente — renvoyées à une époque indéterminée...

M. Witte ne se contente pas de supprimer l'amortissement des seuls emprunts intérieurs ; au commencement de l'année dernière, il engagea par l'intermédiaire de M. Rothstein des pourparlers avec le syndicat Rothschild pour la conversion des emprunts métalliques 4 pour 100, conversion où, sous prétexte d'unification, la suppression de l'amortissement aurait joué le principal rôle. L'opération qui portait sur 2-3 milliards fut conclue en février et devait être exécutée à la fin d'avril. Mais sur ces entrefaites parut mon livre : *M. Witte et les Finances russes* et les Rothschild jugèrent préférable de renoncer à l'affaire. Je comprends leur irritation contre moi, de même que la fureur du syndicat Witte-Rothstein. Une opération de 3 milliards, en ne supposant même que 1 1/2 pour 100 de commission, cela représente un bénéfice de 45 millions de francs ; *perdre la moitié d'un pareil gain doit être très pénible.*

Mais, quelle que soit ma sympathie pour ce syndicat, je n'éprouve, je l'avoue, aucun remords de conscience. Au contraire, si mon livre n'avait eu pour tout résultat que celui d'empêcher l'opération projetée, il aurait

déjà rendu un immense service à la Russie et à la France; nous expliquons plus bas comment (page 45).

Bornons-nous ici à signaler les dangers de la suppression de l'amortissement. De deux choses l'une : ou les déficits de notre budget sont si considérables que le Trésor est forcé de renoncer à amortir ses dettes; alors M. Witte trompe délibérément l'Empereur et la Russie lorsqu'il se vante de ses excédents. Ou M. Witte croit à la réalité des excédents obtenus sur le papier à l'aide des manœuvres de comptabilité signalées; alors, en supprimant l'amortissement, il commet ce que le Code pénal appelle une *banqueroute frauduleuse;* en outre, il ruine les finances du pays pour plusieurs dizaines d'années. *Tertium non datur.*

Mais, demandera le lecteur, d'où proviennent donc les « disponibilités » dans lesquelles M. Witte a puisé 69 millions en 1895 et où il se dispose à prendre en 1896 119 millions pour couvrir le déficit? La réponse à cette question est bien simple : M. Witte lui-même nous la donne. En effet, M. le Ministre a cru devoir prouver que les disponibilités du Trésor dont il parle toujours ne sont pas un pur mythe. Sentant peser sur lui le soupçon que cette encaisse est le résultat de simples jeux d'écritures (1), il énumère les sommes figurant sous la rubrique des disponibilités. Mais en revanche, *il se garde bien d'expliquer l'origine de ces sommes.*

Consultons les sources, à savoir les comptes rendus du Contrôle de l'Empire pour les quatre derniers exercices. A la page 107 du *Mémoire explicatif* concernant le règlement du budget de 1894, le Contrôle de l'Empire donne le relevé de ces excédents. Sans nous contenter de ce tableau, nous recourrons aux comptes rendus

(1) Le déplacement des chiffres tantôt de droite à gauche, tantôt de gauche à droite, comme il l'a naïvement avoué devant M. Souvorine (Voir *M. Witte*, etc., page 221).

des années précédentes pour présenter cette question très embrouillée d'une façon aussi claire que possible. De plus, je contrôlerai les données de ces comptes rendus *à l'aide de calculs prouvant que tous les budgets de M. Witte se clôturent par des déficits*. Si mes données sur l'encaisse libre, mises en regard de celles du contrôle, coïncident avec elles (1), le lecteur verra à coup sûr, dans cet accord, la preuve éclatante et irréfutable de la justesse absolue de mes études et de mes conclusions. Voici les chiffres que donne le Contrôle de l'Empire (*Mémoire explicatif*, etc., pour l'année 1894, page 107) :

Au 1er janvier 1891 les disponibilités = 204 mill. de roub. pap.
Au 1er janvier 1892 ..... = 25 mill. de roub. pap.

Dans notre livre : *M. Witte*, etc., nous avons montré que *le déficit s'était élevé pour 1891 environ à 180 millions de roubles ;* c'est de cette somme que les disponibilités du Trésor ont été diminuées cette année-là !

Du reste, le Contrôle de l'Empire a indiqué un déficit du même chiffre (2).

Au 1er janvier 1893, les disponibilités du Trésor s'élevaient à 71 millions de roubles papier. Notons tout de suite que dans son rapport sur le devis du budget pour 1893, M. Witte n'a évalué cette encaisse qu'à 30 millions de roubles papier (3). Mais M. Witte s'est trompé ; le chiffre du Contrôle de l'Empire correspond

(1) Dans nos calculs nous ne comptons que les millions, négligeant pour plus de simplicité les milliers. Je ne sais pas non plus les diverses évaluations des roubles or décomptés en roubles papier au change tantôt de 1 r. 78 kop., tantôt de 1 r. 60 ou 1 r. 50 kop. Une fois pour toutes, j'évalue le rouble or à 1 r. 50 kop. papier, comme le fait depuis quelque temps le Contrôle lui-même.

(2) *Mémoire explicatif* pour l'année 1891, page 71.

(3) Voir *M. Witte et les finances russes*, page 212.

mieux à la vérité. Nous avons montré dans notre livre (page 57 et autres) que *le déficit dans le règlement du budget pour l'année 1892 était de 139 millions de roubles.* 139 — 25 = 114, au lieu de 25 millions de disponibilités au 1er janvier 1893, il aurait dû y avoir dans la caisse un déficit de 114 millions de roubles. Mais le déficit avait été comblé par des *emprunts et des reliquats pour une somme de 185 millions de roubles* (1), en sorte que non seulement il n'y eut pas de déficit, mais il reste encore à la Trésorerie *71 millions de roubles de disponibilités selon mon calcul, et 71 millions selon le calcul du Contrôle!* Au 1er janvier 1894, d'après l'assertion du Contrôle de l'Empire, l'encaisse libre du Trésor s'élevait à 239 millions, c'est-à-dire qu'elle s'était accrue de 239 — 71, soit 168 millions de roubles. Et pourtant, d'après notre calcul pour lequel nous nous sommes encore une fois servis des chiffres du Contrôle de l'Empire, le déficit pour l'exercice 1893 était de 15 millions de roubles ou de 34 millions de roubles, si l'on décompte 19 millions de reliquats des années précédentes. Comment expliquer un tel prodige? C'est bien simple : les emprunts (2) ont donné en 1893 162 millions de roubles; 162 + 71 — 15 = 218 millions de roubles. Les crédits non entièrement dépensés des années précédentes ont fourni 19 millions, les dépôts 2 millions : voilà comment se trouvaient exister au 1er janvier 1894 des disponibilités montant à 239 millions, malgré le déficit de 1893. Au 1er janvier 1895, suivant l'indication du Contrôle, l'encaisse atteignait 333 millions. M. Witte cite la même somme dans son dernier rapport. Nous avons montré plus haut que

(1) *Mémoire explicatif* du Contrôle de l'Empire pour l'année 1892, pages 32-34.

(2) *Mémoire explicatif* pour 1893, pages 27-28. Voir aussi *Les finances russes*, etc., page 22.

les 92 millions d'excédents du budget de cette année se réduisent en réalité à zéro, car dans ces 92 millions entrent 16 millions de crédits non entièrement dépensés qui appartiennent aux exercices antérieurs, 12 millions provenant d'anciens emprunts, *20 millions de dettes de chemins de fer remboursées*, et 44 millions de lettres de gage de l'ancienne Banque Centrale, reçues comme contre-partie du deuxième emprunt 3 pour 100.

Il est au moins risqué de faire figurer ces 44 millions pour leur valeur nominale parmi les disponibilités, car lorsqu'on les réclamera, il y aura certainement du déchet. Mais le Contrôle de l'Empire croit évidemment cela possible. Pour notre thèse, il suffit de savoir que l'augmentation des disponibilités au 1er janvier 1895 n'a encore été obtenue qu'à l'aide d'emprunts, et que *du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1895, il n'a existé aucun excédent budgétaire réel; — au contraire, le total de tous les déficits avoués s'est élevé pour cette période à 353 millions de roubles papier (180 + 139 + 34), et cela, si l'on se réfère à la comptabilité du Contrôle de l'Empire lui-même.*

Pour 1895, nous n'avons que les indications du Ministre des finances dans le rapport cité. Supposons qu'elles correspondent à la vérité. Sur les 333 millions dont se composait l'encaisse du Trésor au 1er janvier 1895, 271 millions, suivant M. Witte, resteront disponibles au 1er janvier 1896, et cela malgré les 138 millions de l'emprunt 3 1/2 pour 100 et les 11 millions restant d'autres emprunts. Le Ministre prévoit donc en 1895 un déficit de 211 millions de roubles; attendu que 333 + 138 + 11 = 482 millions de roubles, et 482 millions — 271 millions (encaisse libre au 1er janvier 1896) = 211 millions. Ce déficit découle du compte rendu de M. le Ministre si, comme il le présume, les recettes ordinaires dépassent les devis

de 120 millions, autrement *le déficit sera plus considérable encore.* Ajoutons toutefois qu'il résulte du rachat d'obligations de chemins de fer pour 116 millions et de la restitution de la Banque d'Etat des 100 millions de roubles or qui lui avaient été enlevés illégalement en 1893 (Voir *M. Witte et les Finances russes,* page 15 et page 183).

Pour le 1er janvier 1897, M. Witte compte sur 151 millions de disponibilités. 271 — 151 = 120 millions, c'est-à-dire le déficit que M. Witte prévoit en 1896 et qu'il se dispose à couvrir en prélevant 119.876.259 roubles sur l'encaisse libre du Trésor (1).

Maintenant, nous l'espérons, le lecteur même étranger à la science financière s'est convaincu que les déficits de M. Witte sont bien réels et que si néanmoins notre Trésor a pu se créer des disponibilités, c'est seulement parce que pendant plusieurs années *il a emprunté plus qu'il ne lui était nécessaire pour couvrir les déficits.* En 1895 et 1896 on a recours à ces reliquats d'anciens emprunts pour équilibrer les budgets. Il n'y a nullement lieu de s'enorgueillir de pareilles disponibilités et de les invoquer comme une preuve de la solidité budgétaire. On n'en est que plus coupable de s'autoriser d'excédents semblables pour augmenter constamment les dépenses, dissiper follement les deniers publics, grossir la dette de l'Etat, imposer aux contribuables des charges qui dépassent leurs forces et multiplier à l'infini le nombre des parasites du budget.

Si depuis tant d'années déjà je lutte contre les abus de notre administration financière, ce n'est pas pour la vaine satisfaction personnelle de prouver à M. Witte qu'il trompe le monde quand il assure que

(1) Pour le budget de 1897, Witte prévoit un déficit de 92 millions de roubles, à combler par les disponibilités !

ses budgets donnent des excédents, ni simplement pour substituer dans notre budget la vérité réelle à de trompeurs jeux d'écriture. Il ne s'agit pas de comptabilité ni d'une simple dissimulation de la vérité. Le mal est dans un système qui réagit de la façon la plus désastreuse sur la vie financière et économique du pays. L'aveu des déficits budgétaires nous forcerait à recourir aux économies et à l'honnêteté dans la gestion du trésor, à éviter toutes les fantaisies ruineuses qui ne peuvent que désorganiser encore plus nos finances et conduire infailliblement à une catastrophe.

L'accroissement continuel de notre dette, la suppression de l'amortissement, les dépenses majorées chaque année de plus de cent millions de roubles, les expériences socialistes avec la Banque d'Etat, le mode insensé du rachat des chemins de fer, l'invention presque hebdomadaire de nouvelles concessions avec obligations garanties par le gouvernement, et des centaines d'autres mesures; tout cela n'est rendu possible que parce que M. Witte trompe le pouvoir suprême et les autorités supérieures du pays, sur le véritable état des choses.

Les déficits que nous avons pu déduire des données du Contrôle lui-même, malgré tous les efforts qu'il fait pour empêcher qu'on ne découvre la vérité dans ses in-folio, ne sont qu'une partie insignifiante des déficits réels causés par des mesures encore bien plus ruineuses que les emprunts. Je me bornerai à citer encore deux faits. Nous avons encore plus d'une fois reproché à M. Witte de vider les caisses d'épargne, pour couvrir les déficits. Dans son dernier rapport qui, comme je l'ai déjà dit, n'est autre chose qu'une réponse à mon livre, M. Witte conteste le bien fondé de cette accusation : « Parmi les nombreuses notions erronées que la malignité cherche à propager, en ce qui concerne les finances de la Russie, il est une

accusation qu'on a adressée plusieurs fois au Trésor, celle d'employer les fonds des caisses d'épargne pour des besoins budgétaires. Cette imputation n'a pas le moindre fondement. » Pour le prouver, il allègue que « les fonds de ces caisses sont placés en titres d'emprunts publics, émis ou garantis par l'Etat! » Mais c'est cela justement que nous avons reproché à M. Witte! « La majeure partie du nouvel emprunt 4 1/2 pour 100, n'a été souscrite que d'une manière fictive. Le Trésor s'est borné à attribuer aux caisses d'épargne les titres de la nouvelle émission » *(M. Witte et les Finances russes*, p. 18). Il ne nous est jamais venu à l'esprit de prétendre que M. Witte prend l'argent des caisses d'épargne sans l'y remplacer par quelque papier attestant l'enlèvement de ces sommes. Comme le public ne souscrit plus à ses emprunts intérieurs, chaque fois que le Ministre des finances a besoin d'argent, il place ses emprunts en bloc dans les caisses d'épargne. Dans une note de son rapport, il donne la répartition des fonds appartenant à ces caisses et ce relevé montre à quel point nous avions raison. Nous trouvons là pour 47 millions de lettres de gage de la Banque de la Noblesse, pour 231 millions d'obligations de chemins de fer, faisant partie d'emprunts intérieurs, etc. Comment M. Witte rendra-t-il leurs fonds aux déposants, si en cas de guerre ou d'autre crise, ils désirent tout à coup les reprendre? Jettera-t-il ces trois cents millions de roubles sur le marché? Mais alors plus que jamais il sera impossible de les placer, même à moitié prix!

Au commencement de 1893, le public français apprit par les débats de la Chambre, que les caisses d'épargne avaient peu à peu acheté de la rente française pour une somme assez importante. Cette nouvelle causa une petite panique et durant plusieurs mois, les retraits de ces caisses dépassèrent les dépôts de plus

de cent millions de francs. La vente de la rente, quoique effectuée prudemment, en fit baisser le cours de plusieurs points. Il s'agissait ici des sommes disponibles que les caisses d'épargne avaient placées *entre autres*, en achats de rente faits *peu à peu durant plusieurs années et à des cours avantageux*. Et chez nous, M. Witte a de force imposé en bloc aux caisses d'épargne, des emprunts *que le public refusait de souscrire, cela en temps de paix et au cours qu'il lui faisait plaisir de fixer*. Peut-on s'imaginer ce qui arriverait en cas de panique!

Encore un mot sur les budgets de M. Witte. En examinant ceux de son prédécesseur, nous avons terminé par les paroles suivantes : « Sous un rapport, M. Wyschnegradski mérite de la reconnaissance — et c'est le seul point lumineux sur le sombre horizon de sa gestion financière — c'est parce qu'il a beaucoup moins que ces prédécesseurs, dépassé les devis préalables. Auparavant, les dépenses imprévues atteignaient 4 pour 100 et 5 pour 100 des dépenses prévues; sous son administration, ce rapport a diminué peu à peu et en 1890 il n'était que de 3/4 pour 100. La rubrique des dépenses imprévues est une des plus dangereuses pour la sincérité des budgets ». *(Bilan de la gestion financière* de I.-A. Wyschnegradski, Lausanne, librairie Benda, p. 29).

Notre jugement était évidemment juste, comme on le voit par ce fait que l'Empereur défunt, lorsqu'il consentit enfin le 1er janvier 1893, à accorder au Ministre congédié, un rescrit avec les diamants de l'ordre d'Alexandre Newsky, n'y rappela que *ce seul service d'Ivan Alexiévitch*. Il est clair qu'Alexandre III ne partageait pas l'opinion des trois anabaptistes Witte, Dournowo et Mourawieff, sur le caractère criminel de mon activité. Quant aux conversions et aux brillants (!) budgets, etc., il n'en est pas fait mention dans le rescrit.

Ici encore M. Witte s'est distingué : depuis qu'il a pris la direction du ministère, on a vu de nouveau grandir d'année en année les dépenses supérieures aux estimations. Voici le tableau des dépenses imprévues que nous trouvons dans le *Mémoire explicatif* du Contrôle de l'Empire pour l'année 1894 :

En 1886,	31 mill. de roubles. . .		3 3/4	pour 100 du chiffre porté au devis
1887,	15	—	2 »	—
1888,	8	—	1 »	—
1889,	6	—	» 3/4	—
1890,	8	—	» 3/4	—
1891,	7	—	» 3/4	—
1892,	14	—	1 3/4	—
1893,	20	—	2 1/4	—
1894,	47	—	4 3/4	—

Si nous rappelons que déjà dans ses devis, pour cette période, M. Witte avait augmenté de 400 millions de roubles les dépenses ordinaires, ces 47 millions dépensés en sus des prévisions budgétaires, montreront sous son vrai jour l'attitude de ce Ministre vis-à-vis des finances russes.

CHAPITRE II

ENCORE LE RAPPORT DE M. WITTE. — UN HYMME A LA SPÉCULATION ET A L'AGIOTAGE. — UN MINISTRE DES FINANCES QUI PRÉPARE A L'AVANCE UN KRACH ET AGGRAVE UNE PANIQUE. — SITUATION DÉSESPÉRÉE DE LA BANQUE D'ÉTAT. — LEÇON AUX FRANÇAIS. — COMME QUOI M. WITTE ET SON PRÉDÉCESSEUR ONT RENDU A LA FRANCE SEPT MILLIARDS DE SERVICES. — ILLUSION NAÏVE. — DANGERS DU PLACEMENT EXCLUSIF DE NOS FONDS EN FRANCE. — LE DESSOUS DE L'EMPRUNT RUSSO-CHINOIS. — COMMISSIONS MONSTRUEUSES. — RÉVÉLATIONS DE M. WITTE CONCERNANT SON INFLUENCE SUR NOTRE POLITIQUE EXTÉRIEURE. — POURQUOI LUI ET SES OFFICIEUX POUSSENT LA RUSSIE EN SIBÉRIE. — RÉDUCTION DE LA VALEUR MONÉTAIRE ET BANQUEROUTE. — M. WITTE EST LA CAUSE DU RETARD APPORTÉ A LA CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER SIBÉRIEN.

M. Witte commence la seconde partie de son rapport en promettant « suivant l'usage établi », de passer aux « principaux faits de notre existence financière et économique », ainsi qu'à tout un ensemble de mesures prises « à l'effet de développer et de consolider les forces productives et la prospérité du pays ». Mais, ajoute-t-il aussitôt, « la bienfaisante action de la plupart de ces mesures sur l'accroissement de la puissance de la Russie, ne se manifestera dans toute son étendue, qu'avec le temps et c'est à l'avenir qu'il appartiendra d'apprécier ces mesures en connaissance de cause ». L'aveu que les effets bienfaisants de ses mesures ne se manifesteront qu'avec le temps et que c'est à l'avenir qu'il appartiendra de les apprécier en connaissance de cause, est extrêmement naïf, mais en même temps il caractérise bien notre grand financier.

Toutefois plus caractéristiques encore sont les considérations qu'il croit devoir maintenant soumettre à la sagesse de l'Empereur. Elles concernent avant tout deux « mesures » qu'il a adoptées pour « développer la prospérité du pays »; et qui sont dès à présent « apprécies en connaissance de cause » : la première est celle qui consiste à vider les caisses d'épargne, la seconde est la vulgarisation en Russie de la spéculation, de l'agiotage et du jeu de Bourse. Nous nous sommes déjà expliqués sur le premier de ces bienfaits. Occupons-nous seulement de la spéculation et de l'agiotage. Ici encore M. Witte est sous le coup d'accusations formulées pour la première fois contre lui par moi : je lui ai reproché d'avoir fait de l'agiotage et de la spéculation les principaux instruments de son système financier, d'avoir entraîné dans le jeu de Bourse, non seulement le Trésor, mais peu à peu la société elle-même, de ruiner le public à l'aide de diverses manœuvres boursières, pour mieux enrichir une bande de spéculateurs à la tête desquels se trouve M. Rothstein, son mentor et son inspirateur. Comme preuves, nous avons raconté, d'après le *Messager des finances* lui-même, certains exploits à la Bourse, par exemple lors du rachat des actions de la Grande Compagnie, des chemins de fer du Sud-Ouest, etc. Les criminalistes connaissent l'irrésistible manie qui pousse les criminels à parler de leurs forfaits et à revenir sur les lieux où ils les ont accomplis, manie à laquelle ils doivent le plus souvent leur arrestation. M. Witte, « le plus intelligent des membres du Comité des Ministres », ainsi qu'il aime à s'en vanter dans ses interviews (1), est atteint à un haut degré de cette disposition morbide. Il n'a pas su résister à la tentation et

(1) Voir par exemple dans le *New-York Herald* et le *Figaro* du 25 juillet 1895, le « communiqué » dont il a favorisé Rosenthal (St-Cère).

dans son rapport à l'Empereur, il a entonné en l'honneur de la spéculation et de l'agiotage, un hymne qui occupe cinq colonnes de son *Messager!* Le dernier krach survenu en Russie, dans lequel des centaines de mille personnes ont été complètement ruinées, a enfin ouvert les yeux à la société. Dans cette circonstance, les désastreuses conséquences des jongleries financières de M. Witte, sont devenues palpables même pour les optimistes les plus entêtés. Evidemment les plaintes ont été générales ; il n'est pas jusqu'à notre presse, si disciplinée pourtant, qui n'ait fait entendre des protestations assez bruyantes. Ces doléances soulèvent l'indignation de M. Witte; elles témoignent, suivant lui, à quel point notre public est encore arriéré. « Quoique cet entraînement, dans la société russe, ait été moins intense et moins général que la fièvre de spéculation à laquelle, pendant cette même année, l'Europe occidentale a été en proie, il n'en est pas moins certain que le dénouement habituel de ces sortes d'accès, sous forme de pertes, de ruines même, a été particulièrement douloureux et a produit un profond abattement... Cette sensibilité particulière de notre société, aux suites de l'agiotage, il ne semble guère possible de l'imputer à une autre raison qu'à la nouveauté de la spéculation en Russie... »

Notre Ministre, dans sa sollicitude pour la prospérité de notre société, la console en lui expliquant que « si les uns gagnent à la Bourse, il est impossible que personne n'y laisse son argent ».

Pour achever de la consoler, il lui décrit tous les charmes, tous les avantages de la spéculation et, reconnaissons-le, ici il atteint, dans son entraînement, à une certaine éloquence; on voit que lui-même est joueur jusqu'à la moelle des os..... « La spéculation éveille et soutient les efforts de la puissance intellectuelle, qui anime et dirige le travail, le capital, le

crédit et l'échange, invente les meilleurs procédés de production, développe les besoins » et ainsi de suite, cinq colonnes durant! Tout cela sans doute est plein de sens et d'intérêt, surtout le parallèle fait par M. Witte, entre les jeux de Bourse et les jeux de hasard et les conclusions édifiantes de l'auteur. Si cet exposé de principes était publié en feuilleton, dans un journal de Tiflis, il ferait à bon droit sensation en province. Dans un rapport au souverain il est peut-être moins à sa place; en tous cas, il produit une tout autre impression. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire toute la prose de M. le Ministre; nous préférons dire quelques mots du dernier *krach, provoqué et alimenté par M. Witte.*

« Le rôle de la spéculation », dit-il, « est positif ou utile et négatif ou nuisible ». Il est utile pour celui qui, « avec des ressources considérables, possède l'expérience pratique, les connaissances spéciales, *sait recueillir nombre de détails et de données...* »

Mais la spéculation est nuisible pour les gens qui ne sauraient, « dans l'immense majorité des cas, posséder ces éléments de réussite ». Il est naturel qu'en septembre et octobre de l'année dernière, M. Witte et ses intimes, aient spéculé « avec profit » et le public « avec perte ». Seulement ce qui est impardonnable, c'est que ce dernier, à cause de la « nouveauté » ait montré cette « sensibilité aux suites de l'agiotage ». Dans notre livre sur M. Witte et dans la réponse qui l'a suivi, nous avons expliqué le principal mécanisme de la « spéculation utile et positive » qu'il a pratiquée avec les actions du chemin de fer du Sud-Ouest et en février de l'année dernière, avec les actions métallurgiques; nous citons textuellement :

« Au mois de février il venait de renouveler la même manœuvre dans les circonstances suivantes.

Pendant plusieurs mois son organe officiel, *la Gazette du Commerce et de l'Industrie*, avait chauffé à blanc les actions métallurgiques et autres valeurs industrielles de nombreuses sociétés russes. Affolé par les merveilleuses recettes de ces Compagnies que l'Etat, disait-elle, accablait de commandes, le public s'était mis à spéculer ferme sur leurs actions. Celles-ci atteignirent bientôt des hauteurs vertigineuses, entraînant à leur suite les titres des autres sociétés, sans même en excepter les plus problématiques. La province, restée jusqu'alors étrangère aux jeux de Bourse, ne put cette fois résister à la fièvre d'agiotage et de spéculation déchaînée par M. Witte sur la Russie. Les petits capitalistes, qu'une série de conversions avait privés d'une partie notable de leurs revenus, s'étaient tout naturellement détournés des fonds d'Etat; beaucoup parmi eux se laissèrent tenter par les hasards de la Bourse! et c'est là, soit dit en passant, une des plus funestes conséquences de la fureur de conversions dont M. Witte est possédé.

« Quand la hausse eût atteint le point culminant, parut tout à coup dans le *Messager du Gouvernement*, une note de M. Witte, déclarant que tous les bruits de commandes considérables faits par l'Etat aux sociétés métallurgiques étaient ou faux ou exagérés; que les valeurs des sociétés privées étaient poussées à des cours beaucoup trop élevés, et qu'un krach, dont le public serait victime, était inévitable. Rappelons que les bruits démentis en ce moment par le Ministre, avaient été répandus pendant des mois par son organe le plus autorisé. Ce krach annoncé officiellement, se produisit forcément le même jour; les pertes du public se chiffrèrent par des dizaines de millions. » *(Les Finances russes et l'Épargne française*, etc., page 52.)

Le krach d'octobre dernier fut préparé absolument

de la même manière, avec cette circonstance aggravante que durant près de deux mois le Ministre, comme nous allons le prouver, entretint lui-même la panique à la Bourse de Pétersbourg.

M. Witte ne se contenta pas de faire mousser, comme de coutume, diverses entreprises métallurgiques en répandant le bruit d'innombrables commandes officielles. Pour faciliter au public une spéculation insensée, il fallait mettre à sa disposition des fonds libres et peu coûteux. En conséquence, le Ministre autorisa plusieurs établissements de crédit à augmenter ou même à doubler leurs capitaux, sachant très bien que les conditions économiques du pays ne permettaient pas de faire travailler cet argent d'une façon productive. Aussi s'en servit-on pour jouer furieusement à la hausse. Qui plus est, les Banques ayant, avec l'autorisation du Gouvernement, augmenté leurs capitaux, le public se rua aussi sur leurs actions. Non content d'abaisser le taux de son escompte, la Banque d'Etat consentit à recevoir des valeurs de spéculation en garantie de ses prêts. Concession d'autant plus coupable que depuis la réorganisation de la Banque d'Etat, son encaisse allait diminuant de semaine en semaine (1), comme le prouve clairement le relevé des bilans de la Banque pour l'année dernière. De 111 millions de roubles en mars, cette encaisse tombe à 18 millions en octobre (2).

Naturellement le Ministre ne pouvait ignorer le danger que cette diminution de l'encaisse faisait courir au marché russe. Dans la presse allemande même, à chaque publication d'un nouveau bilan de la

(1) Dans notre livre sur M. Witte (page 138), nous avions prévu cette inévitable pénurie de la Banque en la voyant étendre abusivement son action dans des sphères qui ne sont nullement du ressort d'un établissement de l'Etat.

(2) *Bulletin russe*, octobre, page 238.

Banque, retentissaient des avertissements à l'adresse de notre Département des finances. Il ne pouvait pas non plus échapper à M. Witte que cette disette pécuniaire s'aggraverait encore à l'automne, époque où l'exportation des céréales devenant plus active, le comptant subit toujours une diminution considérable. Lui et les gens initiés à ses intentions prévoyaient donc très bien le krach inévitable — et ils continuaient le plus tranquillement du monde « la spéculation positive et utile ». Quant au public et aux établissements de crédit qui n'appartenaient pas aux « amis » du Ministre, ils restaient à la hausse, persuadés que le Ministre empêcherait le krach de se produire, qu'il ne laisserait pas la Banque d'Etat dépourvue de toutes ressources disponibles, et qu'au moment opportun, en août ou en septembre, il ferait, selon l'usage, le nécessaire pour grossir ces ressources, soit en augmentant les dépôts du Trésor, soit même, si le Trésor était à sec, en recourant à une émission temporaire de papier-monnaie, conformément à la loi du 28 juillet 1891. En quoi se trompait le malheureux public, entraîné par les *amis* du Ministre dans la « spéculation négative et nuisible » : en septembre, l'encaisse de la Banque d'Etat tomba au chiffre sans précédent de 18 millions de roubles ; l'escompte des prêts sur titres fut alors porté tout à coup à 8 pour 100 et le crédit limité au minimum ; les Banque privées où le Ministre comptait des amis, « averties à temps », réduisirent aussi leur crédit ; le krach éclata le 22 septembre et, le 4 octobre, il prit le caractère d'une panique sans exemple encore en Russie.

A l'étranger, quand une panique se produit en Bourse, à quelque entraînement que le public ait obéi, quelque part de responsabilité qu'il puisse avoir dans le sinistre qui l'atteint, les premiers efforts du Gouvernement tendent à faire cesser au plus tôt la

ter une catastrophe.
core longtemps les
à Vienne et à Pest :
s sérieux guides du
t pris des mesures
avait été provoquée
es capitaux, ils ont
plusieurs centaines
s.

e en face d'une crise
vu, par lui-même?
ns de son *Messager*
incra que nos accu-
soient, n'expriment
ns un long article
ulation, après avoir
cause la rareté du
ue le Ministre refuse
ux billets de crédit,
d'un mois déjà par
émission fournirait
dants éléments pour
lique, en favorisant
e, l'enrichissement
ns et la ruine de la

nque d'Etat est vide,
nd besoin de signes
la disette pécuniaire
s sur le marché » et
un krach, M. Witte
ent des ressources
e cela ne « conduise
-uns » *(sic!).* Les

M. Witte *rassure* le

public « en proie à la panique » qui dans l'affolement de la crainte « jette ses valeurs sur le marché ». Dans le même article, le ***Messager des Finances*** donne le relevé des cours atteints par les actions des principales sociétés particulières et entreprises industrielles de la Russie, pour prouver que rien ne justifie « ***leurs prix actuels trop élevés*** » ! Il avertit même le public en termes assez clairs que la situation de certaines Banques est très critique ! Le lecteur ne croit pas à une si criminelle folie ? Voici le texte : « Si nous considérons les bilans des Banques, nous voyons que dans leurs opérations le rôle le plus important est occupé par des comptes *on call* et par le crédit aux correspondants de la Banque, desquels elle reçoit surtout, comme couverture, des valeurs non garanties par le Gouvernement. Dans une des fortes maisons de Pétersbourg, « ces crédits atteignent 60 pour 100 du dernier bilan total, alors que pour toutes les opérations commerciales réunies le crédit est à peine de 10 pour 100. »

Si à Paris, à Berlin ou à Vienne l'organe officiel du Ministre des Finances s'avisait, en temps de panique surtout, de démontrer que des établissements de premier ordre comme le Crédit Lyonnais, la Discontogesellschaft ou la Länderbank se trouvent en danger, étant donnés leurs bilans, le Ministre serait dans les vingt-quatre heures interné comme fou dans un asile d'aliénés, ou traduit devant la justice comme joueur à la baisse. Il est impossible de trouver une troisième supposition pour expliquer de pareilles incartades. Ce n'est pas tout ; M. Witte qui cherche par tous les moyens à diminuer le stock d'or de la Banque pour la réalisation des desseins coupables prédits par nous dès le mois d'avril 1895 (1), profite de la panique pour émettre des quittances de dépôt sur

(1) *Les Finances russes et l'Epargne française*, page 64.

de l'or, « comme instrument de circulation particulièrement approprié (*sic*) aux besoins du public habitué chez nous au signe monétaire de papier ».

Heureusement, notre public, habitué au seul signe de papier, au rouble crédit, resta sourd à cette invite et l'or ne quitta pas la Banque.

Comme le *Messager des Finances* a signalé au public la situation dangereuse des banques privées, il n'est pas sans intérêt de montrer quelle était à ce moment même la situation de la Banque d'Etat. Dans le bilan du 13 au 28 octobre, nous trouvons :

Prêts sur marchandises	43.266.000
— fonds d'Etat	31.884.000
— actions et obligations	8.894.000
— lettres de change à une signature	28.071.000
Prêts industriels	6.121.000
TOTAL	117.236.000[1]

De ces 117 millions, 70 millions au moins sont affectés à des prêts sur du blé (35 millions), à des prêts industriels et sur marchandises, effectués dans les conditions dont nous avons déjà montré la folie au chapitre VII de notre livre sur M. Witte. Parmi les autres gages, abstraction faite des fonds d'Etat qui se montent à 31 millions, beaucoup sont aussi de valeur douteuse.

Dans l'actif de la Banque nous trouvons encore pour 45 millions de titres (?) dont le caractère n'est pas spécifié (2). Pour 184.550.000 de lettres de change à deux signatures (payables à quelle époque ?) des *lettres de change acceptées*, envoi des papiers vaguement dénommés « autres valeurs à brève échéance », puis pour 23.907.000 roubles d'avances sur titres (lesquels ?)

(1) *Bulletin russe de statistique*, octobre.
(2) Les valeurs d'Etat portent la dénomination de Fonds publics.

et 19.388.000 roubles avancés sur « effets de commerce ».

Voilà donc 45 millions placés dans des fonds inconnus et 345 millions de prêts et avances dont un tiers au moins est de valeur douteuse, et cela avec un capital de fondation de 50 millions de roubles! Une pareille situation est beaucoup plus critique que celle des banques que M. Witte a dénoncées dans le *Messager*. A vrai dire, le Ministre a oublié la parabole de la poutre et de la paille...

Tel était l'état désespéré de la Banque huit mois à peine après son « assainissement » opéré sous le coup de mes révélations (1) prouvant que le passif de la Banque l'emportait de 263 millions sur l'actif, et lorsque 173 millions de fonds avaient été brûlés comme n'ayant aucune valeur! Le cynisme de la conduite de M. Witte pendant le krach sautait tellement aux yeux et suscita un tel concert de murmures que le Ministre se vit forcé de faire insérer dans le *Messager du Gouvernement* du 3 novembre une note où il déclarait qu'il n'avait pas pris de mesures pour accroître la panique et aggraver les effets du krach! (2) Quelle humiliation pour un Ministre du Tsar!

D'ailleurs M. Witte savait très bien comment il faut s'y prendre pour rassurer la Bourse et prévenir une panique. Vers le milieu de novembre, sous l'influence de diverses circonstances, les dispositions du marché de Berlin devinrent très mauvaises. Aussitôt Witte fit télégraphier de Pétersbourg : « 6/18 novembre. Les négociations menées par le Ministre pour l'émission de nouvelles obligations de chemins de fer ont abouti et un accord a été conclu avec des maisons allemandes,

(1) Voir *M. Witte et les Finances russes*, chapitre VII.

(2) On a avec raison accusé le Ministre d'avoir interdit aux banques les prêts sur des valeurs à dividende et d'avoir précisément fait coïncider avec l'époque du krach les séances de la commission pour la réorganisation de la Bourse.

la Disconto-Gesellschaft et autres. *Le produit des nouvelles obligations est destiné principalement à la construction de chemins de fer qui ont pour l'industrie allemande une grande importance, car la majeure partie du matériel dont ces lignes auront besoin sera fourni par les mines allemandes.* »

Cette amabilité de M. Witte produisit immédiatement son effet sur la Bourse de Berlin, comme le montre le télégramme suivant (1) : « Berlin, 6/18 novembre 12 h. 50 m. Les tendances étaient faibles au début de la séance, mais la nouvelle de la conclusion de l'opération avec les obligations russes et l'attente d'importantes commandes russes pour les usines allemandes ont raffermi la Bourse, particulièrement les actions des banques et des établissements métallurgiques (Montanwerthe). »

Quel dommage que le gérant de notre ministère des finances ne nourrisse pas la même tendresse à l'endroit de nos hauts-fourneaux ! Loin de là, il fait tout ce qu'il peut pour réduire nos mines à la dernière extrémité, surtout si elles ne sont pas protégées par les banques de ses amis et si les spéculations de ceux-ci exigent qu'il les persécute. Il l'a encore prouvé dernièrement par le scandaleux abus de pouvoir commis au préjudice des usines de Sormovo. Biffer autocratiquement du tableau de la Bourse le dividende déjà distribué par une société — cela ne peut avoir qu'un but — celui d'amener à la Bourse l'écroulement des actions de cette société. En supposant que la gérance eût réellement distribué un dividende fictif, c'était à l'autorité judiciaire de la poursuivre (2). L'arbitraire administratif est odieux partout où il se manifeste, mais quand il fait

(1) Les deux télégrammes sont empruntés à la *Frankfurter Zeitung* du 18 novembre.

(2) Depuis, il a été reconnu que rien de semblable n'avait eu lieu et que le Ministre s'était trompé (!).

irruption dans le domaine des opérations financières, il suggère en outre nécessairement le soupçon que l'on attente à la propriété d'autrui en vue d'un profit personnel.

Par ce laconique résumé des dernières prouesses de M. Witte le lecteur a pu se convaincre que la conférence sur le jeu de Bourse, faite par lui dans son rapport à l'Empereur, repose sur une expérience personnelle sérieuse. Du reste, le rapport de M. Witte ne borne pas à cette conférence son exposé « des mesures prises à l'effet de développer et de consolider les forces productives et la prospérité du pays ». Tourmenté par le besoin de se laver de mes accusations, M. Witte a consacré quatre colonnes de son feuilleton — pardon de son rapport — à exposer les grands services qu'il a rendus aux Français en leur confiant ses précieux titres et en les débarrassant de 6-7 milliards de francs dont l'accumulation était un sérieux danger pour la prospérité du pays ! « Depuis quelques années », écrit-il, « il est souvent parlé dans certains organes de la presse étrangère des quantités excessives de fonds russes dont serait surchargé le marché français. Et, en dehors de la presse, d'autres sphères (?) accueillent l'opinion que le crédit de la Russie aurait reçu de certains marchés étrangers un service, une assistance même. »

Ce jugement révolte M. Witte. D'après sa manière de voir, en consentant à transporter en France ses fonds que l'Angleterre, l'Allemagne et en dernier lieu la Hollande elle-même avaient expulsés avec tant d'ardeur, notre ministère a, en réalité, sauvé ce pays de malheurs terribles. Dans les pays qui ont déjà atteint un haut degré de développement industriel et commercial, « devient une question d'intérêt public de *dégager le marché d'un excès de capitaux* qui, s'ils s'emploient sur place, exposent le *pays aux suites*

d'une concurrence trop active : surabondance de la production, crises commerciales, avilissement du taux de l'intérêt... » « Dans cette situation, tout franc placé en titres étrangers rend service aux intérêts économiques du pays. » MM. Wyschnegradski et Witte ont ainsi rendu à la France *sept milliards de services!* Nous comprenons qu'après avoir fait une si brillante découverte, il se soit empressé d'offrir à M. Félix Faure, par l'entremise de son agent à Paris, un exemplaire de son rapport, apparemment dans l'espoir qu'en reconnaissance, le Président de la République lui donnera la possibilité de rendre encore « aux intérêts économiques du pays » un ou deux milliards de services.

Chaque fois qu'il en trouve l'occasion, M. Witte se proclame « le membre le plus intelligent, le plus capable du comité des ministres », mais quand on voit avec quelle touchante naïveté, dans sa bienheureuse ignorance des lois financières et économiques les plus élémentaires, il prend pour le « dernier mot de la science » les insondables sottises que lui suggèrent le *savant* M. Gourief et le polichinelle Barbet, avec quelle facilité il signe « tout ce qu'ils lui soumettent » et fait même sur ces inepties des rapports à l'Empereur, force est ou de concevoir une très mauvaise opinion de l'intelligence des autres membres du comité des ministres ou d'admettre, chose plus probable, que loin d'être « le plus intelligent » de ces personnages, M. Witte mérite une épithète tout opposée. On peut être un faiseur adroit, un maître en intrigue, un *tchinownik* fort habile à faire son chemin et n'être pas pour cela un homme intelligent.

Avant d'énoncer de pareilles sottises, M. Witte aurait pu apprendre de n'importe quel économiste sérieux, que la manie du public français, de placer

ses économies en rente nationale ou étrangères, au lieu de leur donner un emploi productif dans les entreprises industrielles, constitue un des côtés faibles de la vie économique française. Par suite de cette passion, l'industrie française est évincée de plus en plus du marché universel et les colonies de la France sont exploitées exclusivement par les Anglais, les Allemands et même les Chinois. Si M. Faure a lu les insanités de M. Witte, il a pris en médiocre estime l'esprit et les connaissances de notre Ministre. M. Witte est moins heureux encore quand, dans la même partie de son rapport, il aborde le terrain des faits; ceux qu'il cite sont, comme de coutume, diamétralement opposés à la vérité. Il est faux qu'avant 1887 « le marché français possédait déjà pour deux milliards de francs de fonds russes »; il est faux « qu'il en a acheté encore pour deux milliards et demi de francs ». Suivant le calcul officiel de notre ministère lui-même (1), il y a en France pour 6, 6 1/2 milliards de ces fonds; d'après les données officielles du gouvernement français, il y a pour environ sept milliards. Or, comme avant 1887, la France n'en possédait même pas un milliard, il s'en suit que dans les huit dernières années les Français ont acheté approximativement pour 6 milliards de nos fonds. Tout aussi contraire à la vérité est l'assertion que « dans l'hypothèse où les capitalistes français se décideraient à revendre aujourd'hui une partie de leurs fonds russes, ces titres trouveraient facilement des acheteurs parmi les capitalistes des autres pays occidentaux ». Mieux que personne, M. Witte sait que cela n'est pas vrai. Pendant trois semaines, il a fait force visites aux banquiers de Berlin, s'est épuisé en sollicitations chez les banquiers et à la Wilhelmstrasse, a même

(1) *Bulletin russe*, mars 1895

menacé les Allemands de donner sa démission, et il n'a pas pu obtenir leur consentement à un emprunt (voir chapitre III). C'est avec beaucoup de peine qu'il a réussi à placer pour 89 millions de marks d'obligations Kief-Voronège; et encore grâce seulement à la promesse que tout cet argent serait employé en commandes aux usiniers allemands Le 23 décembre, M. Witte a eu encore une preuve plus éclatante que les capitalistes des autres pays, n'ont aucune envie d'acheter aux Français les fonds russes. Le lecteur se rappelle assurément que quarante-huit heures après le message provocateur du président Cleveland, eut lieu à New-York une panique qui coûta aux capitalistes américains plus d'un milliard de dollars. Quelques jours plus tard, certains journaux annoncèrent faussement qu'entre la Russie et les Etats-Unis, existait une alliance contre l'Angleterre. A la suite de ce canard, Londres envoya le 23 décembre, à la Bourse de Paris, l'ordre de vendre en blanc pour quelques dizaines de millions de francs de nos fonds. Il n'en fallut pas plus pour les faire baisser de 3 pour 100, 4 pour 100! *M. Witte dut acheter par l'entremise de ses banques, tout ce qui était jeté sur le marché, sans cela nos valeurs auraient été bien plus maltraitées encore que les valeurs américaines.*

Et quelques jours après cette expérience, il assure dans son rapport que les Français peuvent aisément se défaire de leurs titres! En réalité, la concentration dans des mains exclusivement françaises de tous les fonds métalliques russes, constitue un égal danger pour la France et pour la Russie. Les capitaux placés en fonds d'Etat ne sont pas des dépôts irrévocables et perpétuels; ils n'ont de valeur que si le capitaliste peut en tout temps les réaliser. Or, c'est ce que les Français au moment donné ne peuvent pas faire. N'importe quel banquier de la perspective Newsky,

expliquera à M. Witte pourquoi. Même en temps ordinaire, il est impossible de vendre *comptant* à la Bourse de Paris pour un million de francs de fonds russes, sans que le cours ne fléchisse de 2, 3 points. Il suffit de jeter une dizaine de millions comptant sur le marché, pour amener une baisse de 5, 6 pour 100; si l'on offrait en vente vingt millions, notre trésor devrait s'établir acheteur et il serait décidément impossible de vendre cent millions, sans faire tomber le cours de 20 pour 100.

A la suite d'une pareille baisse, nos fonds deviendraient invendables, vu la panique universelle qu'elle aurait fait naître. Que survienne une catastrophe, soit une révolution, soit une guerre malheureuse, et que la France ait besoin de ses capitaux, elle restera avec des titres qu'elle ne pourra réaliser à aucun prix. Il faut d'une part un changement complet dans le groupement des puissances européennes et d'autre part, une réorganisation définitive de nos finances, pour que nos fonds puissent trouver un écoulement en dehors de la France. Mais pour cela deux conditions encore sont nécessaires : la première, que notre dette publique cesse de s'accroître, et la seconde, que nos fonds restent un placement avantageux pour les capitalistes étrangers; c'est-à-dire qu'ils ne se capitalisent pas à moins de 4 pour 100.

Toute conversion des emprunts métalliques 4 pour 100 en 3 1/2 pour 100 ou 3 pour 100, équivaudrait pour les capitalistes français à l'impossibilité définitive de vendre jamais, fût-ce une partie seulement de leurs fonds russes. Voilà pourquoi on ne peut que se réjouir de ce que mon livre a empêché MM. Rothstein-Witte, d'opérer la conversion de milliards qu'ils projetaient et dont j'ai parlé plus haut.

Faut-il encore expliquer combien il est dangereux pour la Russie elle-même de dépendre ainsi d'un seul

marché? M. Witte se trouvait déjà au Département des finances, lorsque le prince de Bismarck commença à expulser d'Allemagne les fonds russes. Il se rappelle sans doute quels moments cruels connut alors son prédécesseur. Le public est partout le même : il se jette sur les valeurs quand elles montent et les lâche à l'heure de la baisse. Si un revirement ne s'était pas opéré alors dans la politique extérieure de la Russie, les Français n'auraient jamais songé à acheter nos fonds, bannis de l'Allemagne; au contraire, ils auraient plutôt jeté sur le marché les quelques titres russes qui se trouvaient entre leurs mains. Ce n'est pas pour faire une affaire avantageuse, mais purement par sympathie pour la Russie et par reconnaissance pour le Tsar, qu'ils se mirent à acheter ces fonds.

M. Witte a donc tout à fait tort d'insister sur la ponctualité avec laquelle la Russie continuera à faire face aux échéances de la dette publique. Là n'est pas du tout la question (quoique deux ou trois années encore de la folle gestion financière de M. Witte, suffiraient pour compromettre la régularité de ces payements) (1); il s'agit de l'impossibilité où sont les Français de réaliser le *capital* même de la dette, par suite de la concentration dans leurs seuls portefeuilles de tous nos fonds métalliques. Voilà pourquoi il était urgent de couper court à la honteuse exploitation des sympathies françaises de la part de MM. Rothstein-Witte, et pourquoi le bavardage du rapport sur les sept milliards de services que la Russie a rendus à la France, est aussi ridicule qu'inconvenant.

M. Witte parle ironiquement des capitaux considé-

(1) Ceci était écrit avant que j'aie connu le discours prononcé par M. Witte le 28 décembre 1895 devant le Conseil de l'Empire et dans lequel il dévoila ses projets de faillite. (Voir : *M. Witte et ses projets de faillite devant le Conseil de l'Empire.* Paris, Librairie Haar et Steinert, 1896.

rables que les Français avaient placé dans les actions des Mines d'or du Sud africain. Il est impossible d'établir aucun rapprochement entre ces achats et l'acquisition des fonds russes. D'abord, on achetait ces actions pour *spéculer* et non pour faire un placement. C'était une loterie où les boursiers et autres capitalistes ne risquaient qu'une partie fort insignifiante de leurs disponibilités. Dans les fonds russes, au contraire, de petits capitalistes ont placé presque tout leur avoir. Ensuite, les actions du Transvaal peuvent toujours se vendre à Londres, à Berlin, à Vienne et même à Paris, — tandis qu'en dehors de la France il n'y a pas de marché possible pour les fonds russes. D'autant plus que sur les sept milliards, plusieurs centaines de millions ne sont pas encore classés et encombrent les portefeuilles des Banques qui les écoulent peu à peu et fort difficilement à la Bourse. Le malheureux emprunt russo-chinois — sur lequel le rapport de M. Witte garde un silence significatif — se trouve encore en grande partie chez les banquiers. Nous n'avons pas les mêmes raisons que M. Witte pour passer sous silence ce grand exploit accompli par lui; — au contraire. L'emprunt russo-chinois a été également nuisible à la Russie au double point de vue financier et politique. Les Français les plus aveuglés ont été eux-mêmes frappés du cynisme avec lequel M. Witte exploitait dans cet emprunt les sympathies françaises : dans la presse comme à la Chambre se sont fait entendre pour la première fois de très véhémentes protestations. Ici, à proprement parler, il ne s'agissait même pas de venir en aide à la Russie : l'épargne française était destinée à la Chine, avec qui depuis vingt ans déjà la France se trouve, à cause du Tonkin, presque en guerre ouverte. Ensuite, la Chine avait toujours emprunté en Europe à 5 pour 100 et 6 pour 100; — de plus, elle s'engageait toujours à

employer une partie des capitaux obtenus en commandes aux usines du pays qui lui ouvrait un crédit. Dans le temps même où M. Witte mettait presque le couteau sur la gorge à la France pour lui faire prêter aux Chinois 400 millions à 4 pour 100, les banquiers de Berlin concluaient avec la Chine un emprunt à 6 pour 100 et sous les conditions que nous venons d'indiquer ; emprunt qui était aussi garanti par les revenus des douanes chinoises ! Pour comble de malheur, on avait dévoilé dans la presse quels gains monstrueux les intermédiaires et le syndicat s'étaient réservés dans cet emprunt : M. Rothstein, de passage à Francfort, se vanta de ses gains ; l'information fut recueillie par la *Frankfurter Zeitung* du 15 juin et reproduite ensuite par la plupart des feuilles françaises : l'emprunt avait été pris à 93 et placé dans le public à 99 1/2, c'est-à-dire avec un bénéfice certain de 6 1/2 pour 100, — ce qui, pour 400 millions de francs, faisait 26 1/2 millions de francs ! De la répartition de ces bénéfices, il résultait que 1 pour 100, c'est-à-dire 4 millions de francs, avaient été attribués aux intermédiaires russes, et 6/16 du gain restant, aux banques russes. Comme la souscription à Pétersbourg n'a pu être que fictive (1) (l'emprunt n'est même pas coté chez nous), il n'est pas difficile de deviner, surtout après les révélations de mon livre, où sont passés aussi ces 8 millions de francs.

On n'a pas oublié ce qu'il fallut d'efforts pour obtenir le consentement des Français à ce malheureux emprunt. MM. Ribot et Hanotaux, pour calmer l'opinion publique, durent déclarer pour la première fois aux Chambres qu'il existait une *alliance* entre la France

(1) Dans les circulaires françaises d'émission, les établissements de crédit russes étaient carrément désignés comme correspondants des maisons de Paris. Voir le *Bulletin russe*, juillet, page 29.

et la Russie. Néanmoins le public resta indifférent à la souscription dont le succès fut purement fictif. L'emprunt s'immobilisa dans les Banques parisiennes. Quand, à la fin de septembre, ces établissements durent verser, pour le compte de la Chine, 15 millions de livres sterling à la Banque d'Angleterre, celle-ci brusquement (on a prétendu que ce fut à l'instigation du marquis de Salisbury) refusa d'accepter leur papier et exigea des espèces, non seulement pour le payement de cette somme, mais aussi pour les avances sur reports des valeurs Sud-Africaines. Cette exigence occasionna, comme on sait, une grande disette d'argent et un krach qui coûta à la place de Paris des centaines de millions. Les Français, surtout dans les cercles informés, n'oublieront pas de si tôt *ce service* à eux rendu par M. Witte. En tout cas, le résultat incontestable de toute cette scandaleuse histoire, c'est que d'ici à longtemps la Russie ne pourra pas faire avec succès d'emprunt en France pour un objet qui lui soit propre (1).

En supposant que nous eussions un intérêt politique à la prompte évacuation de la presqu'île de Lian-Tong (et ce qui se passe à Formose permet d'en douter), il n'y avait pas de raison pour obliger les Français à donner leur argent à 4 pour 100, quand la Chine aurait très volontiers emprunté à 5 pour 100. Il était superflu de donner notre garantie et nous

(1) Selon son habitude, M. Witte ne laisse pas échapper l'occasion de s'égayer un peu aux dépens des Français qu'il venait de *refaire* de 400 millions de francs. Voici ce que son Barbet écrivit dans le *Bulletin russe* de juillet, après que la souscription à l'emprunt eût été close : « ..... Envisagé en lui-même, ce mot « parfaire » ne laisserait pas d'être inquiétant pour les porteurs. Car enfin — si par impossible — les Banques et Maisons contractantes n'avaient rien reçu à bonne date de Pékin ! On ne parfait pas le néant ». Le mot « parfaire » avait été employé dans l'acte de garantie du Gouvernement russe !

n'avions absolument aucun intérêt à exclure l'Allemagne de la participation à l'emprunt. Il est vrai qu'alors il n'aurait pas pu être question de 26 1/2 millions de commission, — mais cela c'était purement l'affaire de MM. Witte-Rothstein.

Nous ne voulons pas toucher au côté politique de notre ingérence dans le conflit sino-japonais. Nous sommes encore à attendre les heureux résultats de cette intervention. Pour le moment, nous nous sommes fait du Japon un ennemi formidable, nous lui avons fourni plusieurs centaines de millions de francs avec lesquels il augmentera sa marine (1), et nous avons rapproché de plusieurs dizaines d'années l'heure du conflit avec les grandes puissances asiatiques. Notre flotte s'est trouvée immobilisée dans l'Orient lointain juste au moment où, grâce à nos relations avec la France, nous étions pleinement maîtres de la politique européenne et où la dissolution imminente de l'Empire turc nous donnait la possibilité de résoudre enfin notre problème historique dans l'Orient voisin. Dieu veuille que dans notre sollicitude pour le Pé-tchi-li nous ne laissions pas échapper le Bosphore! Du reste, la situation politique occupée maintenant par la Russie est telle que même des erreurs momentanées peuvent à peine l'ébranler. Quand je me rappelle qu'en 1887, dans le temps où je consacrais toutes mes forces à l'œuvre entreprise par Katkof : le rapprochement de la Russie et de la France, de hauts fonctionnaires de notre Ministère des affaires étrangères ne cachaient pas qu'ils jugeaient mon activité « criminelle » et « extrêmement préjudiciable aux intérêts de la Russie », — tout comme les trois Ministres, dans leur rapport du

(1) Les 15 millions sterling reçus de la Chine, le Japon les a laissés à la Banque d'Angleterre pour payer les cuirassés et les croiseurs qu'il a commandés dans ce pays.

26 juillet à l'Empereur, ont qualifié ma campagne contre la gestion financière de M. Witte! « Dites à Katkof qu'il mène la Russie à une guerre désastreuse », m'a dit l'un d'eux, fougueux partisan de la politique de Giers, « l'Allemagne, notre alliée séculaire, deviendra notre ennemie irréconciliable, et nous n'obtiendrons jamais l'amitié de la France. La Russie sera isolée et se trouvera en face d'une coalition de toute l'Europe ».

Ce sont surtout de pareils souvenirs qui soutiennent ma foi dans la sainteté de l'œuvre que j'ai entreprise et m'encouragent à la poursuivre envers et contre tous. Si Katkof vivait encore, il me bénirait pour la vaillance avec laquelle je défends des intérêts si vitaux pour la Russie.

Si nous ne pouvons nous défendre de quelque scepticisme à l'égard des heureuses conséquences de notre nouvelle politique orientale, c'est en partie parce que l'aiguilleur qui a donné cette nouvelle direction à notre politique extérieure n'est autre que M. Witte. Du moins lui-même le déclare catégoriquement.

Le 12 septembre parut dans le *Frankfurter Zeitung* sous le titre : « Hinter den Russischen Coulissen », un long article qui émanait d'une source diplomatique connue et qui produisit une grande sensation. Entre autres choses on y explique comme quoi « le ministre Witte, qui est tout puissant et qui, depuis la mort d'Alexandre III, décide de tout », a réussi à devenir « l'homme de la situation » ; son influence s'exerce dans toutes les régions de la politique russe et, n'ayant pas pu se rapprocher du général Vannowsky, il s'est lié « dans des vues de politique active avec les généraux Obroutchef et Dragomirof, plus influents sous le règne actuel », etc. Cet article, encore qu'il affirmât la toute-puissance de M. Witte, ne laissait pas de manifester quelques doutes concernant la fermeté des

convictions et la netteté de la politique de l'homme « der Aller-Weltmann zu sein und zu bleiben beabsichtigt ». Voulant préciser son rôle d'une façon plus exacte encore, M. Witte publia dans son organe officieux, le *Berliner Tageblatt*, sous la signature d'un correspondant qui, comme on sait, écrit dans son cabinet, un article de cinq colonnes intitulé : « Russland und Deutschland », en manière de réponse à la *Gazette de Frankfort*.

Dans ses épanchements que recueillent le *Tagblatt*, le *Neue Freie Presse* et même nos organes révolutionnaires à l'étranger (1), M. Witte exprime ses idées et ses intentions avec beaucoup plus de franchise qu'il ne le fait dans ses rapports à l'Empereur. Citons donc un extrait de l'article sus-mentionné. « *Le centre de gravité de la politique russe est pour longtemps transféré complètement en Asie* où la Russie ne peut en aucune façon se heurter à l'Allemagne et à l'Autriche... Depuis fort longtemps, dès avant de devenir ministre des Finances, M. Witte a consacré une attention toute particulière au chemin de fer sibérien et à l'ouverture de marchés asiatiques pour la Russie, et toujours *(sic)* il s'est prononcé en faveur du renforcement de la puissance russe en Asie. M. Witte restait donc fidèle à ses convictions politiques *quand dans la question sino-japonaise il poussait le général Wannowsky à des actes décisifs* et assurait, comme ministre des Finances que, *vu l'état actuel des finances russes il trouverait sans difficulté des ressources pour des opérations actives contre le Japon...* » « Malgré l'opposition extraordinairement forte qu'il a rencontrée du côté de l'industrie moscovite, M. Witte a insisté pour *la conclusion d'un traité russo-allemand*, entendu naturellement de façon à

(1) Voir plus loin, chapitre III.

ne pas écraser tout à fait l'industrie russe par la concurrence avec une industrie étrangère supérieure (um die noch schwach entwickelte russische Industrie durch die weit höher stehende ausländische Industrie nicht ganz zu ersticken). » Si le Ministre des Finances fournit au Ministre des Voies de communication les moyens d'étendre le réseau des voies ferrées en Russie, il n'y a qu'à l'en louer, « attendu que l'industrie étrangère ne fera qu'y gagner »...

Nous n'ajouterons rien à cet éloge de M. Witte par lui-même. Modeste historien de ses hauts faits en reproduisant ses franches déclarations qui, bien différentes des assertions financières de M. Witte, correspondent pleinement à la vérité, nous n'avons voulu que confirmer ce que nous disions plus haut, savoir qu'à notre Ministre des Finances appartient l'initiative de notre nouvelle politique orientale et que ce n'est pas sa faute, si une guerre avec le Japon n'a pas éclaté dès l'année dernière. Notons encore à ce propos, qu'au moment le plus délicat de notre intervention, quand nous étions encore menacés d'un conflit militaire, un autre organe de M. Witte, le *Neue Freie Presse* publia aussi une correspondance sensationnelle de Pétersbourg, contenant *une énumération détaillée des forces militaires dont la Russie disposait en Sibérie pour une telle guerre avec le Japon.* Afin de rassurer l'Europe, le correspondant démontrait que nous serions certainement battus. (Voir plus loin chapitre III.)

Cette nouvelle politique de la Russie a trouvé chez nous des champions ardents et convaincus parmi les journalistes dévoués à M. Witte. Dans son *Grajdanine* le prince Mestschersky a défendu avec sa violence accoutumée cette même politique en répétant après M. Witte que « le centre de gravité de la politique russe doit être transporté en Sibérie »; il n'a pas ajouté que ce transfert devrait s'étendre à M. Witte

lui-même, mais c'est probable, car on ne peut mieux diriger une politique que quand on se trouve à son centre. Depuis lors, un autre journaliste princier, dans les *Peterburgskya Wedomosti* a développé davantage encore cette conception géniale. Le prince Oukhtomsky, celui-là même que M. Witte a nommé président de la Banque russo-chinoise, a découvert que l'Asie est le vrai berceau de la Russie et qu'il est temps pour nous de rentrer au bercail. Suivant le prince, évidemment, la Russie ou bien est tombée en enfance ou elle n'est pas encore sortie des langes. Mais il se trompe s'il s'imagine avoir avec M. Witte l'étrenne de cette découverte. Depuis longtemps déjà les ennemis de la Russie le proclamèrent. Si je ne me trompe, la Russie a même pendant des siècles versé des torrents de sang dans des guerres contre la Pologne, la Suède et les autres nations voisines qui voulaient aussi la convaincre que son berceau se trouve en Asie et qu'elle devrait bien y retourner. Evidemment elle a eu tort, puisqu'à présent c'est là que la pousse « un ministre russe tout puissant et qui décide de tout ». Il n'y a plus qu'à transférer la capitale de la Russie à Kazan ou même carrément à Tomsk et à fermer la fenêtre que Pierre le Grand a eu l'imprudence d'ouvrir sur l'Europe. Soit dit en passant, le percement du canal de Kiel l'a déjà à moitié bouchée! Tâtons la fortune dans l'Océan Pacifique. Peut-être que la Chine et le Japon feront bon accueil au frère asiatique revenu à son berceau.....

M. Witte a même fondé, en vue de cette perspective, la Banque russo-chinoise où les éléments russes sont représentés par MM. Rothstein et Nothaft, tandis que MM. Nœtzlin, Stern et autres représentent les éléments chinois. Et dire qu'en Europe on se creuse le cerveau à chercher pourquoi tout d'un coup Guillaume II nous a offert un concours si empressé lors de notre

immixtion dans le différend sino-japonais! En aidant à transférer le centre de gravité de notre politique en Sibérie, le jeune empereur allemand a simplement prouvé qu'il est un politique à longues vues. Seulement nous ne comprenons pas pourquoi M. Witte a nié avec tant d'énergie, notamment dans le *New-York Herald* du 14 septembre, ses visites répétées à la Wilhelmstrasse! Qui pouvait-il y avoir de déshonorant dans de fréquents échanges d'idées entre hommes d'Etat qui poursuivent un seul et même but ?...

Mais nous voilà bien loin du rapport de M. Witte au Tsar russe : il avait jugé superflu d'y mentionner ces détails de sa sollicitude pour la prospérité nationale de la Russie; nous avons comblé cette lacune.

M. Witte termine son rapport par la « principale question » dont il se préoccupe, celle d' « affermir les progrès réalisés dans le domaine économique et financier, en leur donnant la solide assise d'une circulation métallique ». Le terrain est déjà préparé « pour la réforme monétaire. Par l'attention apportée à proportionner les dépenses publiques aux recettes, notre budget a été *délivré des déficits* (!) qui quelquefois (*sic*) amènent à conclure les emprunts d'Etat les plus dangereux (?) ». Nous avons déjà vu plus haut comment M. Witte a délivré le budget des déficits. La dette publique en 1894, d'après le compte rendu du Contrôle de l'Empire, s'est accrue de 762 millions. Du 1er janvier 1895 au 1er janvier 1896, l'accroissement de la dette métallique a été de 155.360.000 roubles (de 1.882 millions elle s'est élevée à 2.038), la dette papier (portant intérêt) a subi une augmentation de 56.440.000 roubles (elle a été portée de 2.764 millions à 2.820 millions de roubles papier), soit en tout un accroissement approximatif de 300 millions de roubles pour une seule année.

« Il a été mis fin à l'agiotage sur le rouble crédit, ce

qui assure à notre papier-monnaie la fermeté et la stabilité nécessaire ». Dans notre livre (1), nous avons suffisamment expliqué le mécanisme par lequel « il a été mis fin à l'agiotage ». Il consistait de la part de notre Ministère des Finances à jouer lui-même dans une très large mesure sur le cours du rouble, ce qui lui permettait de le maintenir à une hauteur particulièrement favorable à l'importation des produits étrangers en Russie et préjudiciable à l'exportation russe.

Depuis lors, M. Witte a imaginé un autre moyen de soutenir le cours : c'est la fixation d'un cours déterminé auquel le Trésor vend l'or, l'achète et le reçoit en payement de certains impôts. Cette mesure est apparue au public comme le prélude d'une prochaine réduction de la valeur du rouble. Le cours avait été fixé jusqu'au 1er janvier 1896 à 7 roubles 40 kop. pour 5 roubles or, et le Trésor s'était engagé à ne plus le modifier avant cette date. Mais M. Witte ne tint pas sa parole et, de la façon la plus imprévue, à la fin de l'année dernière, il abaissa le cours d'abord à 7 roubles 45 kopecks pour 5 roubles or, puis enfin à 7 roubles 50 kopecks pour 5 roubles or. Cette mesure provoqua un émoi général et un blâme non moins unanime. A quel propos le Ministère des Finances *abaissait-il lui-même tout d'un coup le cours* du rouble papier ? On supposa d'abord que par suite du cours fixé pour l'or, il était sorti de la Banque d'Etat une si grande quantité de ce métal, qu'il avait fallu prendre des mesures préservatrices. Mais le bilan de la Banque du 1er décembre montra que pendant le mois écoulé, le stock d'or n'avait diminué que de 3 millions de roubles, et de 12 millions en tout depuis la mise en vigueur du nouveau règlement. Si ces

(1) Chapitre II. — Voir aussi *M. Witte et ses projets de faillite*, pages 29 et suivantes.

chiffres sont exacts, il n'y avait rien ni d'inquiétant ni d'inattendu dans cet affaiblissement de fonds d'or. Que la réduction de la valeur monétaire, essayée par M. Witte, ait tôt ou tard pour résultat de faire prendre à notre encaisse métallique le chemin de l'étranger — il n'est pas permis d'en douter, nous l'avons prédit (1) dès que le bruit de ces projets a commencé à se répandre. Mais, répétons-le, 3 millions sortis de la Banque en un mois constituaient pour le stock d'or une diminution très modérée qui ne pouvait nullement autoriser ni le Trésor à violer son engagement formel de laisser les choses en l'état jusqu'au 1er janvier, ni le Gouvernement à abaisser lui-même le cours de ses roubles. Le mystère de cette opération n'a pas encore été éclairci. Selon toute probabilité, la chose est beaucoup plus simple qu'elle n'en a l'air. Cette baisse subite du cours des roubles (de 5-6 marks pour 100 roubles), arbitrairement répétée deux fois, a sans doute fourni aux « amis bien informés » l'occasion d'une « spéculation positive et utile », et d'un gain de plusieurs millions sans aucun risque.

Quoi qu'il en soit, après une baisse si notable du cours, baisse renouvelée deux fois dans l'espace d'un seul mois, M. Witte n'avait nullement le droit de parler de « la fermeté » et de « la stabilité nécessaire assurée à notre papier-monnaie ». En tout cas, le Trésor, en fixant un minimum au-dessous duquel le prix de l'or ne pourra descendre, garantit bien le cours du rouble contre la *hausse,* mais pas du tout contre la *baisse.* C'est élémentaire, et cette fois les journaux russes eux-mêmes (le *Nediela*, le *Novoie Wremia* et autres) ont compris que la mesure de M. Witte allait directement *contre* le but désiré, c'est-à-dire le relèvement de la valeur du rouble papier.

(1) *Les Finances russes et l'Epargne française*, page 63 et autres.

En quoi donc consiste la réforme promise par M. Witte? « Cette réorganisation doit être effectuée de manière à ne pas produire la moindre secousse, à n'apporter aucune modification artificielle, quelle qu'elle soit, aux conditions existantes... Du fait immédiat de la réforme, personne ne doit s'enrichir (*sic*) ni s'appauvrir ; la réorganisation doit n'avoir d'autre effet que de placer sous toute évaluation toute propriété, tout revenu, tout salaire, un fondement ferme et stable sur lequel tout se tienne sans crainte des secousses... Dans de pareilles réformes, la sagesse de l'homme d'Etat consiste à laisser de côté les doctrines et les chimères », etc.

Tout ce bavardage, tous ces lieux communs ne nous disent décidément pas quels sont les fondements que M. Witte veut donner à son édifice, ni comment il régularisera le change. S'il réduit la valeur de la monnaie, c'est-à-dire si un beau matin il fait savoir au public que désormais le rouble papier ne vaut plus que 2/3 de rouble, assurément personne en Russie ne deviendra plus riche du fait de cette réforme, mais chacun sera appauvri de 1/3. La réduction de la valeur monétaire, quelque forme qu'elle revête, est une banqueroute. Toute la richesse mobilière et immobilière qui se trouve en Russie subira une dépréciation d'un tiers. Sans doute la mesure en question ne modifiera pas le prix des marchandises envoyées de l'étranger, mais cette prétendue compensation n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Nous recevons pour 500 millions de marchandises importées, et à combien de milliards M. Witte estime-t-il toute la fortune mobilière et immobilière de la Russie?

Une pareille banqueroute aura un caractère frauduleux, car rien, ni dans la vie économique du pays, ni dans la situation financière du Trésor, ne la rend

inévitable. M. Witte, dans ses rapports, célèbre avec un enthousiasme lyrique la brillante situation de nos finances; il assure que le Trésor et la Banque d'État disposent d'une quantité d'or supérieure à celle que possèdent les deux Banques réunies d'Angleterre et de France. Et c'est dans un pareil moment qu'il se dispose à réduire la valeur de la monnaie, autrement dit, à faire banqueroute! Mais ce serait une folie criminelle. Et une banqueroute absolument inutile, car dans l'espace de deux ou trois ans l'or s'en ira à l'étranger et le cours de notre rouble tombera encore plus bas qu'il n'est maintenant. En réduisant la valeur monétaire M. Witte diminuera d'un tiers la dette du Trésor à la Banque, c'est-à-dire que sur le *papier* il épargnera environ 200 millions de roubles. Mais en revanche il diminuera de plusieurs dizaines de milliards la fortune de la Russie — dans le seul but d'enrichir les « amis bien informés » qui savent profiter de ses projets pour une « spéculation positive et utile ».

La réorganisation de notre système monétaire est une incontestable nécessité. La réalisation de la réforme monétaire est possible; c'est même une chose faisable au moment présent. Mais pour consolider définitivement le cours de notre rouble, il faut une suite d'opérations directement opposées à la dépréciation projetée. En 1887, en même temps que j'imposais presque de force à Wyschnegradski (1) l'acquisition du marché français, de conjurer le naufrage imminent de notre crédit et de rendre désormais celui-ci indépendant de la domination exclusive de la Bourse berlinoise, — *je lui soumis aussi des vues concernant l'amélioration de notre système monétaire. Ivan Alexiévitch accueillit avec transport mon projet*

(1) Voir *Bilan de la gestion financière*, etc., page 11 et *Histoire de l'Alliance franco-russe*, etc. Paris et Lausanne, page 237 et autres.

qui était très simple et d'une exécution facile. Par malheur, il avait été tellement frappé du succès, inattendu pour lui, de la première conversion qu'il s'attacha passionnément à ce genre d'opérations qui promettent de larges satisfactions à ses instincts rapaces. La réforme monétaire fut renvoyée aux calendes grecques.

M. Witte, à en juger par certaines de ses mesures, a su quelque chose de mon projet; mais n'en connaissant pas les détails, n'en ayant même pas compris le fond, il médite une entreprise tout opposée. Et si, en effet, il exécute ses desseins, il fera un tel gâchis qu'on ne pourra plus débrouiller la situation avant des dizaines d'années. Il assure dans son rapport que « la sagesse de l'homme d'Etat consiste à laisser de côté les doctrines », c'est-à-dire qu'elle consiste dans une ignorance complète. Il veut évidemment prouver par là qu'il est plus capable que personne de mener à bien cette opération importante et extrêmement délicate. Grande est ici son erreur. Pour la régularisation de la valeur, plus encore que pour tout autre opération, il faut *l'entière confiance du public aussi bien que celle de tous les marchés européens*. Le ministre qui a transformé la Banque d'Etat dans le sens où l'a fait M. Witte, n'obtiendra jamais cette confiance. Le fait d'avoir soustrait à tout contrôle les opérations de la Banque et en particulier l'émission des roubles papier (1), est une mauvaise préparation à la réorganisation du système monétaire. Et les bilans de la Banque dans le genre de celui d'octobre, que nous avons cité plus haut comme spécimen, ne laissent pas de doute que la situation de l'établissement de crédit désigné pour jouer le principal rôle dans la

(1) Voir la préface de ma brochure : *M. Witte et ses projets de faillite*, etc., édition française.

réforme de notre circulation monétaire, exclut toute idée de mesures raisonnables et sérieuses de la part du Ministre actuel.

M. le Ministre des Finances conclut son rapport par un hymne en l'honneur de la paix. Dans la bouche de l'homme qui, il y a deux ans, a failli, par sa guerre douanière, susciter une guerre européenne, de l'homme qui, maintenant se vante d'avoir, il y a six mois, excité le général Wannowsky à une action décisive contre le Japon, — un pareil hymne est particulièrement touchant. En tout cas, il termine dignement un rapport tout pénétré, comme nous l'avons vu, du plus rare *amour de la vérité*.

Du reste, M. Witte a-t-il sérieusement l'intention d'accomplir la réforme de notre système monétaire? Jusqu'à présent nous assistons à une série d'actes plus ou moins incohérents qui, pris en eux-mêmes, ne dénotent rien de précis. Il est fort possible que le « fondement » qu'il parle de « placer » ne soit pas autre chose qu'une diversion destinée à amuser le public. C'est un excellent prétexte pour refuser au pays les mesures sérieuses qui pourraient rétablir la prospérité économique. A tous les reproches qui lui sont adressés dans cet ordre d'idées, M. Witte et ses défenseurs répondent qu'il faut avant tout « placer un fondement » sous le système monétaire; cela, disent-ils, demande de grands efforts de la part du département des Finances et la mobilisation de toutes ses ressources disponibles. Sous ce rapport, la construction du chemin de fer sibérien est, pour notre Ministre, un second bouc émissaire. Les travaux de cette ligne, comme de plusieurs autres, absorbent aussi toutes ses ressources et ne laissent rien pour les autres projets : seulement, M. Witte oublie que, si c'était vrai, la faute en serait à lui-même. Sans son intervention, la construction du chemin de fer sibérien

aurait été entreprise dès 1892 et achevée en 1898, sans exiger du Trésor aucun sacrifice sérieux. Nous avons déjà raconté ailleurs (1) qu'en 1891, un puissant Syndicat russo-français, composé d'entrepreneurs et de financiers de premier ordre, offrit à notre Trésor de construire à ses frais, dans un laps de temps de six ans, un chemin de fer traversant toute la Sibérie, au prix moyen de 40.000 roubles par werste. Le Syndicat ne demandait pas de concession, mais s'engageait seulement à faire la ligne pour le compte du Trésor et garantissait à ce dernier que le coût de la construction ne dépasserait pas le chiffre indiqué.

En outre, le groupe prenait l'engagement de n'employer dans la construction que des matériaux russes; tout le matériel roulant devait être fourni exclusivement par des usines russes. Les ouvriers et la plupart des ingénieurs devaient aussi être des sujets russes.

A mesure que les différents tronçons de la ligne construite auraient été livrés au Trésor, celui-ci eût remis au Syndicat des obligations garanties en roubles crédit; la Compagnie s'engageait à les prendre au pair et à les placer dans le public selon le besoin, en tenant compte des dispositions du marché. Le Trésor n'aurait eu ainsi rien à débourser la première année; l'année suivante, il aurait dépensé, au maximum, 2-3 millions de roubles pour payer l'intérêt des obligations.

Cette dépense annuelle se serait grossie peu à peu et à l'achèvement des travaux, lorsque le chemin de fer aurait été mis à la disposition de l'Etat, elle aurait atteint le chiffre de 12 millions de roubles! En outre, la ligne aurait été mieux construite, plus rapidement et à meilleur marché que par le Gouvernement; chose

(1) *Bilan de la gestion financière*, etc., page 34, chapitre II.

plus importante encore, on n'y eût employé que des matériaux russes! Le Syndicat s'engageait, entre autres, à dépenser 30 millions de roubles pour établir en Sibérie même des usines où seraient fabriqués les rails, les locomotives, etc.

Nous ne rappellerons pas les innombrables abus qui ont déjà été découverts depuis que l'Etat a entrepris la construction du chemin de fer sibérien. Bornons-nous à signaler encore deux circonstances : le Trésor, comme on sait, commande en Allemagne une grande partie des rails et des locomotives dont cette ligne a besoin; le payement de ce matériel nécessite par conséquent une *exportation d'or*. Le Syndicat français consentait à être soldé en obligations *papier :* il aurait donc, pendant la durée des travaux, introduit en Russie de l'or pour 300 millions de roubles.

Le fait suivant suffira pour montrer quelle économie le Trésor aurait réalisé sur la construction du chemin de fer : le tronçon occidental de la ligne, à partir de Tchéliabinsk, ne présentait, sur un parcours de plus de 1.500 werstes, aucune difficulté technique; d'après les calculs des entrepreneurs français, la werste leur serait revenue à 20.000 roubles (1). Au Trésor, ce tronçon a déjà coûté environ 53.000 roubles par werste! A combien s'élèvera le coût de tronçons plus difficiles, comme par exemple près du lac Baïkal, où le Syndicat lui-même prévoyait une dépense de 120.000 roubles par werste?

Au lecteur de répondre.

I.-A. Wyschnegradski, au commencement de 1892, après l'audience accordée par l'Empereur aux représentants de ce Syndicat, était très disposé à accueillir ses propositions. Ce qui le séduisait surtout, c'était

(1) D'après le devis élaboré au département des Voies de Communication, sous le Ministère von Hübbenet, la werste sur ce tronçon devait, construite par l'Etat, revenir à 24.000 roubles.

la perspective d'obtenir, sans sacrifices directs du Trésor, un chemin de fer traversant toute la Sibérie; une importation d'or dépassant 300 millions de roubles ne lui paraissait pas non plus à dédaigner. Mais M. Witte, comme Ministre des Voies de communications, puis comme Ministre des Finances, déclina péremptoirement les offres du Syndicat français. Si le chemin de fer sibérien nous coûte trois fois plus cher, s'il est mal construit et exige d'infinies dépenses d'achèvement et de réparation, s'il n'est pas prêt au moment de la lutte décisive en Orient, la Russie ne le devra qu'à notre Ministre des Finances. Mais, dès à présent, il a moins que tout autre le droit d'alléguer les sommes énormes absorbées par le chemin de fer sibérien, pour justifier l'indifférentisme de son département à l'égard de la prospérité économique du pays.

P.-S. — Ce travail était en cours d'impression lorsque ont paru l'oukase du 23 février, la déclaration du *Messager du Gouvernement* du 25 février, et enfin la communication officieuse du *Novoie Wremia* concernant les bases de la prochaine opération. Tout cela est de nature à nous convaincre que la honteuse et ruineuse fantaisie de M. Witte ne sera pas épargnée à la Russie. Elle est déjà réalisée en partie. Craignant de rencontrer de l'opposition au Conseil de l'Empire, le Ministre des Finances, comme un véritable autocrate, veut placer le Conseil en face d'un fait accompli ; il en a déjà usé ainsi une fois pour le traité de commerce avec l'Allemagne.

Le « fondement ferme et stable » qu'il se proposait de placer sous notre système monétaire s'est trouvé n'être en réalité qu'une faible base d'argile. L'édifice s'écroulera avant d'être achevé. L'opération imaginée par le Ministre est au-dessous de toute critique. En

Russie même elle est déjà appréciée à sa valeur et nous ne pourrions rien ajouter au beau rapport du professeur L.-V. Chodsky et aux articles si probants du professeur Lebedef, de A. Polienof et autres. La discussion à la Société Impériale Économique a éclairé la question sous toutes ses faces. Le plaidoyer de M. Gourief, qui a joué le rôle d'avocat d'office ou, pour mieux dire, d'avocat du diable, n'a fait que souligner la pauvreté des arguments en faveur du malheureux projet de M. Witte. Il est évident que les plus fougueux partisans du Ministre considèrent à peu près comme une impossibilité l'heureuse issue de la réforme en préparation.

Pour des raisons faciles à comprendre, les hommes qui ont si courageusement combattu les projets criminels de M. Witte, ne pouvaient ni dans les discussions publiques, ni dans la presse, exprimer entièrement leur pensée. Plusieurs objections n'ont été qu'ébauchées. Nous allons combler ces lacunes.

La réduction de la valeur monétaire, de quelques sophismes qu'on la masque, n'est pas autre chose, au fond, qu'une banqueroute. Pour légaliser l'écart existant de fait entre le prix du rouble or et celui du rouble papier, elle n'en conserve pas moins son caractère de faillite. Un marchand dont le papier est accepté avec une perte de 30 pour 100 ou 40 pour 100 n'est pas considéré comme banqueroutier, tant qu'il cherche à arranger ses affaires et à payer intégralement. Mais du moment qu'il se déclare hors d'état d'offrir plus de 40 pour 100 à ses créanciers, il devient un débiteur insolvable. Une bonne partie de nos valeurs papier, fonds d'Etat ou obligations de Sociétés, est placée à l'étranger. On a acheté et gardé ces titres dans l'espoir qu'un jour, le cours du rouble s'améliorant, leur prix se relèvera.

Mais est-il exact que le cours du rouble se soit *de*

lui-même fixé à 1 r. 50 kop. papier pour 1 rouble or? Il y a quelques mois seulement il était de 1 r. 40 kop. papier pour 1 rouble or. Il y a quelques années (en septembre 1890), il s'était relevé *de lui-même* à 1 r. 19 kop. papier pour 1 rouble or. Dans la chute du cours, la faute est avant tout à M. Witte, dont les traités de commerce ont diminué de trois cents millions par an le bilan de notre commerce extérieur (voir l'Avant-Propos). Ensuite par ses spéculations à la Bourse de Berlin, il a fixé pendant deux ans le cours de notre rouble à 220 marks pour 100 roubles papier (1), et lui-même, en décembre dernier, l'a arbitrairement abaissé à 215-216 marks pour 100 roubles papier (voir plus haut). Le cours de 1 r. 50 kop. pour 1 rouble or est donc absolument arbitraire, et M. Witte l'a choisi comme celui qui répond le mieux aux besoins de l'industrie allemande et des agrariens allemands. Est-ce une raison pour que la Russie se déclare en faillite?

Laissons aux membres du Conseil de l'Empire le soin de décider s'il leur sied de jeter sur le nouveau règne l'ombre d'un acte aussi déshonorant que la déclaration de l'insolvabilité nationale.

Dans sa note au *Messager du Gouvernement* du 25 février comme dans ses articles apologétiques publiés ailleurs, M. Witte fait toujours mousser l'or accumulé dans la Banque d'Etat. Il donne même à entendre (2) que ce stock est le résultat des prétendus excédents par lesquels se seraient réglés les budgets des huit dernières années. Nous avons déjà montré dans le premier chapitre que ces excédents ne sont que des reliquats d'emprunts. Fidèle à la réserve que nous nous sommes imposée dans le *Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski*, nous

(1) Voir les aveux de M. Witte dans le *Berliner-Borsen-Courier*. *M. Witte et les Finances russes*, p. 37.

(2) Voir par exemple le *Novoie Wremia* du 29 mars 1896.

nous abstiendrons ici encore d'indiquer par quels moyens et quels cruels sacrifices le prédécesseur de M. Witte a amassé un fonds d'or (1). Contentons-nous de faire observer aux défenseurs naïfs de la dépréciation du rouble, — s'il s'en trouve de tels, — que la réserve du métal précieux est loin de jouer le principal rôle dans la consolidation du système monétaire. En Suisse, chaque Banque cantonale émet des billets de banque ; avec cela, le pays ne frappe aucune monnaie d'or, et pourtant ces billets sont au pair.

Dans les Etats scandinaves, il n'y a presque pas d'or dans la circulation ; néanmoins leurs billets de banque sont, dans toute l'Europe, échangés sans perte contre de l'or. Le même phénomène se remarque aussi dans notre Finlande. Quant à la Banque d'Angleterre, quand le stock d'or dépasse un certain niveau (ce qui eut lieu notamment l'automne dernier lorsque les banquiers français versèrent le produit de l'Emprunt chinois), c'est un grave sujet d'inquiétude pour les directeurs de l'établissement. Avant la guerre de 1870, lorsqu'on ne voyait pas encore dans les réserves métalliques de la Banque de France des ressources à utiliser en cas de guerre, on considérait également cette accumulation comme une circonstance très fâcheuse, comme l'indice d'une grande stagnation du commerce et de l'industrie. La « grève du milliard » a longtemps servi de thème à des attaques contre le gouvernement de Napoléon III. Quand on calcule combien de centaines de millions de roubles notre Trésor a perdus rien qu'en intérêts sur l'or qui depuis des dizaines d'années déjà reste improductif dans les caves de la Banque, on se sent honteux pour M. Witte des hâbleries qu'il débite.

(1) Voir la préface de *M. Witte et ses Projets de faillite*, etc., édition française.

Pour empêcher que le relèvement de change ne fasse sortir de la Banque une trop grande quantité d'or, ce qui importe c'est moins la masse d'or se trouvant au moment donné dans cet établissement que la confiance inspirée par la gestion de la Banque. Et nous avons déjà constaté plus d'une fois qu'en accomplissant sa malheureuse réforme de la Banque, M. Witte avait dissipé la confiance déjà limitée dont jouissait jusqu'alors cette constitution d'Etat. Pour assurer le fiasco de la réforme entreprise, il suffit que l'auteur de la réorganisation de la Banque continue à diriger notre administration financière !...

Après la *confiance,* la première condition pour la consolidation du système monétaire, c'est que le bilan du commerce extérieur du pays soit favorable. En 1891, ce bilan qui ne cessait de progresser en notre faveur, s'était élevé à 423 millions de roubles. En 1894, il est tombé à 124 millions de roubles (1), grâce aux traités de commerce de M. Witte. Et après avoir fait tout ce qui dépendait de lui pour qu'une réforme monétaire facilite singulièrement l'émigration de notre or à l'étranger, ce ministre a encore l'effronterie de l'imposer à la Russie.

Nous ne parlons même pas de ce fait que, si l'on prend en considération les dizaines de millions de roubles payés annuellement par nous aux armateurs étrangers entre les mains de qui se trouve tout notre commerce maritime, et aussi la quantité de marchandises entrant chez nous sans acquitter les droits de douane (en contrebande). Le bilan de nos relations commerciales avec le dehors n'est en réalité pas en notre faveur. Mais comment ne pas rappeler les engagements auxquels nous avons à faire face par suite de nos dettes, se sont sous l'administration de

(1) Voir l'Avant-Propos

M. Witte accrus de 949 millions de roubles (1) en 1893 et 1894, de 300 millions en 1895 (pour ces trois ans la dette métallique s'est grossie de plus de 500 millions de roubles) et qu'à M. Witte revient l'honneur d'avoir inventé un nouveau mode d'emprunts étrangers qui ne laisse même plus à la Russie l'avantage d'une *temporaire* importation d'or? En effet, comme nous l'avons montré plus haut, pour obtenir le placement à Berlin de nouveaux emprunts de chemins de fer, M. Witte s'engage à acheter avec le produit de ces émissions le matériel des lignes à des usiniers allemands!

N'est-il pas vrai, M. Gourief, que toutes ces conditions sont extraordinairement propres à retenir notre or dans l'intérieur de la Russie ?

Après tout ce qui a été dit plus haut, il est inutile de parler des criantes conditions de la réforme monétaire entreprise par M. Witte. Le professeur V. Lebedef les a caractérisées avec une extrême justice dans les lignes suivantes qui terminent sa belle étude sur la réforme de notre circulation monétaire :

« Nous sommes maintenant en possession d'un moyen absolument sûr et de découverte récente pour relever le change et rétablir la circulation métallique : il suffit de répéter cette même opération, et diminuer le poids de rouble or et cela d'une façon générale chaque fois que se produira une baisse sur le cours du papier... Notre circulation de papier monnaie pourra se trouver dans l'avenir garantie par un échange interrompu contre... *un alliage* (2) ».

Pour que notre or s'en aille à l'étranger il n'est nullement besoin ni d'une guerre, ni d'une mauvaise récolte, ni de quelque autre calamité nationale. Il suffit d'une ou de deux paniques à la Bourse de Paris.

(1) Voir dans l'Avant-Propos les chiffres empruntés au travail de M. Kachkarof, publié par le Ministère des Finances.

(2) *Novoie Wremia* du 24 mars 1896.

Les fonds métalliques russes, ainsi que la rente intérieure 4 pour 100 que M. Witte s'est tant acharné à introduire en France seront jetés sur les marchés russes et plusieurs centaines de millions de roubles or prendront aussitôt le chemin de l'étranger (1). Sans même qu'une panique se produise, il est probable que la rente intérieure commencera à revenir en Russie dès que sera rétabli l'échange des roubles papier contre l'or. Il n'y aura plus l'espoir de gagner par l'amélioration du cours; il ne restera que le risque d'une nouvelle baisse du rouble, lors de l'inévitable fiasco de la réforme tentée par M. Witte.

Que ce fiasco doit forcément arriver, personne n'en est plus convaincu que le Ministre. Qui sait ? s'il était libre de ses actions, peut-être renoncerait-il lui-même à son extravagante fantaisie. Mais, comme nous l'avons montré à plusieurs reprises dans nos travaux précédents, le vrai maître au ministère des finances n'est pas S. J. Witte, c'est le boursier berlinois Rothstein. Ce dernier a proposé la malheureuse réduction de la valeur du rouble non seulement en vue des profits personnels, mais encore pour anéantir le crédit de la Russie, la priver de la réserve métallique amassée en cas de guerre à l'Occident et faire passer peu à peu cet or en Allemagne.

Il y a déjà un an, M. Rothstein a exposé dans les colonnes hospitalières du *Novoie Wremia* les agréments qu'aura pour la Russie la banqueroute dite *d'évaluation* de la valeur monétaire. S. J. Witte qui a les mains et les pieds liés par M. Rothstein doit lui obéir et réaliser toutes ses fantaisies en matière de crédit. Il est dans leurs mains un instrument docile et une fatalité inéluctable ne lui laisse que l'alternative de conduire la Russie à la catas-

(1) Telle est notamment la principale cause de l'insuccès de la réforme monétaire en Italie.

trophe finale ou de tomber honteusement à bref délai.

M. Charapof a bien inutilement pris la peine de démontrer à M. Witte, que sa présente réforme monétaire est en contradiction avec les convictions qu'il exprimait naguère dans l'organe d'I. Aksakof. En admettant même cette invraisemblance que M. Witte ait jamais eu des convictions, rien ne prouve que maintenant il ne trahisse *qu'elles*...

Nous pouvons hardiment reproduire les prédictions par lesquelles nous avons accueilli il y a un an les premiers bruits concernant la réduction de la valeur monétaire imaginée par M. Witte : « M. Witte songe à prendre sa revanche par un de ces coups retentissants que nous ne saurions comparer qu'aux exploits des glorieux marins qui, la bataille perdue, réduits à amener leur pavillon, mettent le feu aux poudres et font sauter le navire placé sous leur commandement, si la main de l'audacieux n'est pas arrêtée à temps, le trésor russe sautera; — mais moins héroïque que le commandant du Vengeur, M. Witte, quelque loin que l'explosion le rejette, surnagera certainement. L'or que M. Wyschnegradski a accumulé, au prix de si cruels sacrifices, dans les caisses de l'Etat, a une double importance : il forme le trésor de guerre indispensable au pays vu l'incertitude de la situation politique en Europe; d'autre part en cas de conflit sur la frontière occidentale, il doit permettre à la Russie de continuer le service des coupons à ses créanciers étrangers quand les ressources provenant des recettes douanières seraient taries. Ce stock de métal précieux constituant à la fois la sécurité de la Russie est la principale garantie de l'épargne française, M. Witte a conçu le projet de le dissiper à à bref délai sous prétexte de rétablir la valuta (2) ».

(2) *Les Finances russes et l'Épargne française*, pages 63 et 64.

CHAPITRE III

LES RÉCRIMINATIONS DE M. WITTE. QUI EST COUPABLE DE RÉPANDRE DES MENSONGES SUR NOTRE SYSTÈME FINANCIER ? LES REPTILES DE NOTRE MINISTRE DES FINANCES EN RUSSIE ET A L'ÉTRANGER. — DÉFIANCE GÉNÉRALE A L'ÉGARD DE M. WITTE. — LE CONGRÈS DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET LE DISCOURS DU PRINCE STCHERBATOF. — LE PROJET DU MINISTRE CONCERNANT LA RÉFORME DE LA BANQUE DES PAYSANS ET LE PARTAGE NOIR. — BIENFAITS DU MONOPOLE DES SPIRITUEUX ET DE LA LIMITATION DE LA PRODUCTION SUCRIÈRE. — COMMENT LE MINISTRE FAVORISE L'INDUSTRIE RUSSE. — M. WITTE ET NOS RÉVOLUTIONNAIRES; QUELLES ESPÉRANCES LES NIHILISTES METTENT EN LUI — OU LA DICTATURE DE WITTE CONDUIT LA RUSSIE.

« Si les fonds russes » assure M. Witte dans son rapport, « ne sont pas encore cotés sur les marchés étrangers aussi haut qu'ils le mériteraient, s'ils ne sont pas traités sur un pied de parfaite égalité avec les fonds anglais, français et allemands et si, jusqu'à présent ils se capitalisent à un taux plus élevé, ce phénomène anormal tient à des raisons absolument étrangères au fond même des choses. Les calomnies politiques, les mensonges répandus systématiquement et de longue date sur l'administration des finances russes, les critiques formulées contre nos valeurs dans des buts qui n'ont rien de commun avec les intérêts immédiats des porteurs; voilà les circonstances défavorables qui retiennent le cours de nos fonds d'Etat à un niveau qui n'est pas en rapport avec leur haute qualité »....

Dans ces plaintes du rapport de M. Witte, tout est contraire à la vérité : les prémices sont mensongères et les conclusions fausses, sauf, du reste, une phrase sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure.

Le mensonge consiste à dire que les fonds d'Etat russes mériteraient d'être traités sur un pied de parfaite égalité avec ceux de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Les trois nations, les plus riches de l'Europe en capitaux, ne font que des emprunts intérieurs; leurs fonds sont placés dans le pays même. Leur système monétaire se trouve dans une situation brillante tout à fait régulière. La Russie, si pauvre en capitaux, doit constamment emprunter aux étrangers; notre système monétaire est dans un tel désarroi que nous sommes obligés de maintenir le cours forcé à l'intérieur du pays, notre unité monétaire vaut 35 pour 100, 40 pour 100 de moins que son prix nominal. Pas un Etat en Europe, sans même en excepter la Turquie, ne possède un système monétaire aussi affligeant que la Russie. M. Witte lui-même, qui accepte volontiers au pair, pour le payement des droits de douane, les banknotes allemandes et françaises, refuse de recevoir les roubles-crédit russes.

Notre Banque d'Etat, sur les instructions de M. Witte, échange ses roubles contre de l'or, mais avec une perte de un tiers sur leur valeur nominale. Ce n'est pas tout. Pendant quarante ans la Russie a été forcée de faire des emprunts périodiques pour couvrir ses déficits et, par une étrange contradiction,depuis que notre ministère des finances publie des budgets à excédents croissants, parallèlement à ce phénomène, notre dette publique s'accroît chaque année en raison directe du carré de ces excédents!

En voilà déjà plus qu'il n'en faut pour faire comprendre que nos fonds ne peuvent supporter la

comparaison avec ceux de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de la France. La vérité est qu'ils ont atteint une hauteur dont M. Witte lui-même connaît on ne peut mieux le caractère artificiel : sans les sympathies des Français, sans les banquiers qui, ayant encore des centaines de millions de ces fonds à écouler dans le public, en soutiennent forcément le cours, enfin sans l'intervention périodique de notre département des finances, nos emprunts 3 pour 100 et 4 pour 100 n'auraient jamais atteint leur élévation actuelle et surtout ils n'auraient pu s'y maintenir seulement un mois. Je le répète, personne ne sait tout cela de science aussi certaine que M. Witte.

Les calomnies dont ils se plaint sont une pure invention ; ces doléances ne tendent qu'à induire le souverain en erreur et à surprendre l'inexpérience de la société russe.

Il est également faux que la presse étrangère répande de semblables calomnies. Depuis qu'en Allemagne et en Angleterre on s'est débarrassé de nos fonds, on s'y intéresse fort peu à nos finances et si les journaux de ces pays s'abstiennent de les vanter pour ne pas induire le lecteur en tentation; ils négligent aussi de les critiquer sérieusement. De temps à autre, surtout quand sont publiés les rapports fantastiques de M. Witte, les feuilles autorisées d'Angleterre et d'Allemagne leur consacrent un examen ironique, tandis que les gazetiers achetés par M. Witte manifestent leur enthousiasme de commande pour ses talents financiers.

Quant aux organes français, ils sont forcés à présent d'exalter nos finances, et cela non pas seulement dans un intérêt politique, mais aussi parce que nos fonds sont devenus encore plus français que russes, la France en possédant une plus grande quantité que la Russie. Nous ne parlons pas de la presse parisienne,

qui chaque jour dans ses bulletins financiers, porte aux nues nos finances : M. Witte et les banques d'émission savent à combien par mois leur reviennent ces hymnes d'éloge.....

Nous avons dit que, dans le passage cité plus haut du rapport de M. Witte, une seule phrase est conforme à la vérité : c'est celle où il parle des « mensonges répandus systématiquement sur l'administration des finances russes ». Les lecteurs du rapport de M. Witte, du *Bulletin russe de statistique* et des autres organes officieux de notre ministre des finances, savent on ne peut mieux quelles dimensions pyramidales atteignent ces mensonges. Nous avons la conviction que, malgré tout son cynisme, M. Witte lui-même aurait depuis longtemps renoncé à ces mensonges systématiques, s'il se rendait clairement compte du tort qu'ils font et à lui et à son administration financière.

Ses présomptueux budgets, ses bulletins presque hebdomadaires de recettes fantastiques, les absurdes tableaux dont son *Bulletin russe* bombarde les lecteurs, tout cela, aux yeux du public compétent, nuit plus au crédit russe que toutes les calomnies possibles des ennemis de la Russie, à supposer que ces calomnies existent en effet.

Le crédit est déterminé plus encore par la confiance que par l'état réel des choses. Et quelque aveugle que puisse être la confiance dans notre administration financière, comment résisterait-elle à la lecture du dernier rapport de M. Witte, par exemple?

M. le Ministre, comme nous l'avons vu, allègue à plusieurs reprises dans son rapport, le témoignage du Contrôle de l'Empire, paraissant ainsi reconnaître lui-même qu'il est permis de ne pas croire à ses affirmations personnelles! Peut-il vraiment supposer que l'on accorde beaucoup plus de confiance aux comptes rendus de notre Contrôle qu'aux siens

propres? Dans notre société, où personne ne lit ces documents, cette confiance imméritée est encore possible. Mais à l'étranger? Nous laissons de côté le vice organique du système qui consiste à faire contrôler un membre du comité des ministres par son collègue. Dans les pays où existe un véritable contrôle sur l'exécution des budgets, il appartient à une juridiction complètement indépendante du ministère donné, comme par exemple la Cour de Comptes en France, la Ober-Rechsnungskammer en Prusse, etc.

Mais en dehors de cela, notre Contrôle lui-même, surtout depuis quelque temps, ne néglige rien pour ôter à ses comptes rendus toute importance sérieuse. Ils sont publiés huit ou neuf mois après le règlement préalable du budget, c'est-à-dire *dans un délai à peine suffisant pour la seule impression de plusieurs milliers de pages in-folio exclusivement remplies de tableaux!*

En France, par exemple, la Cour des Comptes met quelquefois jusqu'à cinq ans et plus à vérifier définitivement les comptes budgétaires d'une seule année; et chez nous, avec nos distances infinies, avec la passion de nos bureaucrates pour la paperasserie superflue (sans parler des autres défauts qui les rendent si peu aptes à une vérification sérieuse), le Contrôle n'a besoin pour un pareil travail que de quelques mois! En réalité, les comptes rendus eux-mêmes, aussi bien que les mémoires explicatifs qui les accompagnent et qui au fond n'expliquent rien, donnent l'impression de documents stéréotypés une fois pour toutes, *ou on se borne à modifier légèrement d'une année à l'autre les principaux chiffres.* En un mot ce contrôle n'existe que sur le papier, c'est une pure formalité qui ne touche pas au *fond des choses.* Dans tous ces volumes indigestes on ne saurait trouver une seule remarque, ni même une seule intention de remarque concernant soit la légalité ou l'illégalité des

dépenses faites, soit la régularité des opérations accomplies!

Le mémoire explicatif n'est autre chose qu'une reproduction phonographique et par conséquent moins distincte des rapports ministériels, c'est-à-dire de ces mêmes « mensonges systématiques sur l'administration des Finances russes », contre lesquels M. Witte s'élève avec une indignation si sincère. Se tirer d'affaire par des paperasses sans nombre est comme on sait, le principal souci de notre bureaucratie routinière. En ce qui concerne nos Finances, le Ministère et le Contrôle sont d'accords pour embrouiller les comptes. La vérité vraie répugne également à l'un et à l'autre.

Du reste, M. Witte ne se contente pas des écritures de sa chancellerie. Homme de progrès, il n'a pas peur de la publicité; en Russie et à l'étranger, il a organisé un vaste système de réclame par la voie des journaux, afin de mieux propager « les mensonges systématiques sur son administration financière ». Indépendamment de l'officiel *Messager des Finances,* dont s'étaient contentés ses prédécesseurs, M. Witte a créé encore le *Bulletin russe* et la *Gazette du Commerce et de l'Industrie,* qui ont le même caractère officiel. En outre, il a confié à une foule d'organes officieux le soin de célébrer ses hauts faits, tant en Russie qu'à l'étranger. Le choix même de ces feuilles caractérise déjà notre Ministre. C'est à Pétersbourg les *Birjeviia Wedomosti;* à l'étranger, le *Berliner Tageblatt,* le *Figaro,* le *Neue Freie Presse,* etc. Tout cela éclaire on ne peut mieux les manifestations multiples de son activité ministérielle. Notre héros n'a pas eu la main moins heureuse dans le choix de ses apologistes : MM. Propper, Nicolas Notovitch, Arthur Levysohn, Rosenthal (Saint-Cère), Gravenhof, Gourief et — *last not least* — son Barbet.

Chacun des trois derniers, M. Witte l'appelle son bras droit. Comme certaine divinité hindoue, le successeur de M. Wyschnegradski a beaucoup de bras. C'est d'ailleurs ce qu'il faut à un Ministre dont les mains droites doivent ignorer ce que les gauches *prennent!*

Quand M. Notovitch raconte dans le *Figaro* (avril 1895) que M. Witte nourrit un éloignement invincible pour le pouvoir, que dès le début du règne d'Alexandre III, il a refusé plusieurs fois des portefeuilles à lui offerts et que c'est seulement après la catastrophe de Borki que, surmontant ses répugnances, il s'est enfin décidé à mettre en ordre le Ministère des Voies de communications — on voit tout de suite que l'amour de la vérité toute nue et l'horreur de la réclame constituent les traits dominants de M. Witte. Comment douter des sentiments profondément pacifiques de M. Witte, lorsque M. Propper atteste à l'Europe que la dernière fixation du cours du rouble, c'est-à-dire le dernier coup de Bourse des amis du Ministre (voir plus haut), prouve incontestablement qu'en 1896, au moins, le Ministre ne troublera pas la paix! Quand nous rencontrons dans les articles du secrétaire scientifique du Ministère, M. Gourief, des phrases de ce genre : « La diminution de l'intérêt de la rente, c'est-à-dire *la baisse du revenu sans travail* »... « Alors, il y a une surproduction, les prix baissent »..... « *Le corps repu du capitaliste engraissé se lève sur son édredon rempli de coupons* »..... « Le détachement des coupons garantis »..... « Le coupeur de coupons rebondit » (!)..... « Tu ne peux pas placer ton capital en actions de Poutilof, Briansk, Volga-Kama, pour en tirer régulièrement un revenu de 20 pour 100 », etc. (1), nous nous convainquons aus-

(1) Voir dans le *Novoie Wremia* du 16 octobre une longue consultation de M. Gourief : « La maladie de notre Bourse », écrite au plus fort du krach, afin d'accroître la panique générale.

sitôt que le Ministre des Finances et ses collaborateurs intimes se sont complètement assimilé la phraséologie socialiste et qu'ils pourraient représenter avec éclat la Russie autocratique à n'importe quel congrès d'anarchistes. Le même esprit inspire les articles de la *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, où, sous la rubrique « Atrocités turques », sont dénoncées à la vindicte publique les entreprises industrielles qui donnent de gros dividendes à leurs actionnaires! Un Ministre des Finances brandissant ses foudres contre la prospérité des entreprises industrielles (1), quel touchant et édifiant spectacle ! Dans l'Occident pourri, personne ne croira possible une pareille abnégation.

On comprend maintenant que si M. Witte provoque des krachs et des paniques dans les Bourses russes, ce n'est nullement, comme l'assurent les gens « malintentionnés », en vue de donner à ses « amis initiés » l'occasion de s'enrichir aux dépens du public. Pas du tout. Il ne veut que punir les « corps repus » des capitalistes et leur rendre difficile... « le détachement des coupons garantis ». S'il est vrai, comme l'affirment les mêmes amis initiés, qu'en prévision des mauvais jours, M. Witte a déjà placé à l'étranger 15-20 millions et qu'il ne se reposera pas avant de s'être fait une fortune comme celle de Stieglitz, c'est tout simplement parce qu'il désire mettre fin aux « atrocités turques » de nos établissements industriels florissants. Personnellement, il se résigne à cet enrichissement involontaire avec autant de peine qu'il en éprouve lorsque, pour sauver la Russie, il céda, « après la catastrophe de Borki », aux ins-

(1) Que le lecteur ne pense pas qu'il s'agit d'entreprises ayant un monopole; pas du tout; notre citation, notamment, concerne un établissement d'eaux minérales situé dans la Peterburgskaïa Storona.

tances d'Alexandre III et accepta un portefeuille ministériel! (1)

Si les publicistes précités doivent convaincre le monde que les tendances avancées et socialistes de notre administration financière sont aussi désintéressées que sincères, l'ineffable Barbet s'applique spécialement, dans son *Bulletin russe*, à prouver l'esprit sérieux de cette même administration et à montrer combien son attention est éveillée sur la moindre marque d'intérêt donnée à nos finances par les économistes étrangers. Ce bulletin est loin d'être une simple reproduction périodique des arides tableaux destinés à éclairer sous leurs divers aspects la poussée gigantesque de nos dettes publiques, le désordre toujours grandissant de notre Banque d'État et l'accroissement progressif de l'importation allemande en Russie depuis l'année 1894. Non. Entre les tableaux, on peut quelquefois trouver aussi un texte dont le haut intérêt pour l'appréciation de nos finances frappe le lecteur. Nous devons nous borner à citer seulement des titres, tels que : « Le Musée d'horreur du *Bulletin russe* », ou « Il ne faut pas parler latin devant cent vingt millions de cordeliers » (7 juillet). « Gradus ad Parnassum ». « De l'art de fabriquer des études sans idées ni connaissances personnelles, avec une paire de ciseaux en manière de style » (juin). « Le Musée d'horreurs du *Bulletin russe* : le conservateur du Musée est obligé de faire une place à son propre buste » (octobre).

(1) On pouvait lire, il n'y a pas longtemps, dans la *Neue Freie Presse* et dans d'autres journaux allemands, que les héritiers de M. Wyschnegradski avaient réclamé à la Banque d'Angleterre le remboursement de 14 millions de roubles déposés dans cet établissement par l'ancien Ministre. La Banque hésita, dit-on, à se dessaisir de cette somme, n'étant pas sûre qu'elle a été versée au compte personnel du défunt et non pas au compte du Trésor.

M. Witte qui a le premier communiqué au correspondant de la *Nouvelle Presse libre* cette nouvelle l'a faiblement démentie ensuite.

N'est-il pas vrai que le monde financier, spécialement abonné à l'organe officiel de M. Witte, doit involontairement, à la seule lecture de ses titres, se pénétrer d'une respectueuse estime pour le sérieux esprit des affaires qui règne dans notre département des finances ? Des calembours usés, consacrés par une notoriété séculaire, entremêlés de citations latines ressassées, tout cela doit nécessairement convaincre le lecteur que les excédents budgétaires, ainsi que la prospérité publique augmentent chez nous d'année en année. Est-ce que, en présence du déficit ou de la désorganisation économique du pays, les principaux collaborateurs de M. Witte pourraient s'amuser à ces bouffonneries dignes des tréteaux ?

Néanmoins, M. Witte a raison si, dans son rapport, il se plaint sans cesse de voir sa véracité de plus en plus suspectée et les bienfaits de son système financier jugés avec un pessimisme croissant. Il n'est même pas difficile de se convaincre que c'est sans aucun succès qu'il a tenté dans ce document de dissiper le dit pessimisme et d'inspirer confiance : la méfiance vis-à-vis de M. Witte et par conséquent vis-à-vis de l'administration financière confiée à ses soins grandit non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, non seulement dans les diverses couches de notre société, mais plus encore à l'étranger et, hélas ! même en Allemagne.

En Russie, les représentants de notre agriculture se sont prononcés avec toute l'énergie et toute la franchise possibles contre l'activité de M. Witte. Est-ce qu'ils n'ont pas absolument raison ! Alexandre III crée le Ministère de l'Agriculture. Reconnaissant enfin que dans un pays agricole il est honteux de n'avoir pas un ministre exclusivement chargé de veiller à la prospérité de la principale branche du travail national. Vu l'importance de la tâche qui lui incombe, le

Ministère de l'Agriculture devrait être en Russie le *premier* ministère et disposer de larges ressources pour son action, avant tout pour la création d'écoles et d'académies agricoles, de stations et de sociétés agronomiques, de laboratoires, de jardins d'horticulture, etc. Tout cela est d'une vérité si élémentaire, qu'on ose à peine y insister. La réalisation de ce programme demande beaucoup d'argent, mais s'il est un domaine dans lequel le Ministère des Finances doive encourager les dépenses, c'est précisément celui de l'Agriculture. Or, M. Witte qui a réussi à grossir de 400 millions de roubles par an notre budget ordinaire, trouve difficilement quelques sous pour les écoles rurales ou les stations agronomiques (1).

Des centaines de millions pour multiplier les fonctionnaires budgétivores et malfaisants, des dizaines de millions pour augmenter les pensions, les gratifications et autres dépenses semblables en faveur des seuls employés du département des finances (2), — et pas un kopeck, ne fût-ce que pour favoriser l'élevage du bétail, quand de son développement dépend peut-être le salut de nos campagnes ! Chez nous, en Russie, il y a cinq fois plus de bureaucrates qu'il n'en faut pour notre prospérité ; en revanche, la quantité d'animaux domestiques est un nombre infini de fois moindre que nos besoins ne le comportent.

Si encore M. Witte se contentait de refuser son appui à notre agriculture ! Mais non, par de criants relèvements des tarifs d'exportation et la réduction des droits d'entrée, par l'agiotage continuel sur le cours du rouble et d'autres mesures du même genre, il s'efforce de réduire définitivement aux abois nos propriétaires fonciers. Nous en avons donné des

(1) Si je ne me trompe, la Finlande compte à elle seule plus d'écoles d'agriculture que tout le reste de la Russie !

(2) Voir *M. Witte et les Finances russes*, p. 190.

preuves palpables dans notre livre, et il nous a été particulièrement agréable d'entendre confirmer nos accusations pendant le dernier congrès tenu à Moscou par les agriculteurs. Si les justes paroles prononcées à la clôture de l'assemblée par le prince Stscherbatof ont trouvé tant d'écho en Russie, c'est précisément parce qu'elles exprimaient la légitime indignation de toute la classe agricole contre l'administration de M. Witte.

Le Ministre des Finances partage évidemment l'opinion insensée qui depuis 1860 a obscurci l'intelligence de tous nos politiciens *avancés* : il pense qu'il faut édifier la future prospérité de la Russie sur la ruine de la grande propriété foncière. C'est par suite de cette conception insensée que la grande réforme de 1861, au lieu d'être pour la Russie le point de départ d'une régénération économique et civilisatrice, a provoqué — indépendamment d'autres maux qu'il eût été facile d'éviter — la complète désorganisation de notre agriculture, tant dans la classe des propriétaires que dans celle des paysans. « Ce que voulaient nos réformateurs radicaux, ce n'est pas le bonheur du peuple, mais la ruine de la noblesse », avons-nous dit à ce sujet.

Mais, répliquera le lecteur, si M. Witte est un si grand ennemi de notre propriété foncière, comment donc expliquer le large crédit qu'il ouvre sur des dépôts de blés et autres produits agricoles ? Nous préférons répondre par les paroles du prince Stscherbatof : « Je ne puis pas ne pas faire remarquer », a-t-il dit dans son discours de clôture au Congrès des Agriculteurs, « combien est fausse l'idée de venir en aide à la grande et à la moyenne propriété en abaissant les intérêts dus à la Banque pour les prêts à long terme. »

En effet, seuls gagnent à cela les marchands de blé en relation avec les « amis bien informés » de Pétersbourg.

Voici comment, par exemple, le *Rousskoie Slovo* répond à la *Gazette du Commerce et de l'Industrie,* qui avait émis des assertions semblables : « Les conditions de notre marché sont telles, qu'une bande d'accapareurs y fait décidément tout ce qu'elle veut, jusqu'aux choses les plus invraisemblables, les plus fantastiques inclusivement. »

Après avoir expliqué que ce qui fait la principale force de cette bande, c'est qu'il dépend d'elle de donner ou de refuser le crédit aux propriétaires fonciers, l'auteur de la réponse continue : « Ils ne seraient jamais arrivés à leur position actuelle s'ils n'avaient pas trouvé un puissant concours chez nos zélés personnages de Pétersbourg — ces hommes d'action éclairés qui ont toujours à la bouche le bien du peuple, la culture spirituelle et matérielle »... *(Rousskoie Slovo.* Novembre 1895).

Citons encore la conclusion du discours du prince Stscherbatof : « Alors que depuis cinq ans le blé et la viande coûtent deux fois ou une fois et demie moins qu'auparavant, alors que le désarroi des transports par voies ferrées cause des pertes énormes à l'agriculture, quand par suite de la désorganisation de notre commerce intérieur et des mauvaises conditions du commerce extérieur, notre blé manque de demande régulière au dedans du pays et subit une dépréciation à l'étranger ; quand dans beaucoup de localités le revenu du sol est presque réduit à zéro, — les branches de la vie nationale qui vivent presque exclusivement sur l'agriculture, non seulement sont florissantes, mais donnent un revenu qui s'accroît parallèlement à l'appauvrissement des agriculteurs. Les actions du chemin de fer rapportent 20 et plus pour 100 de leur valeur primitive ; le revenu de l'industrie manufacturière n'est pas évalué à moins de 25 pour 100 et il atteint des proportions bien

supérieures; les gains des maisons de commerce et de banque leur permettent de doubler et de tripler leur valeur primitive, même dans les dernières années. Ce qui réagit d'une façon ruineuse sur la population rurale du pays, aussi bien sur les paysans que sur les grands propriétaires, ce n'est pas le bon marché des produits agricoles, mais la disproportion entre leur prix et celui que coûte leur transport, entre leur prix et celui des objets manufacturés.

La plus folle des mesures de M. Witte, c'est son dernier projet en vertu duquel la Banque des Paysans achèterait les biens de la noblesse et les donnerait « en fermage héréditaire » *(sic)* aux paysans. Le Conseil de l'Empire a écarté le projet sous cette forme, mais il a émis l'avis, ratifié par l'Empereur, d'en autoriser une partie à titre d'essai. Les membres du Conseil de l'Empire ont évidemment compris à quoi tend cette modeste réforme de la Banque des Paysans et s'ils avaient saintement rempli leur devoir envers le Tsar et envers la Russie, ils auraient dû formuler carrément sur ce projet la conclusion suivante : « Attendu que ce projet n'est au fond qu'une tentative de réaliser par la voie législative le « Partage Noir », le fameux programme révolutionnaire de nos collectivistes, le Conseil de l'Empire estime qu'il n'y a pas lieu de l'examiner sérieusement et croit, au contraire, de son devoir d'appeler l'attention de l'autorité suprême sur les tendances pernicieuses du Ministre qui, après avoir par ses réformes socialistes entraîné la Russie dans la voie glissante du socialisme d'Etat, entre aujourd'hui ouvertement dans celle du collectivisme révolutionnaire ». La demi-mesure à laquelle s'est arrêté le Conseil de l'Empire peut, comme toutes les demi-mesures, avoir de funestes conséquences.

Pour apprécier de si dangereux « essais, » puisque

c'est à titre d' « essai » que le Conseil de l'Empire autorise ce projet, il faut aller au fond des choses et prévoir comment l'expérience sera interprétée dans la masse ignorante de nos paysans. Nos révolutionnaires n'auront qu'à leur expliquer que, sur le conseil du grand ministre Witte, le Tsar voulait acheter aux frais du Trésor les biens des nobles et les distribuer aux paysans, mais que les propriétaires ont empêché l'exécution de cette volonté impériale. La conclusion et les résultats sont faciles à prévoir. Grâce au monopole des spiritueux, M. Witte a organisé en Russie toute une armée de fonctionnaires dévoués et dépendant de lui — les cabaretiers : voilà des agents tout trouvés pour propager divers bruits dans le peuple et préparer une révolution. Est-il possible que les membres du Conseil de l'Empire n'aient pas prévu qu'à un moment donné M. Witte n'aura qu'à remuer la main pour susciter une nouvelle révolte de Pougatchef ?

La sagesse des hommes d'Etat consiste à prévoir et à prévenir le mal. Cette sagesse, le Conseil de l'Empire ne l'a pas montrée dans son jugement sur le projet de M. Witte. Des milliers de malheureux jeunes gens périssent chez nous en prison et dans l'exil, dont tout le crime est d'avoir eu chez eux des ouvrages soporifiques de Marx (1) ou des exemplaires de *Terre et Liberté* et du *Partage noir*. En même temps un ministre du Tsar applique également en Russie les plus folles théories de Marx et s'efforce de réaliser par la même voie législative le programme de *Terre et Liberté*. (« Terre et Esclavage » serait plus juste) et

(1) Si l'on avait chez nous le bon esprit d'autoriser la vente de ces livres, personne ne les lirait, et il n'y aurait pas lieu de perdre une jeunesse inexpérimentée en punissant avec une monstrueuse rigueur des peccadilles enfantines.

de Partage Noir, sans que cela étonne, émeuve ou révolte nos hauts dignitaires!

Seule la noblesse à tressailli. Les nouvelles réformes de la Banque des Paysans ont causé quelque émoi dans le monde des propriétaires, à en juger du moins par certains articles de journaux, notamment le bel article de K. Golovine, dans le *Novoie Wremia*. Là on a saisi les intentions de M. Witte.....

Toutefois, de ce que ce dernier déteste les propriétaires fonciers, il ne s'en suit pas qu'il brûle d'amour pour le moujik russe. Loin de là, son désir de réaliser le « Partage Noir » à l'aide d'oukases impériaux procédait de vues tout autres, de même, au reste, que le souci d'améliorer la condition de nos ouvriers est complétement étranger à ses innovations socialistes. D'ailleurs, il serait trop absurde de rêver pour nos paysans une prospérité fondée sur la ruine des propriétaires! En Russie, plus encore qu'à l'étranger, les intérêts de tous les agriculteurs sont étroitement liés les uns aux autres; tout coup porté au grand propriétaire se répercute d'une façon quelconque sur le propriétaire-paysan et vice versa.

Si le malheureux sort de nos paysans intéressait en effet notre Ministre, il n'aurait pas à chercher longtemps les moyens de l'adoucir. Tourmenté qu'il est par le prurit législatif, il devrait d'abord supprimer l'emploi barbare de la fustigation dans le recouvrement des impôts. Les châtiments corporels conservés comme pénalité administrative sont, avec le système des exils administratifs (1), le plus honteux vestige qui subsiste de l'ancien temps. Le maintien de ces abus nous ôte le droit de nous considérer comme une

(1) Dans nos « Principes de l'Autocratie » (*La Russie contemporaine*, chapitre v), nous avons montré combien ces manifestations de l'arbitraire administratif et d'autres semblables, sont en opposition avec l'esprit même de l'autocratie véritable.

nation cultivée, car la première condition d'un état civilisé c'est le règne de la justice et le respect de la personne humaine. Mais de tous les usages révoltants que l'on fait chez nous des verges, celui qui consiste à percevoir avec leur aide les impôts dus par d'infortunés paysans, est, sans contredit, la manifestation la plus éhontée, la plus sauvage d'un brutal arbitraire.

Bien loin de songer à affranchir nos moujiks de ce privilège *à rebours,* le socialiste Witte a présenté l'année dernière au Conseil de l'Empire, un projet de loi tendant à rendre plus rigoureux encore les cruels moyens de coercition dont dispose le fisc!

M. Witte a pensé moins encore à alléger les charges écrasantes qui pèsent sur la population rurale. Dès son arrivée au ministère il essaya de rétablir l'impôt sur le sel. C'est même ce début qui nous poussa à entreprendre en décembre 1892 dans la *Nouvelle Revue*, notre première compagne contre le Ministre. Son action ultérieure consista à inventer toute espèce de procédés fiscaux pour réduire à la dernière extrémité le paysan russe. L'énumération de ces diverses mesures nous mènerait trop loin. Bornons-nous à deux exemples. L'ivrognerie et le cabaret sont les principaux fléaux de nos campagnes. Faire perdre au moujik l'habitude de l'eau-de-vie et l'affranchir de la dépendance des cabaretiers (1), tel est en Russie le premier devoir d'un homme de gouvernement. Pour le remplir, il est indispensable d'instituer le monopole de l'alcool [que nous avons recommandé dès 1891, Principes de l'autocratie], et d'organiser des sociétés de tempérance en même temps que de favoriser la multiplication d'établissements où le thé soit la seule

(1) Dans la même *Russie contemporaine* (page 341), nous avions indiqué plusieurs mesures efficaces pour lutter contre les cabaretiers; depuis lors, grâce à l'initiative de l'empereur défunt, elles ont reçu force de loi.

boisson autorisée. Tout cela est si naturel que M. Witte lui-même crut devoir tenter l'essai du monopole des spiritueux. Mais à cet homme persuadé qu'il suffit que le seul cerveau de M. Rothstein pense pour les cent millions d'âmes du peuple russe, et qu'on n'a qu'à édicter des lois et des règlements dans les sections d'un ministère pour que dans l'immense empire russe tout aille comme sur des roulettes, quelques jours suffirent pour élaborer sur le papier le projet d'une réforme aussi colossale et complexe que l'introduction d'un monopole qui touche à tant d'importantes questions sociales, économiques et financières. En quelques mois, la réforme traversa toutes les épreuves législatives; on décida de l'introduire comme essai dans les quatre provinces les plus orientales de la Russie d'Europe; celles qui par leur immense étendue, par les conditions spéciales de leur population et leur éloignement du centre gouvernemental, se prêtaient le moins à une pareille expérience! La première condition pour le succès du monopole de l'alcool devrait être naturellement que le Trésor possédât les distilleries de rectification en mesure de fournir réellement au public des spiritueux de meilleure qualité que les horreurs avec lesquelles les cabaretiers l'empoisonnent. Ensuite il eût fallu organiser un personnel pour le nouveau commerce, trouver les locaux *ad hoc,* prendre des mesures pour sauvegarder les intérêts des débitants et des distillateurs existants; en un mot, dans la substitution d'un nouveau régime à l'ancien, brusquer le moins possible les habitudes de la population, afin que l'expérience pût en effet donner des résultats précieux quant au jugement à porter sur l'utilité de la réforme entreprise.

Pour notre réformateur tout cela c'étaient des détails indignes d'attention. S'inquiéter des habitudes séculaires, des besoins de la classe pauvre, fi donc! Est-ce

que c'est l'affaire d'un haut dignitaire pétersbourgeois? Donner de meilleure eau-de-vie au paysan et à l'ouvrier? Pourquoi? Il suffit d'acheter aux cabaretiers leurs provisions ou de faire préparer à la hâte un nouveau poison à l'aide de quelques vieux alambics par les titulaires des nouveaux débits; chercher des locaux convenables? Inutile, les moujiks et les ouvriers peuvent boire dans la rue, vu la douceur du climat à Perm et à Orembourg, ce sera même hygiénique pour le peuple!

On devine quels résultats a donnés une expérience faite dans de telles conditions. Il suffit de lire les lettres provenant des quatre gouvernements que le *Messager des Finances* lui-même a publié les 3 et 17 septembre, pour se faire une idée de ce qui s'est passé. Quelques citations seulement : d'Orembourg on écrit : « L'ivresse publique, ivresse contractée en pleine rue, fait son apparition en même temps que la réforme et soulève un vif mécontentement..... Le nombre des ivrognes arrêtés et conduits au poste, a été plus élevé pendant les sept premiers mois de 1895, que pendant la période correspondante de 1894..... » La fermeture des cabarets, les seuls endroits où la population pauvre peut se réunir et la défense de boire sur le lieu de la vente l'eau-de-vie achetée, forcent les habitants à boire dans les rues, à emporter l'eau-de-vie à leur travail, chez eux, à l'usine, c'est-à-dire à *s'enivrer* partout et toute la journée! La nuit la population se réunit dans des bouges ignobles où elle boit de l'eau-de-vie de contrebande.

De Zlatoost on écrit : « On ingurgite l'eau-de-vie au grand air, sur les trottoirs ou sur les bancs des squares... les collines qui entourent la ville sont le rendez-vous favori des clients de la régie... Les cas d'ivresse publique ont augmenté... A Zlatoost, le nombre d'individus ramassés ivres-morts a augmenté

de 68 pour 100 ». De Samara arrivent les mêmes doléances. Le correspondant constate encore que, comme on est obligé de boire l'eau-de-vie achetée « à jeun et avec la précipitation qu'inspire la crainte de la police, l'eau-de-vie abîme l'estomac et grise rapidement..... on voit dans les rues des attroupements de pochards, et on reconnaît de loin l'emplacement du bureau de la régie aux cris et aux rixes.....(1). »

De partout on écrit aussi que si l'ivrognerie a augmenté, si les scandales ont atteint des proportions extraordinaires, par contre les recettes du Trésor ont subi une diminution assez sensible, c'est-à-dire que le commerce de l'eau-de-vie de contrebande est en pleine prospérité. Comment, d'ailleurs, pouvait-on en douter, connaissant les usages locaux et policiers? Notons encore le fait suivant où se manifeste dans tout son éclat l'intelligence gouvernementale de M. Witte. Dans le monde entier, quand on fait l'essai d'une institution nouvelle, c'est pour se former d'après les résultats de l'expérience, une idée juste de l'innovation. M. Witte estime cette précaution superflue : « Avant qu'il fût possible de tirer aucune conclusion ni conjecture de ce premier essai, le Ministre des finances crut devoir soumettre au Conseil de l'Empire un projet de loi instituant le monopole du Nord-Ouest, de l'Ouest, du Sud-Ouest et dans une partie du Midi. » Celui qui écrit ces lignes n'est autre que l'ineffable Barbet, le défenseur de M. Witte, dans l'organe officiel du Ministre, dans le *Bulletin russe* (octobre, page 190)! Le 24 avril, le Conseil de l'Empire approuva le projet de M. Witte et, à partir de la présente année, la réforme sera introduite dans vingt-cinq nouveaux gouvernements!

Rappelons aussi que la réforme touche à une ques-

(1) Le *Bulletin Russe*. Octobre 1895.

tion vitale pour les populations de nos campagnes et qu'il y va pour le Trésor d'un revenu annuel de 300 millions de roubles !.....

Mais ce n'est pas tout. Préalablement à la fermeture des cabarets, il aurait fallu ouvrir des débits de thé. M. Witte qui est toujours pressé, — comme s'il sentait que son règne sera de courte durée — ne s'inquiète pas de cela et nous avons vu plus haut les résultats. Depuis lors, du reste, le Ministre des finances s'est arrangé de façon à rendre l'ouverture des débits de thé superflue pour le bas peuple. Bientôt, en effet, il ne sera plus permis qu'à la population aisée de boire du thé : la réglementation de la production sucrière, décrétée par M. Witte pour mieux enrichir les fabricants (1), a tellement élevé les prix du sucre et de la cassonade que, de l'aveu presque unanime de la presse russe, ces objets de consommation sont devenus, pour le pauvre moujik russe un luxe inaccessible. Nos gens du peuple perdent ainsi les seules sensations *douces* de leur existence. « Nous voulons faire en sorte que, même le bétail anglais, se nourrisse de sucre russe, tandis que l'homme russe n'osera pas en manger un morceau », a très justement observé Nicolas Verestchaguine (*Novoïe Wremia*, 4 novembre).

M. Witte aime à rappeler dans ses rapports qu'il poursuit l'exécution des heureux desseins du règne passé. Ne sait-il pas qu'Alexandre III, sur le conseil de Katkof, refusa, par deux fois, de ratifier la limitation de la production sucrière, mesure que le Comité des Ministres avait adoptée, à la presque unanimité, sous la pression du Syndicat des Sucriers ?

Nous devons nous arrêter, car sur les abus du

(1) Surtout ceux de l'Allemagne, car, par la suppression des primes d'exportation, M. Witte a rendu aux fabricants russes impossible la concurrence à l'Allemagne sur les marchés étrangers.

monopole des spiritueux et de la limitation de la production sucrière on pourrait écrire plusieurs volumes.....

Le monde industriel et commercial a-t-il lieu d'accorder plus de confiance à notre administration financière que le monde de l'agriculture ? Au contraire, les sujets de défiance sont ici encore plus évidents et les plaintes contre un arbitraire ruineux encore plus bruyantes. Certaines branches de notre industrie, grâce à diverses circonstances heureuses ont fait de grands progrès dans les deux dernières années. Il suffit de rappeler le développement de l'industrie du pétrole et de la métallurgie, celle-ci, par suite de la découverte de minerais de fer dans le gouvernement d'Iekaterinoslof et de gisements de houille dans les gouvernements limitrophes. Il ne serait pas difficile de prouver que l'augmentation des revenus de l'Etat depuis sept ou huit ans, là où elle n'a pas été provoquée par de nouvelles et onéreuses mesures fiscales ou par un accroissement considérable de la population, a été due *exclusivement* au développement de notre industrie métallurgique et au surcroît général d'activité qui en est immédiatement résulté pour le commerce. L'administration financière de M. Witte n'a pas eu plus de part à ce favorable concours de circonstances qu'à l'accroissement gigantesque de notre population, lequel nécessairement s'est traduit aussi par une augmentation des facultés imposables du pays.

Du reste, comme nous l'avons prouvé dans le Bilan de la gestion financière de I. A. Wyschnegradski (1), l'élévation des dépenses de l'Etat a été beaucoup plus rapide que celle des recettes.

Pour ce qui est des progrès de l'industrie et du

(1) Voir *Bilan* etc. Lausanne, librairie Benda, page 28.

commerce, on peut dire hardiment que, sans la nuisible ingérence de l'administration de M. Witte, ces deux branches de la richesse nationale auraient atteint un développement dix fois plus puissant que celui auquel elles sont parvenues. Le premier coup et le plus rude leur a été porté par les traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche. Nous l'avons prouvé, chiffres en main, de la façon la plus irréfutable dans notre livre, et le Barbet de Witte a encore souligné cette démonstration par ses tableaux comparés de l'importation et de l'exportation allemande en Russie avant et depuis le traité. Les comptes rendus publiés chaque année par le bureau allemand de statistique montrent, on ne peut mieux, quelle influence bienfaisante ce traité a exercé sur la prospérité de l'industrie allemande et, en particulier, de la métallurgie. Ceux mêmes qui avaient le plus vivement défendu M. Witte contre ses accusateurs sous ce rapport ont dû depuis reconnaître, comme un fait indéniable, la concurrence victorieuse de l'Allemagne en Russie. Nous jugeons donc superflu d'insister. Bornons-nous à donner ici un extrait du dernier compte rendu officiel allemand qui prouve combien l'exportation germanique s'est encore accrue en 1895. Ce tableau est spécialement intéressant en ce qu'il indique le pour 100 de l'exportation allemande en Russie par rapport à l'exportation totale de l'Allemagne, laquelle, d'une façon générale, a augmenté depuis deux ou trois ans dans des proportions énormes. L'élévation de ce rapport du pour 100 a donc une éloquence particulière.

Part de l'exportation en Russie dans l'ensemble de l'exportation allemande (1) :

(1) Pour éviter les malentendus nous donnons le tableau dans le texte allemand.

	1892	1893	1895
Eck-und Winkeleisen.....	5.5	7.5	16.4
Stabeisen.....	10.8	12.9	33.4
Platten und Bleche.....	10.9	18.0	39.4
Locomotiven und Locomobilen	2.8	6.2	28.6
Maschinen und Gusseisen.....	13.6	13.5	25.9
Nähmaschinen.....	8.1	8.2	19.9
Grobe Eisenwaaren.....	9.9	8.15	11.4

Sur une exportation totale de 8 millions Doppelcentner, la part de la Russie a été d'environ 3 millions.

La sollicitude de M. Witte pour l'industrie allemande est telle que la prospérité de certaines entreprises industrielles russes, en dépit du traité avec l'Allemagne, — comme nous l'avons montré déjà dans le chapitre précédent, — cause une extrême irritation au Ministre et à ses scribes officieux. Dans les articles intitulés « Atrocités turques », la *Gazette du Commerce et de l'Industrie* s'efforce de déshonorer des entreprises industrielles absolument privées et nullement des monopoles, qui donnent de beaux dividendes. Le secrétaire scientifique du Ministre s'indigne des 20 pour 100 que rapportent les usines de Briansk et de Poutilof (voir page 80), et le *Messager des Finances*, en publiant au plus fort de la panique l'article déjà cité, cherchait à tuer le crédit de ces établissements! Ainsi que le lecteur s'en est déjà convaincu, le krach et la panique avaient été provoqués par M. le Ministre lui-même et ce non seulement dans le but d'enrichir ses « amis initiés » (un Ministre des Finances a tant d'autres moyens pour cela!) mais encore afin de ruiner l'industrie et le commerce russe. Comment expliquer autrement son refus de renforcer le comptant de la Banque d'Etat, quand la caisse de celle-ci était à sec, pour venir en aide au marché commercial et financier?

Mais en dehors même de toutes ces mesures violentes dirigées contre le développement de l'industrie russe, est-ce que tout le système de M. Witte n'est pas en opposition directe avec les plus essentielles conditions de sa prospérité? Un large champ laissé à l'initiative individuelle, des garanties légales contre l'ingérence et l'arbitraire de l'administration, l'attention prêtée aux besoins exprimés par les personnes compétentes intéressées, surtout l'absence de tout favoritisme et l'égalité de traitement assurée à tous les concurrents, — qui ne sait que sans ces éléments fondamentaux aucun commerce, aucune industrie, un peut, nous ne disons pas fleurir, mais seulement exister? Or, tout le système de M. Witte tend précisément à supprimer ces conditions. Le Ministre des Finances règlemente la quantité de sucre que chaque fabrique peut produire et vendre, la quantité qu'elle peut avoir en entrepôt, le prix auquel elle doit vendre ce sucre et ce que le peuple russe a le droit de consommer sans payer une accise double (3 r. 50 kop. par poud au lieu de 1 r. 75 kop.). Il faut l'autorisation du Ministre pour que dans le coin le plus reculé de la Russie un aubergiste ait le droit de vendre un petit verre d'eau-de-vie (1) à un homme du peuple. A présent M. Witte s'occupe de la fabrication du vin en Russie et tout dans cette branche de travail va être soumis à la réglementation et au contrôle administratif. Toute activité propre qui se manifeste dans la société, dès lors qu'elle peut intéresser, si indirectement que ce soit, le département des finances, est entravée par des lois et des circulaires dont chacune se termine invariablement par la phrase stéréotypée : « Pour cela il faut une autorisation

(1) *Bulletin russe...* Octobre 1895, page 184. « Pour vendre hors des villes de l'eau-de-vie au verre..., il faut une autorisation du *Ministre des Finances...* »

particulière de M. le Ministre des Finances », c'est-à-dire que M. Witte se réserve la faculté d'interpréter ces règlements et d'y déroger selon son bon plaisir.

Sans l'autorisation du Ministre les Compagnies privées à qui appartiennent des chemins de fer n'osent commander ni un wagon, ni une locomotive (1); autrement dit, elles sont forcées de les commander aux industriels, allemands pour la plupart, qui jouissent de la protection spéciale de MM. Witte et Rothstein. Les usines n'osent distribuer des dividendes à leurs actionnaires qu'après avoir obtenu au préalable l'autorisation de M. Witte (2). Il terrorise les banques privées comme il terrorise toutes les entreprises industrielles et commerciales de quelque importance. Jamais, pas même pendant la Terreur de 1793 en France, les agents du Comité de salut public ne sont intervenus aussi despotiquement dans la vie économique du pays que ne le font les employés de M. Witte.

A la concussion, à la dilapidation des deniers de l'État et à l'exploitation effrontée du malheureux public ont été ouverts des horizons que n'avaient pas rêvés nos budgétivores même dans les époques les plus lointaines de notre histoire.

Le mal de la Russie est dans une centralisation démesurée, dans l'extraordinaire puissance de la bureaucratie la plus routinière, la plus malfaisante qui par son formalisme, son arbitraire, son esprit pétrifié tue toute initiative vivante, tout heureux germe, toute manifestation de la volonté et de la pensée humaine. Il semblait impossible de resserrer encore les mailles du filet administratif qui enveloppe la société. — M. Witte a trouvé moyen d'aggraver ce

(1) Circulaire expédiée à la fin de janvier.
(2) Voir plus haut l'incident relatif à la Société de Sormof.

fléau de la Russie. Le rachat des chemins de fer, le monopole des spiritueux, la réglementation de la production sucrière, des centaines d'autres mesures prises par lui ont décuplé le nombre des employés et le Trésor, naturellement aux frais de la masse des contribuables, doit chaque année grossir ses dépenses de centaines de millions pour entretenir cette foule de nouveaux budgétivores. Mais qui comptera combien de millions passent directement de la poche des particuliers dans les mains de cette armée de M. Witte ?

De tous les systèmes socialistes le Ministre des Finances a choisi pour la Russie le plus meurtrier, ce socialisme d'État qui tend à transformer le pays en une vaste caserne, où une armée de fonctionnaires règle despotiquement toutes les manifestations de la vie sociale, — où il n'y a de place ni pour la liberté individuelle, ni pour la pensée originale, où tout et tous obéiront passivement au bâton d'un caporal galonné de vert. — Cette homme pousse cependant le cynisme à un tel point qu'en même temps qu'il transforme ouvertement et par la voie législative l'empire russe selon la formule de Karl Marx, il a l'impudence d'accuser auprès de l'Empereur ses adversaires de tendances socialistes !

A l'occasion de l'Exposition de Nijni-Nowgorod, la Société impériale pour l'encouragement du commerce et de l'industrie russe avait résolu de convoquer le 10 août un congrès, dans lequel seraient examinées les questions relatives au développement économique de la Russie depuis dix ans. Le président de la Société, le comte Ignatief, sollicita de M. Witte l'autorisation de réunir ce congrès et elle lui fut refusée sous prétexte que dans cette assemblée pourraient être émises des théories socialistes ! ! Quelques jours plus tard, le 12 janvier, M. Witte obtint de

l'Empereur l'interdiction de ce congrès. On comprend qu'après celui des agriculteurs à Moscou, M. Witte ne tenait guère à ce que les représentants de l'industrie et du commerce russe le fassent à leur tour « passer par les baguettes ». Mais n'est-il pas vrai que le prétexte choisi est instructif au plus haut degré (1)?

Les chefs d'industrie sont tenus d'assurer leurs ouvriers contre la mutilation et autres accidents du travail. Les Compagnies d'assurances abusent de cette obligation pour exiger des primes exorbitantes, au préjudice des ouvriers aussi bien que des patrons!

En conséquence, il se forma un groupe d'industriels qui demandèrent au Ministre l'autorisation d'organiser une société pour cette assurance spéciale, sur des bases beaucoup plus avantageuses aux ouvriers. Après avoir écouté d'un air très bienveillant les pétitionnaires, M. Witte leur demanda si à cette assurance les usiniers ne voudraient pas y joindre l'assurance des ouvriers contre les besoins de la vieillesse. Les industriels répondirent qu'avec le temps leur société ferait aussi entrer cette assurance dans le cercle de son action. *Au bout de quelques jours ils ne furent pas peu étonnés de recevoir un refus catégorique!* Evidemment encore ici M. Witte projette quelque nouvelle application du socialisme d'État.

Même dans une œuvre aussi bienfaisante, l'initiative privée qui n'exige aucun sacrifice de la part du Trésor, lui est odieuse.

Tout ce qui précède montre suffisamment que dans la défiance générale inspirée par M. Witte, mon livre n'a joué qu'un rôle auxiliaire. J'ai seulement le premier attiré l'attention sur le vrai caractère de son

(1) Voir la *Frankfurter Zeitung* du 7 février.

activité, je l'ai fait envisager d'une façon plus critique et j'ai aussi hâté de quelques années le réveil du bon sens. Mais « les mensonges répandus systématiquement » par M. Witte, surtout dans un domaine aussi positif que les finances, où les chiffres permettent des jugements d'une exactitude mathématique, se seraient tôt ou tard révélés d'eux-mêmes.

A l'étranger et particulièrement en Allemagne, dans les cercles bien informés, on n'avait pas attendu l'apparition de mon livre pour apprécier à sa valeur l'activité de M. Witte. Seulement on s'en taisait dans la presse, parce que cette activité servait les intérêts germaniques.

M. Witte se trompe pourtant quand il assure dans son Rapport que si les Français voulaient se débarrasser de leurs fonds russes, les Allemands les achèteraient volontiers. *Tant que M. Witte restera à la tête de nos finances* — certainement non. En Allemagne on lui sait beaucoup de gré des immenses services qu'il a rendus au commerce et à l'industrie de ce pays, surtout à l'industrie métallurgique ; cette gratitude est, du reste, fort relative car les « cercles bien informés » sont loin d'ignorer à quel prix ces services ont été payés (1). Mais « in Geldsachen hört die gemüthlichkeit auf » ; acheter par pure reconnaissance les fonds d'un pays dont M. Witte gère les finances de la façon que l'on connaît, les Allemands ne le feront pas. Cette seule circonstance que M. Witte a pu conserver quelque temps ses fonctions après avoir été publiquement convaincu d'actes si criminels, a dû forcément détruire la confiance dans nos finances, car pour les gens informés le fait ne comporte qu'une seule explication : « Evidemment les révélations de Cyon n'ont pas été une

(1) Voir *M. Witte et les Finances russes*, page 22 et suivantes.

surprise en Russie dans les sphères gouvernementales, mais les finances du pays se trouvent dans un état si déplorable qu'on ne peut pas se passer du système de M. Witte ». Chez nous malheureusement on n'a pas compris qu'une pareille conclusion était inévitable ; autrement au lieu de l'oukase du 26 juillet qui n'a fait que mettre dans un plus grand relief le bien fondé de mes accusations, il eût paru un oukase instituant une commission d'enquête et renvoyant M. Witte devant la justice. C'était le seul moyen de prouver qu'aucune solidarité n'existe entre notre gouvernement et le Ministre accusé.

Toutefois l'équité nous fait un devoir reconnaître que la défiance dont M. Witte est l'objet et qui est si outrageante pour un Ministre des Finances, il ne la rencontre pas partout. Chez nous et à l'étranger, en dehors même de ses « amis bien informés », il y a des gens que son activité remplit de confiance et d'espoir, — ce sont précisément nos révolutionnaires. Dans le volume consacré aux grandes actions de notre ministre, j'ai dit qu'elles devaient à coup sûr obtenir l'approbation de tous les éléments factieux de la Russie. Je ne me trompais pas. Dans le concert d'aboiements par lequel notre presse a accueilli mon livre, les aboyeurs les plus acharnés n'ont pas été les organes officieux, pas même ceux à qui M. Witte a donné pour cela des raisons sonnantes. Non ; les plus enragés furent nos journaux et périodiques radicaux : les fervents socialistes du *Messager du Nord*, les fruits secs du professorat attachés à la rédaction des radicales *Nouvelles russes* et autres représentants de notre presse révolutionnaire légale. Non moins significative fut l'attitude de nos organes révolutionnaires à l'étranger : seuls dans toute l'Europe, ils gardèrent un profond silence sur les prouesses de M. Witte !

Le Ministre des Finances, comme nous l'avons

montré à plusieurs reprises, n'est pas seulement socialiste, mais encore, à en juger par ses projets de lois, en partie collectiviste. Du reste, en vrai provincial qu'il est, même comme nihiliste il retarde de plusieurs dizaines d'années. Il croit encore à l'effet salutaire de la malpropreté physique et de la grossièreté voulue des façons, à la rédemption des femmes déchues par le mariage, et à beaucoup d'autres chimères dont se nourrissaient les esprits avancés de 1860. Les programmes de *Terre et Liberté* et du *Partage Noir* lui paraissent maintenant encore le dernier mot de la sagesse économique et politique.

Pendant un temps toutefois faiblirent les espérances que nos révolutionnaires avaient conçues à l'arrivée d'un de leurs coreligionnaires politiques au ministère. Leur principal organe, les *Petites Feuilles volantes*, publia, il y quelques mois, des extraits de la correspondance du docteur Bielogolovy, radical pur sang, qui n'a jamais caché ses convictions et qui, contrairement à l'usage de ses frères et amis, a toujours fait fi des emplois publics.

Voici comment il juge les premiers actes de M. Witte comme ministre des finances : « Pour le moment toutes ces mesures se réduisent à l'augmentation des anciens impôts indirects dont la classe indigente supporte exclusivement tout le poids..... quant à l'impôt sur le revenu, il est encore remis aux calendes grecques (1) ». Mais depuis lors M. Witte a réparé le temps perdu et il est rentré en grâce auprès des révolutionnaires. Non seulement ils gardent le silence sur ses exploits, mais à l'occasion ils profitent de la franchise des « amis personnels de M. Witte (2) » (*sic*) pendant ses séjours à l'étranger,

(1) *Les Petites Feuilles volantes*, n° 25, 15 octobre.

(2) Ces mots sont en italiques dans le texte des *Petites Feuilles volantes* du 15 septembre. Depuis que j'ai rapporté dans mon livre

pour recueillir divers renseignements de caractère intime sur des prétendues discordes intestines au palais.

Si la personnalité de M. Witte leur semble peut-être un peu sujette à caution, en revanche ils ont pleinement raison de fonder sur son activité les plus belles espérances. Nos révolutionnaires savent très bien quel rôle prépondérant joua dans la chute de la monarchie française, la ruine générale du pays provoqué par les folles spéculations de John Law et les monstruosités financières de Calonne. Or M. Witte, ainsi que nous l'avons prouvé (1), copie avec une minutieuse exactitude, dans sa politique financière, ces deux protagonistes de la Révolution française.

De plus, il y a deux ans, M. Witte a failli nous mettre aux prises avec l'Allemagne. Si la guerre douanière ne s'est pas transformée en conflit armé, c'est seulement parce que nous avons signé un traité tel que l'Allemagne n'aurait pas pu nous en imposer un plus ruineux même après l'écrasement complet de la Russie. L'année passée il a fait tout ce qui dépendait de lui pour nous lancer dans une guerre avec le Japon. N'y ayant pas réussi, il a fourni plusieurs centaines de millions de francs au Japon, pour que ce dernier fasse bonne contenance au prochain conflit qui éclatera entre lui et nous (2).

On sait que nos révolutionnaires comptent, pour la réalisation de leurs criminels desseins, sur la défaite de la Russie. « Il y a des hommes intelligents qui déblatèrent longuement sur toutes les vilenies contemporaines et qui, quand on leur demande :

les innombrables interviews du ministre, ses conversations avec les journalistes publiées sous le nom des « amis de M. Witte ». Le *Daily Chronicle* du 14 septembre a aussi publié une fort instructive interview de ce genre.

(1) Voir *M. Witte, etc.*, pages 145, 166, 171, 172.

(2) Voir plus haut, chapitre II.

« Mais comment tout cela finira-t-il ? » répondent : « Nous aurons peut-être la guerre au printemps, les Allemands nous flanqueront une bonne raclée ». — En un mot ce sont toujours les mêmes espérances séculaires fondées sur un *peut-être* et sur la défaite qui seule peut nous rendre raisonnables. » Celui qui a écrit ces lignes n'est autre que le docteur Bielogolovy (1), et il connaissait parfaitement ses amis politiques.

Les catastrophes intérieures et extérieures sont également désirables pour nos radicaux et nos révolutionnaires (2). Et qui mieux que M. Witte, le ministre « tout-puissant et décidant de tout » peut amener une catastrophe semblable? Il est même obligé de la provoquer, ne fût-ce que pour rejeter sur elle la banqueroute de sa politique financière.

Les « *amis de M. Witte* » (3) comparent la situation actuelle du gouvernement russe à certaines époques du siècle passé et menacent même d'une révolution dynastique. Sur un point on serait volontiers d'accord avec eux : Ce n'est qu'aux époques les plus troublées du siècle dernier qu'on peut rencontrer des aventuriers-dictateurs du type de M. Witte. Mais jamais les plus puissants d'entre eux n'ont concentré dans leurs mains une autorité aussi illimitée que celle dont jouit notre héros. Un ministre des finances qui jongle avec des centaines de millions, qui a su soumettre à son bon plaisir non seulement toutes les forces vives du gouvernement, mais encore la destinée économique du pays et de toute la population, un ministre dont

(1) *Les Petites Feuilles volantes*, l. c.

(2) Dans son ouvrage, *Au pays de l'absolutisme* (chapitre VII), le critique danois G. Brandès, constate avec surprise « ce souhait presque unanime d'une grande et désirable défaite, que l'étranger entend partout en Russie ».

(3) Voir plus haut.

le principal *instrumentum regni* est la corruption, dispose en réalité d'un pouvoir que pas un autocrate n'a encore possédé en Russie.

Les exploits des favoris du XVIIIe siècle sont inscrits en lettres de sang dans l'histoire russe. Il n'est pas difficile de dire ce que leur domination a coûté aux tsars et au peuple.

Et sans être grand prophète on peut prédire où un favori nihiliste, dévoué de corps et d'âme à une puissance étrangère conduira la Russie...

APPENDICE

Devant la gravité des problèmes qui se débattent entre Witte et moi, les questions personnelles paraissent bien mesquines et sont peu dignes d'attention. Aussi me suis-je abstenu de reproduire dans l'édition française l'exposé des conditions dans lequelles je fus victime d'un acte de stupide arbitraire pour avoir dévoilé les turpitudes de la gestion financière de M. Witte, cet exposé ne pouvant intéresser que le lecteur russe.

Il y a pourtant dans l'oukase du 26 juillet 1895, un côté d'un intérêt général, qui touche le fond même du débat. C'est ce côté-là que je crois devoir éclaircir. Les hommes politiques français, qui, par indifférence ou par ignorance, avaient laissé créer la situation pleine de dangers pour l'épargne française, s'étaient vivement émus des révélations de mon ouvrage sur la gestion financière de M. Witte. Alors il était encore possible, sinon aisé, de remédier à la situation, entre autre en obtenant du gouvernement russe des avantages économiques, qui auraient rendu à l'industrie française une partie au moins des nombreux milliards si généreusement prêtés à la Russie.

Le gouvernement français a préféré un remède bien plus facile à appliquer : discuter l'évidence de mes accusations étayées par des preuves irréfutables était impossible; mais par contre, grâce aux mœurs

bien connues de la presse française, on pouvait les étouffer — et faire le silence sur les dangers menaçant également la France et la Russie.

L'oukase du 26 juillet, par lequel je fus rayé du nombre des sujets russes pour mon ouvrage sur M. Witte, est venu très à propos prêter un précieux appui à cette politique d'autruche. L'esprit public en France est resté religieusement fidèle à l'ignorance des choses de l'étranger, — il était donc aisé d'accréditer à l'ombre de cet oukase quelque légende destinée à détruire l'effet de mes révélations. Afin de ne pas se mettre en frais d'imagination on a adopté une calomnie déjà lancée par les reptiles allemands, passés après la suppression des fonds de guelfes, avec armes et bagages au service de Witte. Cette calomnie, la voici dans toute sa simplicité : Je me serais fait fort de faire à Pétersbourg la preuve de mes graves accusations contre Witte, si l'on me mettait en mesure, au moyen d'un sauf-conduit me donnant toute sécurité, d'aller porter là-bas, à qui de droit, la preuve de mes dires. Witte se serait empressé de mettre ce sauf-conduit à ma disposition en me sommant de venir à Saint-Pétersbourg faire cette preuve. Impuissant de tenir mes promesses, j'aurai ainsi implicitement reconnu le mal-fondé de mes accusations. L'oukase impérial serait le juste châtiment de mon audace !.....

La légende est bête à faire pleurer ; ses invraisemblances devaient sauter aux yeux des gens les plus aveugles :

Je n'avais pas à aller à Pétersbourg faire la preuve de mes accusations par la simple raison que ces preuves je les ai surabondamment fournies dans mon livre, et cela à l'aide de documents officiels, publics ou non, qui, pour la plupart, émanaient du ministre des finances lui-même.

Dans sa réponse à mon ouvrage, publiée dans

son organe officiel M. Witte a bien contesté l'exactitude de l'orthographe française de mon nom, mais *il s'était bien gardé de mettre en doute l'authenticité des documents publiés.* Il avait à cela de bonnes raisons : cela m'aurait amené à publier *in extenso* les documents, dont je n'ai donné jusqu'alors que des extraits les moins compromettants. Il m'a suffi de souligner, dans ma riposte à la réponse de M. Witte, cette reconnaissance implicite de l'authenticité de mes preuves pour que, même les soutiens les plus effrontés de notre Ministre, s'obstinèrent à parler de sa malheureuse tentative de se laver de mes accusations.

Je me contenterai de reproduire ici deux documents officiels pour démontrer toute l'inanité de la légende propagée par des politiciens aux abois, cherchant à dégager les graves responsabilités qui pèsent sur eux.

Voici le texte de la lettre officielle par laquelle la Légation Impériale à Berne m'invitait à rentrer en Russie :

MINISTÈRE
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
—
Légation Impériale de Russie
EN SUISSE
BERNE
—
Le 15/27 Mai 1895
N° 431

Au Conseiller d'État actuel
Monsieur de Cyon
à Territet.

« Sur l'avis du Ministère des Affaires Étrangères, la Légation Impériale a l'honneur d'informer Votre Excellence, que par ordre impérial, le Ministère de l'Intérieur *vous interdit le séjour à Paris et en général à l'étranger*, en vous accordant pour le retour en Russie un délai de deux mois depuis la communication de cet avis.

« Dans le cas où vous n'exécuterez pas l'exigence du Ministère de l'Intérieur de revenir en Russie dans le

délai indiqué, vous vous exposerez aux poursuites légales dans l'ordre établi.

« La Légation Impériale prie Votre Excellence de l'honorer d'un accusé de réception de cet avis. »

Signé par l'Ambassadeur, Secrétaire d'Etat, A. HAMBURGER.

Je dois ajouter pour le lecteur français que les titres de Conseiller d'Etat actuel et d'Excellence que me donne cette lettre officielle n'indiquent nullement que j'étais au service, au moment où cette lettre m'avait été adressée Ce sont en Russie des titres purement honorifiques; ils m'étaient accordés par Alexandre II en 1877 pour services distingués dans l'enseignement. En réalité j'étais démissionnaire depuis plus de dix-huit ans; pendant tout ce temps je n'ai pas cessé d'habiter Paris. Même pendant mon court passage au Ministère des Finances de Russie en 1887-1888, je suis resté domicilié en France.

Le Ministre de l'Intérieur n'avait donc aucun ordre à me donner. Homme privé, j'avais le droit de demeurer en Russie ou à l'étranger selon mon bon plaisir.

Le lecteur voit qu'il ne s'agissait ni d'une invitation à venir faire la preuve de mes accusations contre Witte ni d'un sauf-conduit, d'ailleurs inconnu en Russie et inapplicable à un sujet russe. Comme le prouve l'exposé de toute l'affaire publié dans l'édition russe de cette étude, il s'agissait tout simplement d'un infâme guet-apens : Pour mettre fin à mes révélations, on voulait m'attirer en Russie, où l'ordre de m'arrêter a été donné à toutes les frontières; une résidence forcée dans quelque trou aux confins de la Sibérie devait m'apprendre ce que coûte en Russie l'audace de vouloir examiner de près la gestion de ministres des finances.

Un de mes amis, haut fonctionnaire du Ministère de

l'Intérieur, m'avait averti de ce guet-apens, bien avant que je n'aie reçu l'avis officiel de quitter « Paris et en général l'étranger ».

Malgré cet avertissement j'avais décidé de me rendre à Pétersbourg, vu qu'à tort ou à raison le Ministre de l'Intérieur affirmait agir sur un ordre impérial. Mais j'avais pris les précautions nécessaires afin de forcer le gouvernement à porter la question devant les tribunaux. La loi russe, dont l'avis du Ministre me menaçait, me donnait pour cela un moyen sûr : cette loi, — l'article 326 du code pénal russe — stipule que dans le cas ou un sujet russe vivant à l'étranger se refuserait d'obtempérer à l'ordre du gouvernement de rentrer en Russie, les tribunaux sont seuls compétents pour prononcer sur le bien-fondé des motifs invoqués par le récalcitrant pour se soustraire à cet ordre. La privation des droits civils, la mise sous séquestre de ses biens et l'exil perpétuel, telles sont les pénalités légales en cas d'absence des motifs. Sur le conseil de mon avocat j'avais donc avisé le Ministre de l'Intérieur, dans les délais indiqués, de mon intention de me conformer à l'ordre reçu et de rentrer en Russie ; je demandais seulement un délai de quelques mois pour le règlement de mes affaires, ainsi que pour cause de maladie, dûment certifiée par plusieurs médecins. Conformément à l'article 326, les tribunaux devaient être saisis de l'affaire, afin de décider sur le bien-fondé de ma demande. J'aurais eu ainsi l'occasion de faire porter par mon avocat devant le tribunal tout mon conflit avec M. Witte. Le Ministre des Finances a flairé le danger, et, de complicité avec ses deux collègues de l'Intérieur et de la Justice, qui lui sont *acquis* de longue date, il a, en violation flagrante de la loi, obtenu de l'Empereur, sous des prétextes mensongers, la signature de l'inique oukase du 26 juillet.

Ma réponse officielle à l'ambassadeur de Russie à Berne, chargé de me communiquer cet oukase, établit bien la situation :

« Excellence, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la communication faite par ordre du Ministre des Affaires étrangères, m'informant que par un décret du 26 juillet, j'ai été exclu du nombre des sujets russes, pour refus de rentrer en Russie sur l'ordre du Gouvernement.

« En prenant note de cette communication, et tout en ne me permettant pas de doutes sur son authenticité, je crois pourtant de mon devoir d'attirer l'attention de Votre Excellence sur les circonstances suivantes :

« 1° Le 13 juillet, j'avais informé M. le Ministre de l'Intérieur par lettre recommandée, que je considérais comme un devoir sacré de remplir exactement l'ordre de rentrer en Russie.

« Un avis de réception du 16 juillet m'informait que ma lettre est parvenue à destination. Comment admettre que le Ministre de l'Intérieur eût caché à Sa Majesté ce fait?

« 2° L'article 326 du Code pénal russe stipule que tout sujet russe qui refuse d'obtempérer à l'ordre de rentrer en Russie est poursuivi devant les tribunaux, seuls compétents à établir, si ce refus est appuyé par des motifs légitimes et à prononcer éventuellement la peine édictée par la loi.

« 3° Conformément aux lois russes, la privation des privilèges et droits obtenus au service de l'Etat ne peut être prononcée que par décision du tribunal. Quant à l'exclusion du nombre des sujets russes, pareille pénalité n'existe même pas dans notre législation.

« *La décision des trois ministres, si contraire aux lois russes, a été évidemment prise afin de soustraire*

l'affaire aux tribunaux réguliers, devant lesquels la preuve est admise....

28 Août 1895. (*Signé*) : E. DE CYON.

Cette lettre fut publiée à l'époque par la plupart des journaux français. Cela n'empêche que la calomnie dont j'ai parlé plus haut, trouve encore des crédules en France.

Je dois pourtant ajouter que depuis que cette lettre fut écrite j'avais appris que le Ministre n'avait pas caché à l'Empereur la réception de ma lettre. Il s'est contenté seulement dans son rapport d'en dénaturer complètement le sens. Ce n'est pas uniquement afin de soustraire l'affaire aux tribunaux que les Ministres avaient préféré de prononcer contre moi une sentence, toute platonique d'ailleurs dans ses effets, plutôt que de faire prononcer contre moi les dures pénalités prévues par l'article 326.

Les trois Ministres, conjurés pour pousser l'Empereur à commettre un déplorable acte d'arbitraire, avaient particulièrement insisté dans leur rapport sur la nécessité de me discréditer en France par un oukase retentissant. Sans cela M. Witte se déclarait hors d'état de continuer à faire des emprunts en France! Le texte de l'oukase visait mon livre *M. Witte et les finances russes*, mais en réalité il s'agissait de frapper mon *Histoire de l'entente franco-russe*, alors sur le point de paraître et dont j'avais adressé au Ministre de l'Intérieur un exemplaire, en le priant de le soumettre à l'Empereur, afin de l'éclairer sur mon activité à l'étranger et sur la large part, aussi désintéressée que spontanée, prise par moi au rapprochement entre la France et la Russie, part qui avait été à maintes reprises reconnue par le défunt Empereur. Les fortes têtes de notre camarilla allemande croyaient nécessaire de paralyser l'influence que je

pouvais exercer en France pour contrecarrer certains de leurs projets contre l'alliance des deux pays...

En cela, les espérances que Witte et ses complices fondaient sur l'oukase se sont en grande partie réalisées : M. Witte a réussi à refaire l'épargne française encore de 800 millions de francs — emprunt chinois de 1895 et emprunt 3 pour 100, de 1896 — et l'entente franco-russe, grâce à l'extrême habileté de M. Hanotaux a abouti à la rentrée de la Russie dans le concert européen, c'est-à-dire au rétablissement de l'alliance de trois Empires!...

11 Mars 1896.

TABLE

PRÉFACE V

AVANT-PROPOS XXXI

CHAPITRE I. — Budget fantaisiste ; comment on cache un déficit de 120 millions. — Le Contrôle ferme les yeux sur la dissimulation de la vérité. — Les excédents imaginaires de 1894. — L'accroissement de la prospérité publique démontré par une augmentation de 36 1/2 millions de roubles sur le rendement des boissons, et de 200 millions de roubles sur celui de l'importation étrangère. — La dette du Trésor pour 1894 s'est accrue de 762 millions ; son actif a diminué 852 millions ; rachat ruineux. — Poudre jetée aux yeux par la suppression de l'amortissement. — Comment l'encaisse libre du Trésor, formée avec des reliquats d'emprunts prouve des déficits chroniques. — Aveux de M. Witte au sujet des caisses d'épargne. — Progression des dépenses dépassant les prévisions budgétaires 1

CHAPITRE II. — Encore le rapport de M. Witte. — Un hymne à la spéculation et à l'agiotage. — Un ministre des finances qui prépare à l'avance un krach et aggrave une panique. — Situation désespérée de la Banque d'État. — Leçon aux Français. — Comme quoi M. Witte et son prédécesseur ont rendu à la France sept milliards de services. — Illusion naïve. — Dangers du placement exclusif de nos fonds en France. — Le dessous de l'emprunt Russo-Chinois. — Commissions monstrueuses.

Révélations de M. Witte concernant son influence sur notre politique extérieure. — Pourquoi lui et ses officieux poussent la Russie en Sibérie. — Réduction de la valeur monétaire et banqueroute. — M. Witte est la cause du retard apporté à la constructon du chemin de fer sibérien 29

CHAPITRE III. — Les récriminations de M. Witte. — Qui est coupable de répandre des mensonges sur notre système financier? — Les reptiles de notre ministre des finances en Russie et à l'étranger. — Défiance générale à l'égard de M. Witte. — Le congrès des propriétaires fonciers et le discours du prince de Stcherbatof. — Le projet du Ministre concernant la réforme de la Banque des Paysans et le Partage Noir. — Bienfaits du monopole des spiritueux et de la limitation de la production sucrière. — Comment le ministre favorise l'industrie russe. — M. Witte et nos révolutionnaires; quelles espérances les Nihilistes mettent en lui. — Où la dictature de Witte conduit la Russie 73

APPENDICE 107

Alençon. — Imprimerie Commerciale A. HERPIN, 9, rue du Cygne.